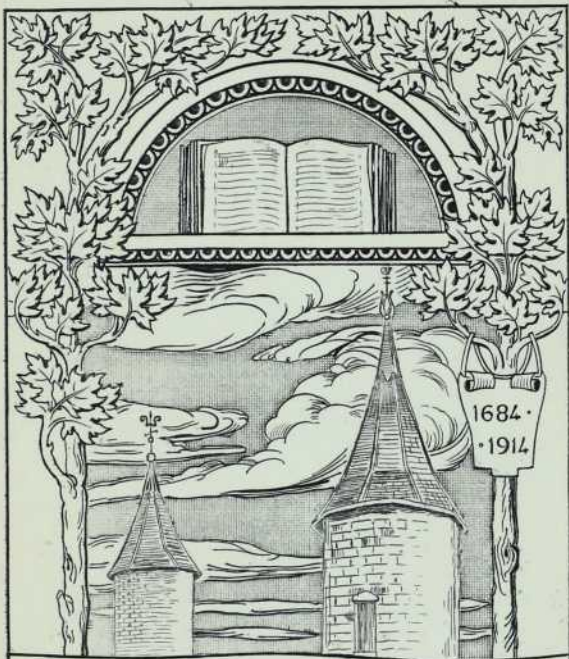




BIBLIOTHEQUE
SAINT-SULPICE MONTREAL



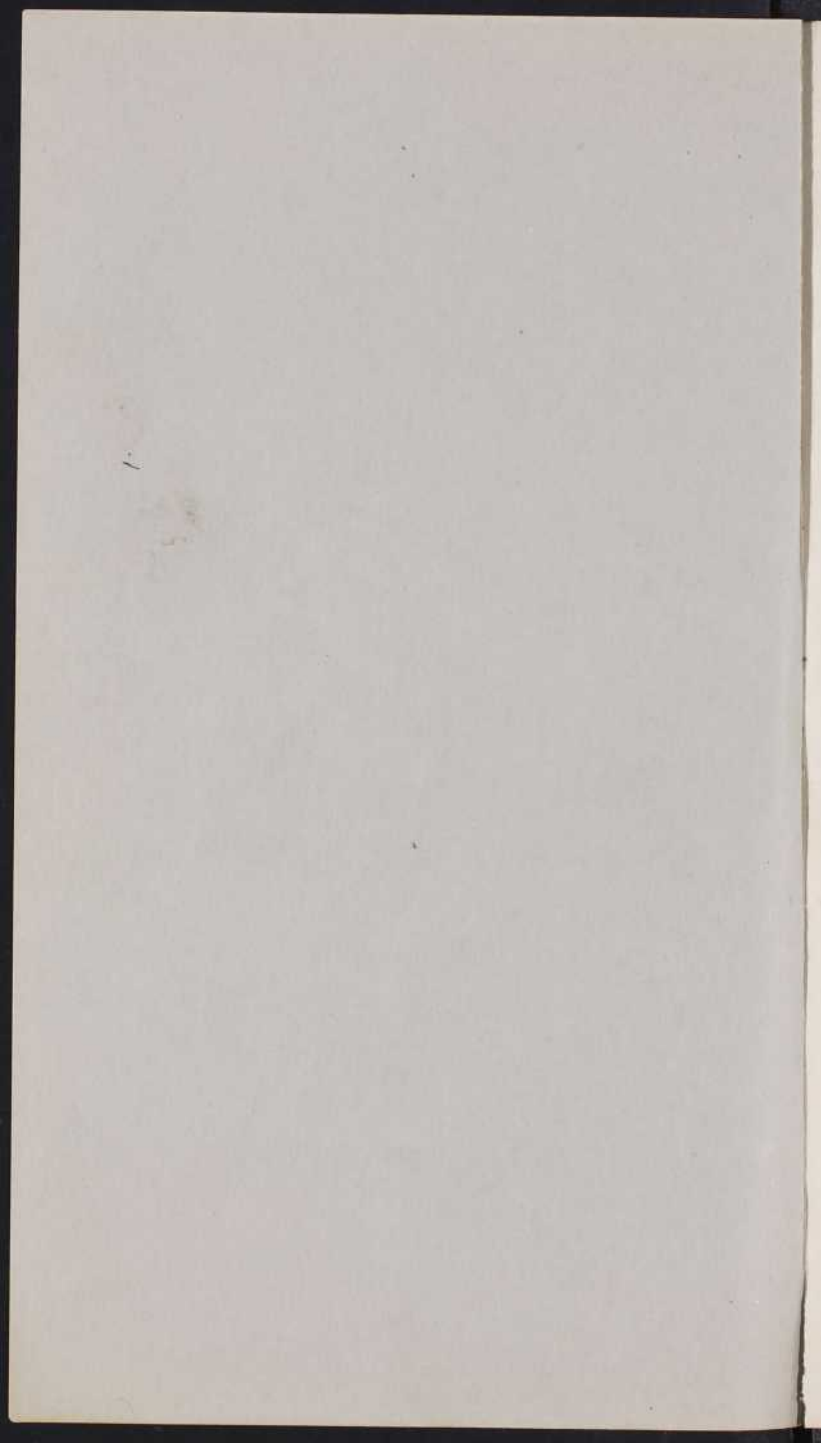


POLITIQUE

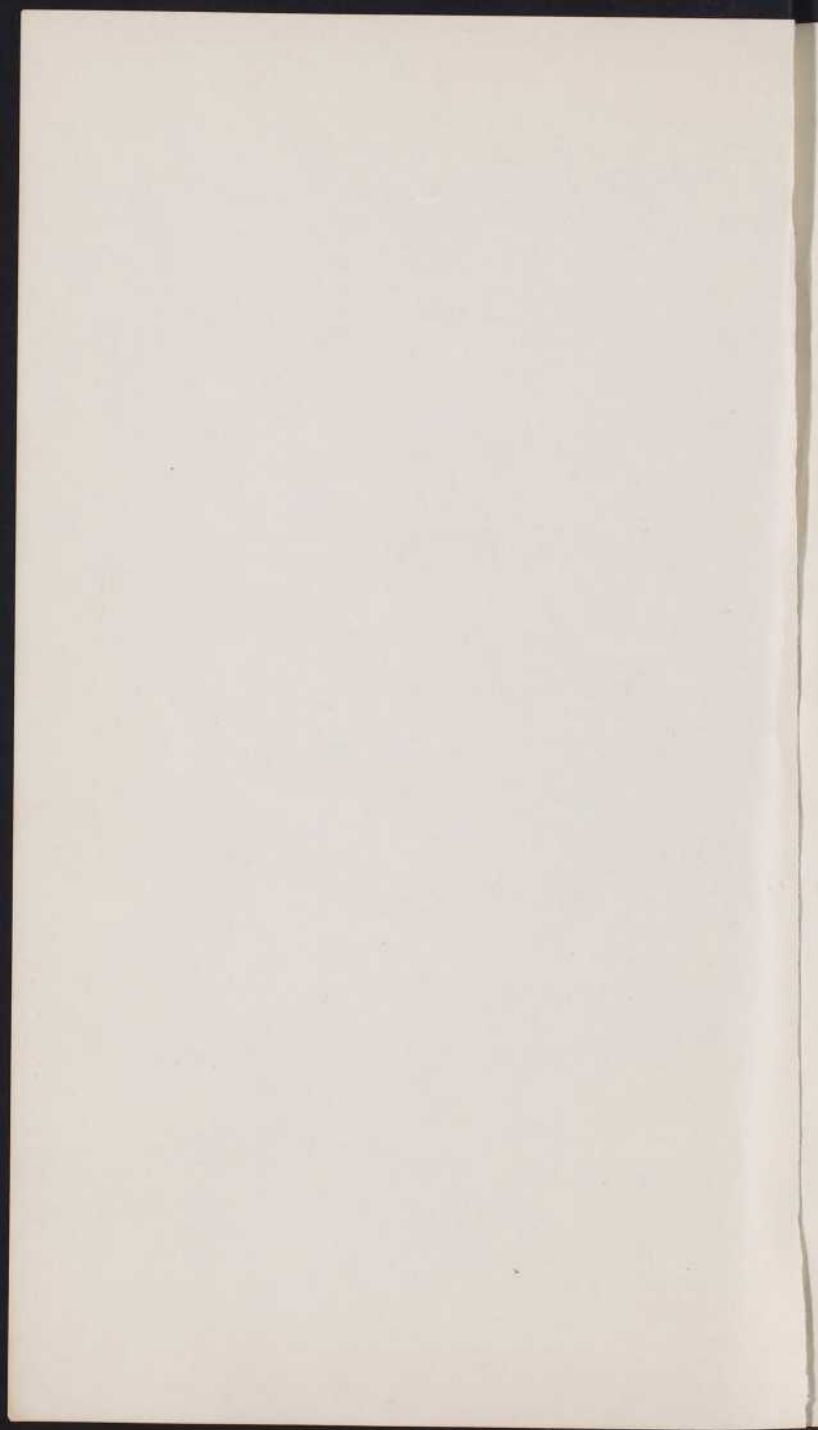
Attanasio Davio

EDITIONS ALBERT LEVESQUE

EN MARGE DE LA







EN MARGE
DE LA
POLITIQUE

Il a été tiré de cet ouvrage :

50 exemplaires sur papier
Carlyle Japan blanc numérotés
à la main par l'auteur de 1 à
50 et autographiés;

150 exemplaires sur papier
coquille teinté, numérotés à la
presse de 1 à 150.

L'édition originale a été tirée sur
papier coquille blanc.

Tous droits de traduction, de re-
production et d'adaptation ré-
servés pour tous pays.

— Ottawa, Canada, 1934. —

ATHANASE DAVID

**EN MARGE
DE LA
POLITIQUE**

(RECUEIL DE DISCOURS)

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE



DOCUMENTS

SOCIAUX

EDITIONS ALBERT LEVESQUE

STANLEY J. ...

EN MARS
DE LA
POLITIQUE

RETOURNE
XOR 18-11-1948

FC
139
VSD 3

B. Q. R.
NO. 3293

AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR

Les documents qui suivent expliqueront au lecteur, mieux qu'une préface, pourquoi et comment ce livre est né.

A. D.

Montréal, le 4 mai 1934.

Honorable Athanase David,
Secrétaire de la Province,
Hôtel du Parlement,
Québec, P. Q.

Monsieur le ministre,

La proposition que je vous soumets aujourd'hui se justifie par les deux motifs suivants :

De nombreux amis et camarades, et quelques-uns de vos admirateurs parmi ceux de votre génération, m'ont souvent fait cette question : "Pourquoi ne publiez-vous pas un recueil des principaux discours ou conférences de l'honorable David ? Nous aimerions à relire certaines pages de notre Secrétaire provincial (de notre chancelier pour plaire à M. Olivar Asselin). Actuellement, les idées et directives exprimées, d'année en année, par cet orateur, sont éparpillées dans les journaux du temps ou

nos revues. Il est parfois impossible de les retrouver. Cela est ennuyeux, surtout pour la jeunesse qui a le droit et le devoir de connaître l'oeuvre de ses aînés afin de l'apprécier avec plus de justesse."

J'avoue que j'avais déjà songé à ce projet pour ce motif et pour le suivant. Depuis quelques années, en effet, les jeunes réclament des chefs; ils regrettent même d'en avoir manqué. Ils se plaignent d'une absence de directives; ils en sollicitent de leurs aînés.

Or ces désirs et ces regrets, joints à mes propres réflexions, m'ont entraîné à recueillir quelques-unes de vos conférences les plus faciles à retracer. Leur lecture m'a donné la conviction que je devais m'efforcer de satisfaire le désir de vos amis ou admirateurs et répondre en même temps aux réclamations des jeunes. Aussi, me suis-je permis, il y a déjà plusieurs mois, de vous communiquer verbalement mon projet. J'avoue que votre enthousiasme à me seconder n'était pas de nature à révéler que vous étiez soucieux de devenir auteur, satisfait que vous paraissiez de contribuer à l'amélioration du sort de nos écrivains.

Mais, pardonnez à ma ténacité (la seule qualité que je me reconnaisse), je reviens à la charge et cette fois bien résolu de gagner ma cause. Je vous demande donc, comme faveur aux camarades de ma génération, l'autorisation de publier en volume les oeuvres de votre carrière politique dont vous jugerez bon de prolonger l'écho.

Je sais l'énorme besogne qui vous incombe et serais très satisfait de recevoir votre manuscrit dans cinq ou six mois, de façon à me permettre la publication de votre ouvrage à la fin de l'année présente.

J'aime à croire, Monsieur le ministre, que vous considérerez très sérieusement ma demande et que j'aurai le vif plaisir de devenir votre

éditeur dévoué,

ALBERT LÉVESQUE.

Montréal, le 5 novembre 1934.

M. Albert Lévesque, éditeur,
1735, rue Saint-Denis,
Montréal.

Cher monsieur Lévesque,

Il y a déjà plusieurs mois, en mai dernier, je crois, vous m'avez de nouveau exprimé le désir de réunir en volume mes principaux discours ou conférences. Je me rends bien compte de votre ténacité et si je me laisse vaincre, c'est bien plus pour ne pas vous désobliger que pour ajouter foi à l'importance que vous et vos amis semblez attribuer à mes causeries, nées au hasard des circonstances et exprimées sans autre souci que celui de répandre quelques idées que j'estimais utiles à mes compatriotes.

Je vous envoie donc, sous pli séparé, les documents que vous m'avez demandés, vous autorisant volontiers à les publier en volume, à votre gré. J'ai divisé l'ouvrage en trois parties, qui me paraissent résumer assez fidèlement l'orientation de mes efforts au service de la province depuis une vingtaine d'années : Des corps sains, Des esprits cultivés, Des énergies conquérantes. J'ai toujours rêvé pour le peuple d'une vie physique vigoureuse et saine. Inutile, en effet, de songer à rivaliser avec les peuples qui nous environnent, dans tous les domaines de l'activité humaine, si notre population est affaiblie par la mortalité infantile, la tuberculose et d'autres maladies qui peuvent devenir des sources de dégénérescence nationale.

Mais répandre la santé, le bien-être physique ne constitue qu'une oeuvre incomplète. C'est pourquoi j'ai toujours tâché à améliorer les conditions de l'instruction et de l'éducation dans notre province. Former des compétences, des esprits cultivés, telle fut l'une de mes plus constantes préoccupations.

Corps sains, esprits cultivés, les jeunes Canadiens français, me disais-je, pourront mieux envisager la conquête des puissances temporelles, viser à l'autonomie matérielle du Québec pour mieux atteindre les sommets de leur survivance et jouer un rôle important dans la Confédération canadienne.

Voilà ce que j'ai cherché à ordonner dans le petit volume que vous me demandez, en m'effor-

çant de dégager mes réflexions de tous soucis d'ordre politique. Aussi, vous demanderai-je de donner à ces quelques pages, ce titre très simple : "EN MARGE DE LA POLITIQUE".

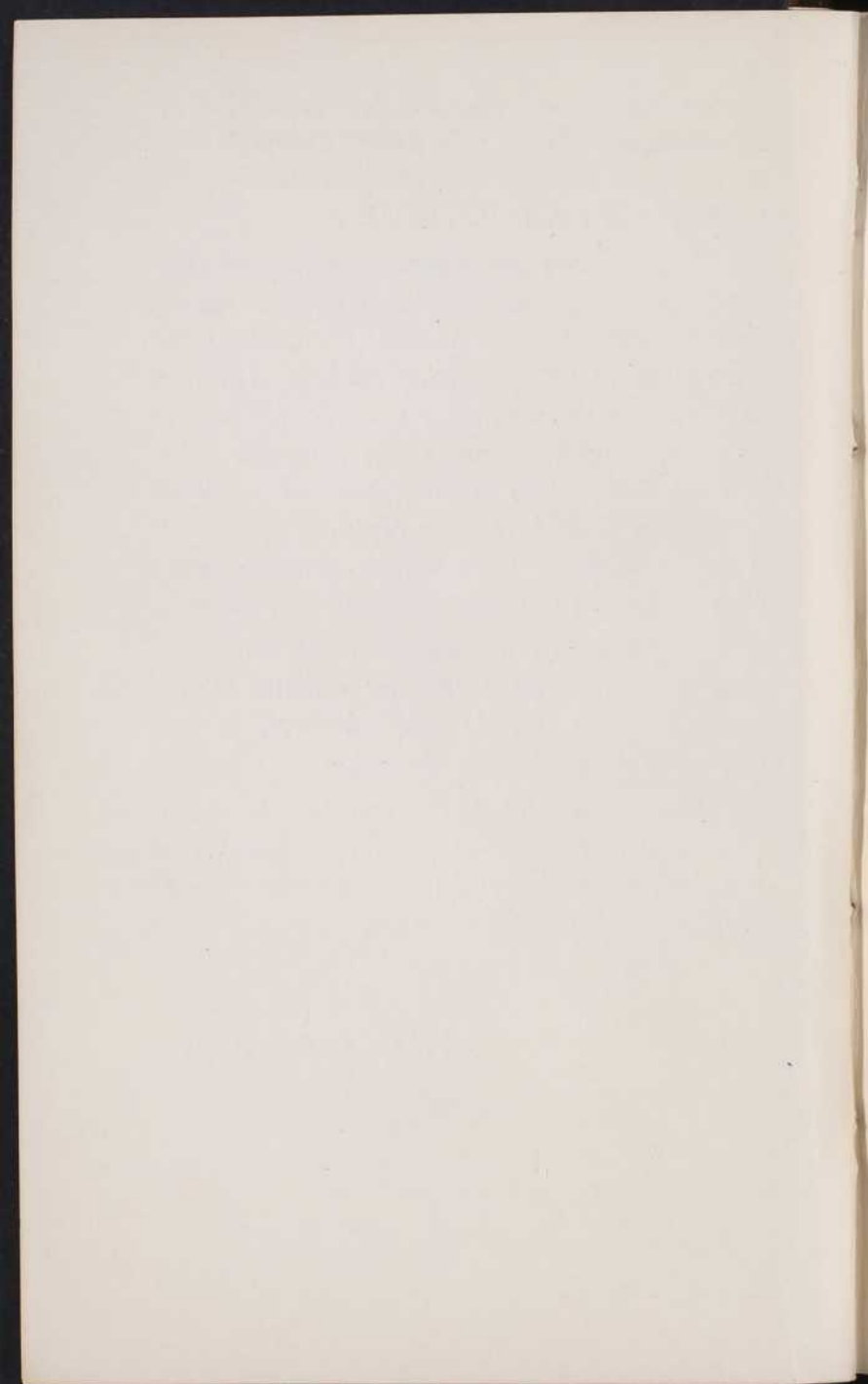
Il va sans dire que le lecteur remarquera la répétition d'idées qui me sont chères, au cours des différents chapitres de ce recueil, composé de discours revisés, il est vrai, mais prononcés en diverses circonstances, depuis quinze ans. Je n'ai pas cru devoir les éviter, ne fût-ce que pour manifester combien, depuis près de vingt ans, nos problèmes n'ont guère changé, et qu'en dépit des événements et des obstacles, les mêmes inquiétudes et les mêmes solutions se sont toujours imposées à mon esprit.

Je souhaite, cher Monsieur Lévesque, que vous ne regrettiez pas trop votre initiative et m'en réjouirais si elle était de nature à rendre de nouveaux services à la jeune génération.

Et si, par hasard, la vente de ce volume pouvait représenter un certain profit pour moi, je vous prie de le verser à une oeuvre d'assistance maternelle ou de l'enfance nécessiteuse.

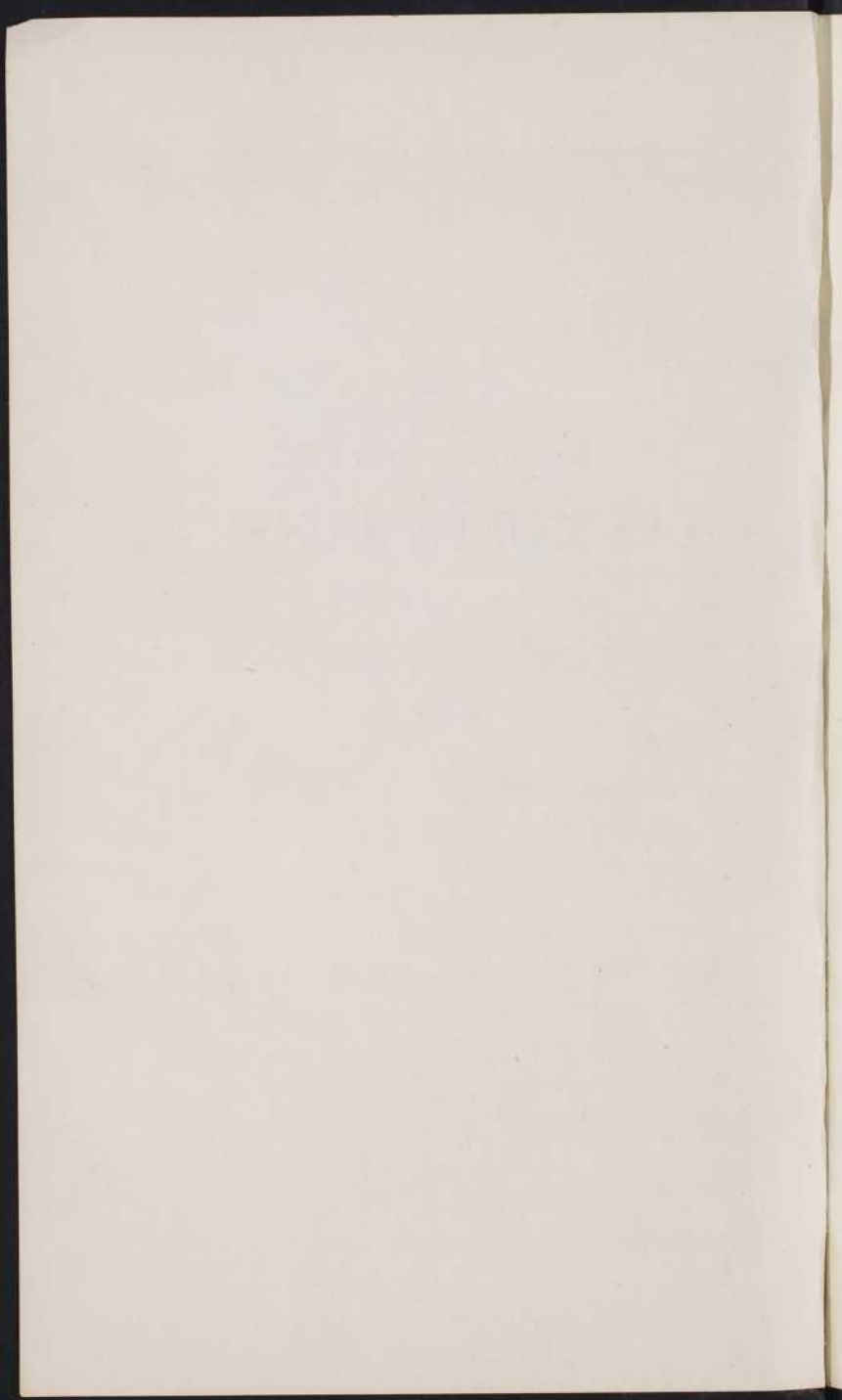
Croyez à mes meilleurs sentiments,

ATHANASE DAVID.



Première partie

DES CORPS SAINS





Chapitre premier

LA SANTÉ DES MÈRES

L'HISTOIRE de notre nationalité, depuis cent cinquante ans, est celle d'une résistance tenace et opiniâtre qui, déjouant tous les calculs, a dérouté ses adversaires.

Que serait devenu le noyau du peuple canadien si, au lendemain de la cession, il n'eût pas été forcé de reconnaître la nécessité de la résistance ? Trop faible pour réagir et affirmer son influence matérielle ou physique, il eût, sous les faveurs accablantes de son vainqueur, riche et puissant, accepté comme tant d'autres vaincus, la fusion et l'assimilation.

Ce fut, au point de vue politique, l'erreur de l'Angleterre, de confier, parfois, à des administra-

teurs sans expérience ou arbitraires le sort de cette colonie nouvelle où une mentalité, vieille de soixante-quinze ans, avait gravé sa puissante empreinte et qu'un déchaînement de la violence ne pouvait que développer et fortifier.

D'ailleurs, la fusion et l'assimilation n'étaient pas possibles. Il est vrai que la France avait cédé sa colonie, renonçant ainsi à son rêve d'une nouvelle France, mais le groupe canadien avait juré fidélité à ses origines et à sa mentalité qui marquait déjà ce continent d'un caractère distinctif. Ce fut sa manière, à lui, de payer sa dette de reconnaissance à l'ancienne mère patrie : conserver un coin de terre où sa langue, quoi que l'on fasse, sera toujours parlée.

Depuis, il n'y eut jamais solution de continuité dans notre résistance. Toutes les époques agitées de notre vie nationale remettent en lumière le rôle que nous nous devons à nous-mêmes de jouer pour que les sacrifices du passé ne deviennent pas inutiles. La manifestation, maintes fois répétée, d'une volonté aussi tenace et aussi opiniâtre que la nôtre, accentue notre désir de conserver intact l'héritage que le passé nous a légué.

Aussi, les attaques, loin de nous décourager, nous convainquent-elles que nous sommes une force nécessaire à l'équilibre canadien, et que, plus que jamais, nous devons nous unir dans une même idée

de salut national, pour que s'affirme un jour, dans notre pays, cet idéal que nous lui conservons : l'idéal canadien s'inspirant d'une mentalité profondément canadienne.

Si tels sont notre but et le principe qui anime aujourd'hui ce que l'on considère une réaction mais n'est que la continuation d'une action séculaire, nous n'avons aucune raison de désespérer de l'avenir. Sans affecter un optimisme exagéré, nous pouvons continuer à croire que le flot déchaîné de la passion et du fanatisme passera, et que nous demeurerons; que la tempête s'apaisera, après avoir peut-être brisé quelques énergies et quelques volontés peu trempées; que le calme qui suivra retrouvera notre peuple aussi fort, aussi vigoureux qu'auparavant, et que cet apaisement n'aura d'égal que la foi que nous aurons conservée en notre âme canadienne.

Et c'est plus que jamais enracinés dans le sol de la patrie, que nous pouvons rappeler cette admirable page de Romain Rolland, qui semble avoir été écrite pour nous : "Ce qui lie d'une étreinte invincible, c'est l'obscur et puissante sensation commune aux plus grossiers et aux plus intelligents, "d'être depuis des siècles un morceau de cette terre, "de vivre sa vie, de respirer son souffle, d'entendre "battre son cœur contre le sien, de sentir ses frissons imperceptibles, les mille nuances des heures

“et des saisons, des jours clairs ou voilés, la voix et
“le silence des choses. Et ce ne sont peut-être pas
“les pays les plus beaux, ni ceux où la vie est la
“plus douce, qui prennent le cœur davantage, mais
“ceux où la terre est la plus simple, la plus humble,
“la plus près de l’homme, et lui parle une langue
“intime et familière.”

Nous tenons au sol par des affinités que la raison seule ne pourrait expliquer. Ce ne peut être par les souvenirs historiques, qui, en somme, ne comptent que pour un petit nombre d’entre nous. Nous y tenons donc par “cette obscure et puissante sensation d’être depuis des siècles un morceau de la terre” canadienne.

C’est cet attachement qui entraînait Édouard Montpetit à réclamer naguère “la revanche des berceaux”. C’est la conception nette de nos obligations solidaires d’affirmer le rôle que nous jouons ici, qui inspirait aussi Antonio Perrault dans son “Appel au Devoir Social”.

Nous avons tous entendu ces appels, et tous tant que nous sommes, dans quelque sphère que s’exerce notre activité, si modeste et si humble soit-elle, nous avons, n’est-il pas vrai, décidé de nous unir dans un effort collectif pour affirmer l’oeuvre de la défense nationale dont les principes sont posés et admis.

Nous avons enfin compris nos forces et celles de

notre nationalité, lorsque nous avons constaté que le choc qui devait nous écraser a fait jaillir une étincelle plus ardente de vie, la coordination de nos énergies, la direction de nos volontés vers un but défini et superbe : assurer la survivance par la permanence du "miracle canadien."

Maurice Barrès a dit : "La France a eu bien des miracles, ceux de Tolbiac, ceux de Poitiers, de Reims, avec celui de la Marne, mais il n'y en a pas comme le miracle canadien."

* * *

Ce miracle canadien, qu'une admiration française qui se rachète a comparé à ceux de France, il est juste que nous rendions à la femme canadienne l'hommage de reconnaître que c'est à elle que nous le devons. Depuis cent cinquante ans, sans plainte comme sans murmure, complètement et religieusement au "service de la race", accomplissant les desseins de la Providence, elle donne sans relâche à la Patrie canadienne les enfants qui augmentent son espoir, les cœurs fortement trempés qui ne cesseront de battre pour elle, les bras qui n'hésiteront jamais à la défendre.

Monsieur Étienne Lamy donnait pour titre à une série d'articles sur la natalité en France, ces mots admirables : "La Flamme qui ne doit pas

s'éteindre". Quelle superbe devise pour nos œuvres qui se dévouent à la continuité du miracle canadien ! Flamme qui, sans cesse, doit réchauffer les enthousiasmes éphémères et les prolonger; flamme qui doit activer les énergies défaillantes et animer les volontés qui s'atténuent; flamme qui doit éclairer les intelligences et leur faire comprendre l'ampleur de la tâche qui leur est confiée.

Grâce à elle et à la lumière qu'elle projette sur nos devoirs, nous orienterons nos efforts pour rétablir un équilibre que cent cinquante ans de dévouement ont rompu, entre la santé de la femme et l'immutabilité de l'obligation de son devoir social, national et religieux.

Les santés sont aujourd'hui déprimées, affaiblies; pourtant la natalité a peu diminué. C'est admirable. Mais cette maternité, non préparée, anémie, affaiblit la femme, et d'année en année fait plus de victimes. A quoi bon cacher la vérité puisqu'il est temps encore de réagir et de rétablir l'équilibre qui se rompt ?

Tous, n'est-il pas vrai, nous voulons que cette natalité demeure ce qu'elle est; mais n'est-il pas vrai aussi que nous ne voulons pas d'une maternité qui crée de la vie aux dépens d'une vie ? Nous voulons avoir des enfants, mais nous voulons garder les mères. Alors, allons sans hésitation à la source même du mal, au défaut d'hygiène, à l'igno-

rance des futures mères des exigences de la maternité. Tout cela n'était pas aussi urgent autrefois, alors que la santé de la femme canadienne défiait les lois les plus élémentaires de la prudence. Mais ce temps est passé, et aujourd'hui, ce défi aux lois de la prudence, joint à la poussée de la population rurale vers les villes, se solde par le tribut que nous payons chaque année à la tuberculose et à l'anémie. C'est donc le relèvement physique de la femme qui s'impose — relèvement qui assurera à notre race des enfants sains, forts et robustes et qui nous conservera nos mères canadiennes. Dans les classes riches ou à l'aise, la solution du problème ne présente que peu de difficultés; mais dans les classes pauvres ou miséreuses (et remarquons que c'est là plus qu'ailleurs que se fait "la revanche des berceaux"), la situation est autrement complexe.

Il est consolant, cependant, de constater que jamais notre province, d'où pourtant bien des mouvements sont partis, n'en a connu de plus complet, de mieux organisé, que celui qui lui fait aujourd'hui tourner les yeux vers ses œuvres sociales et nationales. Depuis quelques années, les problèmes de la vie politique, nationale et sociale ont éveillé l'attention d'un groupe d'hommes, d'une élite, qui n'a pas craint de nous dire quelquefois de dures vérités, mais qui l'a toujours fait dans le seul dessein de provoquer une réaction, de nous empêcher de

de nous complaire dans l'apathie où nous étions sur le point de nous enliser. Satisfaits des statistiques qui établissent que notre province connaît l'un des pourcentages les plus élevés de natalité, nous nous étions habitués à regarder la mortalité infantile comme une nécessité ou comme un fait d'ordre physique auquel nous ne pouvions pas remédier. Heureusement, des apôtres généreux ont fait entendre le cri d'alarme. Le problème de la puériculture a été sérieusement envisagé. Des institutions consacrées aux soins des enfants se sont fondées. Aujourd'hui, il nous est permis d'espérer que nous réussirons, grâce à ces institutions, à réduire la mortalité des petits, encore plus que nous ne l'avons fait depuis quelques années.

L'esprit de notre peuple a compris cette vérité que notre fortune politique et nationale réside tout entière dans les petits êtres que nous donnons à notre pays. Mais il admet aussi que pour assurer cette fortune nationale, il ne suffit pas que naissent ces petits enfants; il faut qu'ils vivent. C'est pourquoi nous n'encouragerons jamais assez des œuvres comme celles des Unités Sanitaires ou celles qui permettent à la jeunesse, l'été, de respirer à la campagne un air moins vicié que celui de nos faubourgs.

D'ailleurs, toutes les œuvres dont la mission est sociale ou nationale, méritent que nous les encoura-

gions; car ce n'est pas tout le devoir social de rechercher les causes du fléchissement de la natalité, c'est aussi de contribuer à appliquer le remède destiné à les faire disparaître.

* * *

Bien des croisades ont été commencées, dans le passé, qui ont échoué devant cet obstacle insurmontable que nous leur avons toujours opposé : notre impassible apathie. A ceux-là qui ont tenté de réveiller l'âme de leur peuple et qui se sont découragés; à ceux-là qui, aujourd'hui, se bornant à regarder la surface et à mesurer notre avenir à la lumière des faits présents, sont portés à croire que nous ne pourrons jamais reprendre le terrain que nous semblons avoir perdu, je rappelle que : "Les sociétés ne sont pas faites pour mourir; on les assassine ou elles se tuent. Dans leur fin, il y a toujours un crime". Le plus grand crime qu'un peuple puisse commettre contre lui-même, c'est de permettre à l'indifférence et à l'apathie d'abord, puis au pessimisme, de l'envahir.

Le pessimisme détruit tout enthousiasme, toute énergie, et la nation qui en est atteinte devient le jouet du fatalisme que son idéal amoindri ne sait plus combattre et vaincre.

C'est alors que l'on entend cette parole que souvent nous avons entendue nous-mêmes dans le

passé : "A quoi bon !" — "A quoi bon ?", expression néfaste qui a découragé plus d'hommes que les luttes les plus acharnées dirigées contre eux, qui a retardé plus de réformes que l'opposition la plus vive. "A quoi bon ?", aveu d'un manque de courage et d'une énergie défaillante devant l'obstacle à vaincre ou à surmonter !

Connaître ses ennemis est une puissance dont s'accroît la vigilance d'un peuple. A la série de nos ennemis connus ajoutons celui-ci : l'"A quoi bon ?", auquel nous prêtions moins d'attention parce que le résultat de son action était moins frappant, mais qui, par cela même, était plus incontrôlable.

C'est le temps peut-être plus que jamais de dire qu'à toute chose malheur est bon, lorsque nous constatons que l'impétuosité de l'offensive, dirigée contre nous, nous a forcés à faire un examen de conscience national qui a révélé les points faibles de notre défensive, et nous a inspiré cette nécessité de l'union qui semble aujourd'hui nous grouper pour combattre les seuls ennemis qui pourraient avoir raison de notre résistance : nos défauts.

Pour le moment du moins, nous avons la satisfaction de croire que nous les avons vaincus. La constatation de l'opportunité d'unir nos énergies, au point de vue national, nous a fait comprendre que cette même nécessité existe lorsqu'il s'agit du

succès de nos œuvres sociales. A l'heure présente, ce qui doit, il me semble, nous donner confiance en nous-mêmes, c'est que nous avons enfin reconnu que l'effort individuel, si énergique soit-il, n'obtiendra jamais le maximum d'intensité ni les résultats d'une action collective. Si généreux que fussent leurs efforts, si constantes et persévérantes que fussent leurs luttes, les réformateurs isolés ont rarement atteint leur but. De même la société qui ne reconnaît pas l'effort des groupes et n'aide pas à leur organisation, affaiblit l'œuvre de sa résistance et met en péril son idéal social et national. Car le peuple, en présence de l'œuvre entreprise par un homme, s'habitue à la croire temporaire comme l'homme lui-même, alors que devant l'œuvre d'une association, il croit à son caractère de permanence.

Inspirons au peuple la confiance qui lui fera prendre contact avec les associations qui s'occupent de lui, en faisant le sacrifice de nos égoïsmes individuels. Groupons nos énergies pour permettre que se fasse cette sainte croisade dont le but ultime est de répondre à l'appel du devoir social et national, en assurant la survivance des enfants, grâce à la santé physique et à la force morale des mères.

* * *

Les sociétés n'ont pas le droit de demander aux mères, des enfants, si elles ne croient pas de leur

devoir de les encourager, de les aider, de les soulager par leurs lois ou par leurs œuvres.

La société dit à la femme qu'elle exige d'elle des hommes. La nation lui déclare que des énergies nouvelles sont nécessaires. Mais que fait la société ou la nation pour inspirer à la femme l'orgueil du rôle qu'elle joue, la sainteté du devoir qu'elle accomplit ? Rien ou à peu près rien, et, sauf la religion, qui relève le moral de la femme, qui le maintient ? Depuis longtemps, sans la Foi, elle se serait découragée devant cette apathie et cette indifférence sociales et nationales, et se serait affranchie de son devoir.

Trop souvent, hélas ! dans son milieu misérable, entourée d'enfants malades, nous laissons, sans encouragement moral pour relever son âme, sans aide physique pour soutenir son courage, une mère qui, pourtant, a rempli son devoir envers sa patrie. Nous ne nous soucions pas de l'aider, n'appréciant peut-être pas le mérite de son action, la valeur de son geste.

Combien de mères, à qui la Providence a donné la fortune ou l'aisance, ne connaissent pas la souffrance qui habite sous le toit du pauvre ! Combien qui, dans leurs demeures somptueuses ou confortables, n'ont jamais soupçonné les soirées d'hiver qui tombent sur des grabats où gèlent de pauvres êtres humains ! Combien ne se sont jamais arrêtées à

penser ce que la maternité peut avoir de pénible lorsque le logis est sans feu, sans pain, et le père sans travail, sans argent ! Combien ignorent l'agonie morale et physique de cette femme qui n'a personne sur qui compter et qui désespère de tout, souvent même de la Providence, réduite par la souffrance à se croire abandonnée d'Elle ! Vous qui savez ce que c'est que de donner la vie, avez-vous songé à celle qui, le sachant aussi, le fait sans l'appui moral, sans les soins physiques dont vous bénéficiez ? Pourtant, celle-là, à qui vous n'avez jamais pensé, accomplit, comme vous, le même devoir, dans le même but, animée du même sentiment de responsabilité vis-à-vis la nation. Si vous êtes entrées dans ces maisons, si vous avez assisté cette femme, si vous avez constaté cette misère, inutile que j'insiste; l'ayant vue, vous l'avez comprise et vous en avez pleuré. Ce n'est pas à vous que je demanderai si l'œuvre de l'aide aux mères nécessiteuses mérite d'être encouragée, si cette souffrance doit être allégée, si cette misère doit être secourue, si la présence d'une mère, auprès de cette femme qui va le devenir, la réconfortant de sa bonté et de sa charité, l'aidera à comprendre la beauté du rôle qu'elle joue au point de vue social, national et religieux, en donnant un enfant à son peuple et un citoyen à son pays.

* * *

Dans notre province, des initiatives privées ont fait surgir des œuvres d'assistance maternelle qui ont devancé l'aide de l'État. Il convient de rappeler l'une d'elles à votre souvenir.

Madame Hamilton avait vu la misère, la pauvreté, la douleur morale et physique des femmes du peuple dont la fécondité assurera sur ce continent la survivance de l'idéal canadien. Elle intéressa à son initiative un groupe de femmes qui depuis vingt ans, sans bruit, sans éclat, poursuivent un but.

L'humanité s'attache avec une admiration tenace à retenir la légende du pélican qui, fatigué de ses longues envolées, revenant au nid, le soir, sans avoir trouvé pour ses petits la pâture nécessaire, se frappe au cœur pour nourrir du sang qu'il en fait jaillir ceux à qui il a donné la vie et à qui il veut la conserver.

Quelle admirable légende, quelle belle inspiration que ce grand oiseau qui se donne la mort pour assurer un peu de vie nouvelle ! Pourtant la réalité dépasse dans sa sublimité, la légende elle-même. Combien de femmes aux traits émaciés, souffreteux, ont souvent donné le dernier morceau de pain à leurs petits, sans se soucier de leur propre faim, voulant conserver la vie qu'elles avaient créée ! Combien de femmes, pour donner la vie à des petits êtres que le pays et la nation réclament, n'ont

pas craint de sacrifier la leur ! La mort de la mère engendrant la vie du fils ! Non, rien n'est plus grand, rien n'est plus sublime devant Dieu comme devant les hommes, et pourtant ce sacrifice de la mère est inutile. Oh ! que l'on ne se récrie pas ! La maternité (qui fait aujourd'hui, affirme un gynécologue, plus de victimes que toute maladie, si on excepte la tuberculose) est un phénomène naturel qui ne doit pas entraîner la mort. Qu'elle la cause, cela tient à la dépréciation de la santé chez la femme et aux lacunes de sa préparation au rôle qu'elle joue dans l'humanité.

C'est le souci de faire face à ce problème, créé par l'affaiblissement de la santé chez la femme, qui inspire et soutient l'*Assistance Maternelle*. Cette œuvre veut que les mères vivent, parce qu'il faut qu'elles puissent sourire à leurs petits enfants. C'est un philosophe qui l'a dit : "Le sourire maternel, le sourire de l'enfant échangés, c'est la grande communion qui prépare toute société humaine". C'est là l'affirmation que l'enfant sera dans la vie ce qu'aura été sa mère pendant cette période d'inexprimable communion. Aussi, l'*Assistance Maternelle*, après avoir préparé la femme, continue ses soins à la mère, pour que ce sourire illumine et transforme la fragilité du berceau.

Tout ce que la charité chrétienne a de trésors cachés, de sources d'énergie et de courage, sera

épuisé par les visiteuses, pour que renaissent la foi et la confiance en la Providence. Quelquefois le réveil sera lent, mais dans presque tous les cas le logis entendra de nouveau la prière qui console et connaîtra l'espérance qui fortifie. La femme, sentant qu'elle n'est pas oubliée, constatant la sympathie qu'on lui témoigne, concevant la grandeur de son devoir, attendra toujours avec bonheur la venue de cette visiteuse qui, pour une première fois depuis longtemps, jettera un rayon de soleil sur sa désespérance, et dont la main, réparant le désordre de son logis, fera avec la charité pénétrer l'hygiène, et par là même un peu de santé.

L'œuvre de l'*Assistance Maternelle*, pour arriver à son but : contribuer à créer de la vie saine et robuste, doit d'abord faire disparaître le désordre moral chez la femme qui, contemplant sa pauvreté, son isolement, se demande s'il est juste qu'elle donne naissance au petit être qu'elle attend.

Ensuite, elle mettra à la disposition des mères tout ce que la science médicale peut offrir de soins préparatoires : toniques, nourriture et propreté.

Cette obstination que je mets à considérer le côté moral de l'œuvre, pourra, peut-être, sembler exagérée. Me permettra-t-on de déclarer que certaines doctrines doivent, à la pauvreté et à la misère du peuple, de s'être ancrées dans l'esprit de certains individus. Ces doctrines sont

celles qui leur donnent l'espérance d'une liberté plus grande, et qui apparaissent à la femme comme un affranchissement qui lui permet d'esquiver un devoir onéreux et troublant. Aussi, faut-il, pour que la mère accepte son devoir, que la société lui témoigne un peu d'encouragement et de sympathie lorsqu'elle l'accomplit, en lui prodiguant une générosité qui ne doit jamais se lasser.

C'est ce que fait au nom de notre patrie l'*Assistance Maternelle*, envers les femmes pauvres ou abandonnées. Elle accomplit donc un devoir social, mais elle accomplit aussi une œuvre nationale puisqu'elle aide à conserver les enfants que ces femmes donnent au pays.

Plus que jamais le mot d'ordre doit être : *garder nos enfants* — car en les gardant, nous conservons à la patrie les hommes qui lui sont nécessaires. Dieu n'a sûrement pas mis au cœur de l'humanité l'amour du pays, si celui-ci ne vaut pas qu'on lui conserve ses hommes, même au prix des plus grands sacrifices.

* * *

Mais si les femmes doivent naturellement chercher à s'entr'aider, il est une classe sociale : le clergé, qui jouit auprès de notre peuple d'une telle confiance qu'il peut à sa guise le diriger. C'est à lui plus qu'à toute autre classe de notre société, que

le devoir de la rééducation incombe. Et cette rééducation consiste à détruire, dans notre province, cette résignation irraisonnée qui, lorsque la mort frappe un petit enfant, n'attire sur les lèvres des mères que ces mots dont on vous a déjà parlé : "Un petit ange de plus pour le ciel", résignation qui les empêche de rechercher les causes de cette mort et d'appliquer le remède.

Notre clergé doit contribuer à faire disparaître ce qui n'est pas un acte de religion, mais un fatalisme qui cause un tort incalculable à notre peuple. Cette résignation du peuple, devant ce qu'il considère irrémédiable, l'empêche d'avoir confiance dans les œuvres qui tendent à diminuer la mortalité infantile et l'entraîne à leur opposer une apathie déconcertante.

C'est peut-être demander au clergé d'attirer l'attention du peuple sur le manque de prudence des femmes et le manque d'hygiène des familles, soit; mais je crois que la chaire de Vérité accomplirait une belle œuvre en contribuant à lutter contre un mal social qui nous ronge.

Toutes les classes, quelles qu'elles soient et là où elles exercent leur influence, doivent contribuer à l'éducation physique, morale et intellectuelle du peuple. Elles ont solidairement l'obligation d'éclairer une ignorance qui retarde son

progrès, car, si un jour cette ignorance se dissipe, la masse cherchera les raisons qui contribuèrent à la prolonger.

Aussi, conscients des besoins de l'heure, nous souhaitons que tous reconnaissent enfin que l'entente la plus entière et la plus complète doit exister entre tous les individus qui composent notre nation, et qu'elle ne doit pas être menacée par la manifestation de susceptibilités qui éloignent des sympathies et de précieux concours.

* * *

Il est enfin une autre classe de notre peuple à laquelle nous avons, il me semble, droit de beaucoup demander. C'est cette classe d'hommes à qui la fortune a particulièrement souri et qu'elle a comblés. Je n'ignore pas certaines générosités admirables, mais je ne m'adresse ici qu'à ceux-là qui n'ont pas encore compris que, seule, la richesse ne suffit pas pour sauver un nom de l'oubli. Le peuple, en effet, se souvient rarement de ceux dont l'unique ambition a été d'accumuler une fortune qui n'a jamais servi à créer du bonheur.

Créer du bonheur, faire des heureux, ou simplement faire du bien en se dévouant à une œuvre de bienfaisance ou nationale, y attacher son nom pour qu'il survive, c'est une ambition qui devrait, sem-

ble-t-il, animer un plus grand nombre de nos compatriotes.

Pourquoi faut-il, lorsqu'il s'agit de nos œuvres et de nos institutions nationales, modestes et humbles, éprouver tant de difficultés à obtenir l'aide de certains compatriotes riches, tandis que lorsque des œuvres, qui ne sont pas les nôtres, leur tendent la main en offrant un peu plus de notoriété, leurs noms figurent avec éclat parmi ceux des plus généreux souscripteurs ? Ce serait mal, je crois, de ma part, de ne pas répéter ici qu'il existe de louables exceptions qui savent faire la distinction entre la charité et le snobisme. Aussi est-il nécessaire que je dise que ce n'est sûrement pas à ces exceptions que pourraient s'adresser mes remarques. Non, encore une fois, c'est à ceux-là seuls qui, ayant fait une fortune peut-être trop récente, n'ont pas encore songé qu'elle ne projette un reflet durable que par les œuvres qu'elle leur permet d'accomplir.

Je trouve admirable l'ambition de mes compatriotes anglais, quel que soit le motif qui l'anime, de vouloir attacher leur nom à des œuvres qui le perpétueront : universités, hôpitaux, écoles, institutions, que sais-je encore, qui vivent de la munificence de leurs dons. Souhaitons que les nôtres, qui peuvent imiter cet exemple, réalisent ce que la nation et ses œuvres ont le droit d'attendre d'eux.

Nos œuvres cesseront alors de tendre la main. Leur permanence sera assurée.

* * *

Toutefois, s'il est à souhaiter que les mères nécessiteuses de notre province reçoivent de leurs sœurs un peu plus d'assistance, s'il est urgent que notre clergé et nos compatriotes riches s'intéressent davantage au sort des mères pour qui donner la vie devient un geste d'héroïsme, n'est-il pas opportun que l'État se préoccupe, lui aussi, davantage de ce problème social ?

La question a déjà été posée. Quant au principe même, je crois qu'il est indiscutable : la mère nécessiteuse a droit d'espérer et de compter que l'État s'occupera d'elle.

La raison en est simple. Depuis les trois cents ans que nous existons, ce n'est pas la force de l'immigration qui nous a fait progresser et croître. Ce sont la force de caractère, la force morale, et j'emploie ici l'expression dans son sens le plus entier, la force nationale, qu'à toutes les périodes de notre histoire nous avons rencontrées chez nos mères canadiennes.

Certains ont prêché, d'autres leur ont dit dans des discours, d'autres dans le secret leur ont confié, que leur tâche est aujourd'hui ce qu'elle était hier :

combler par des naissances nouvelles, les vides que la mort creuse dans nos rangs. Fidèles à leur tâche, attachées à leur devoir, elles ont continué à donner des fils à la patrie québécoise et, par là même, à la patrie canadienne.

En effet, qui niera que chez nous l'immigration est entrée pour une bien petite part dans notre développement ? Si cela est vrai du passé, il me semble qu'il n'est pas nécessaire d'être prophète pour affirmer que ce sera aussi vrai dans l'avenir. Et si tel est le cas, combien nous devons plus que jamais faire en sorte que les mères nécessiteuses d'aujourd'hui et de demain se rendent compte que les gouvernants ont pour elles une sollicitude et une bienveillance toutes particulières.

Cela dit, j'affirme que le gouvernement doit tâcher d'instaurer un régime permettant aux mères obligées de gagner leur vie, de demeurer le plus possible auprès de leurs enfants, pour imprimer en leur cerveau les qualités et en leur cœur les sentiments qui en feront des citoyens honorables et dévoués à leur patrie.

D'ailleurs, il y a quelques années, avant la crise, nos gouvernants ont songé à organiser sur une échelle peut-être restreinte, sans qu'il soit nécessaire de passer à cet effet aucune législation, le système qui fonctionne chez nos compatriotes canadiens d'origine anglaise sous le nom de *Family*

Welfare Association. Cette association permet aux mères de demeurer à côté de leurs enfants. Et si la mère a un emploi, l'association se préoccupe de diminuer son travail de façon qu'au moins trois jours par semaine la mère donne aux enfants la vie de famille à laquelle ils ont droit.

Cette institution, en 1933, avait soin à Montréal de 1,736 familles comprenant 4,435 enfants. Les soins donnés par la *Family Welfare Association* à ces 1,736 familles, à Montréal seulement et chez nos compatriotes d'origine anglaise et protestante, ont coûté la somme de \$204,000. Si on veut avoir une idée de ce que coûterait, dans le Québec, le système des allocations de l'État, il n'y a qu'à se reporter aux comptes publics de l'Ontario, et l'on y verra que, pour l'année finissant le 31 octobre 1932, l'allocation totale aux mères nécessiteuses représente un déboursé de \$2,698,688.50, dont (et voici le point important) plus de \$1,122,521.06 furent payés par les municipalités.

Sans faire aucune comparaison qui pourrait être inopportune, il est à présumer que le nombre des mères qui auraient recours à une telle allocation dans le Québec serait plus considérable que dans l'Ontario. Si tel est le cas et si, dans l'Ontario, les municipalités ont dû déboursier un million pour solder le 50 pour cent qu'elles devaient payer, il ne serait sûrement pas exagéré d'affirmer que chez

nous la part que les municipalités auraient à solder représenterait près de \$1,500,000 par année.

Il ne faut pas oublier — je ne parle pas ici du sou du pauvre, de certaines sommes payées par les municipalités — que les asiles d'aliénés et les écoles de réforme et d'industrie ont déjà grevé nos municipalités d'une somme annuelle de \$1,320,000. Si nous ajoutons ce million et demi au million trois cent vingt mille dollars que nécessite le service des asiles et des écoles de réforme et d'industrie, nous aurons une taxe sur les contribuables du Québec de \$2,800,000, répartie entre une population totale de 2,800,000.

Et si nous divisons cette taxe entre les chefs de famille, nous leur imposerions une contribution annuelle de \$5 par tête. Avons-nous le droit, actuellement, dans les circonstances difficiles que nous traversons, de faire une telle imposition sur le budget familial de nos ouvriers, de nos cultivateurs ?

Le service des orphelinats pour les enfants de la province de Québec comporte, à l'heure présente, le nombre de 4,677 lits. C'est donc dire que nos gouvernants, suivant leurs ressources et conformément à notre esprit, viennent au secours des mères nécessiteuses et de leurs enfants.

21 pour cent des enfants recueillis dans ces orphelinats ont leur père et mère, mais ceux-ci ne

peuvent pas prendre soin d'eux. 66 pour cent ont ou leur père ou leur mère et les autres sont orphelins de père et de mère, et dans ce nombre sont compris ceux qui, au sortir des crèches, sont recueillis par ces maisons.

Pour le soin des orphelins, il a été dépensé une somme de \$332,934.86 en 1932-33. Au lieu de se lancer dans des dépenses capitales et de se laisser entraîner à calculer à coups de millions, ne serait-il pas préférable d'encourager nos institutions à augmenter l'activité dont quelques-unes d'entre elles ont fait preuve, en fondant chez nous ce qui existe ailleurs et rend des services appréciés et considérables, je veux parler des garderies d'enfants en France et des *kindergarten* en Allemagne ?

La mère obligée de travailler passe, le matin, par la garderie et confie ses enfants à des personnes offrant des garanties tant morales que physiques et les reprend le soir, sa journée de travail terminée, ce qui permet la continuation de la vie de famille.

Je ne dis pas que ce soit le meilleur système ou le meilleur régime. Je me permets seulement de prétendre qu'en temps de crise il faut agir avec beaucoup de prudence, afin de ne pas accepter des remèdes qui, lorsque la normale sera revenue, nous paraîtront exagérés.

Dans le moment, soutenir les institutions qui existent est déjà une lourde tâche et une rude obli-

gation pour les gouvernants. Malgré les difficultés que nous traversons, ceux-ci tâchent à diminuer celles des autres. C'est déjà, il me semble, une preuve de l'esprit social qui les anime.

Cependant, les femmes nécessiteuses n'auront-elles pas le droit, lorsque tout sera devenu normal, de réclamer, dans certaines grandes villes, l'ouverture de maternités où elles pourront être traitées à des prix modiques et uniformes ? Cela n'est qu'un projet, mais deviendra, je l'espère, une réalité.

A ce point de vue, et l'on sait que ce n'est pas pour le leur reprocher, les filles-mères ont à leur disposition maternités et crèches. Les femmes-mères légitimes n'ont pas de maternités. Cela pourra sembler peu naturel à ceux qui ne s'arrêteront pas à réfléchir, mais, en y pensant bien, ils comprendront la raison pour laquelle celles-là ont été servies avant celles-ci. Les enfants qui naissent de celles-là sont plus exposés que ceux qui naissent de celles-ci, et en hospitalisant les filles, on recueille et l'on empêche de mourir les enfants.

* * *

Pour conclure, retenons ceci : Je ne sache pas que les citoyens, à moins qu'ils ne sacrifient leur vie pour leur pays, puissent donner une preuve plus éclatante et plus complète d'un patriotisme vrai et sincère qu'en se dévouant avec une charité et une

générosité inlassables aux œuvres qui sont l'expression de leur volonté de survivre.

Vouloir "survivre", quelle absorbante pensée ! Vouloir vaincre la mort en créant de la vie. Être fragile, éphémère, et pourtant vouloir assurer de la permanence. N'être qu'une parcelle dans le présent, pourtant désirer dominer l'avenir. Enfin, n'être qu'une flamme vacillante et tâcher à projeter sur l'humanité un rayon de lumière qu'une race retient pour éclairer la pensée des générations qui affleurent à la vie, — c'est le but qui nous attire, c'est vers lui que nous orientons nos énergies. Cette survivance et notre désir de l'assurer dirigent nos volontés. Continuons, car la survivance d'un peuple tient au degré d'énergie morale et physique des individus dont elle procède. Continuons, pour que les mères canadiennes puissent remettre aux générations qui montent à la vie, l'idéal dont nous vivons et qui assurera sur cette terre du Canada, notre Patrie, la permanence du "miracle canadien".



Chapitre deuxième

LA SANTÉ DES PETITS

SI la politique est un art, je crois qu'elle est aussi, et davantage, une science; science économique dans laquelle, de plein droit, entrent tous les éléments créateurs de fortune matérielle et de puissance intellectuelle.

La synthèse de cette fortune matérielle ne réside-t-elle pas dans le capital humain que nous créons, et surtout que nous gardons ? Ce capital s'évalue, dans notre siècle pratique, en dollars et en sous, tout comme la force hydraulique qui n'a besoin que d'être captée et développée — je pourrais dire: disciplinée — pour ajouter à la richesse nationale. Mais il constitue un actif, par sa seule existence. Il en est de même de l'enfant qui, dès qu'il est mis au monde, est une addition au capital de son pays.

Les hommes qui nous ont précédés l'ont compris, bien avant qu'il fût nécessaire de ne l'estimer qu'en chiffres, car ils avaient une vue nette de l'essentiel. Et c'est pourquoi notre province, depuis toujours, offre l'exemple de sages lois d'hygiène et de protection de la santé publique. Nous avons l'avantage de posséder un bureau d'hygiène d'une compétence traditionnelle et éprouvée et un système d'inspection et de prévention dont l'efficacité est reconnue. Tout ce mécanisme, qu'anime le dévouement, est réglé par une science sûre.

Pourtant, en dépit de cela, nous ne pouvons détourner notre attention du tableau brutal et désolant que représente le taux de la mortalité infantile et de la mortalité due à la tuberculose. Alors, qu'y a-t-il donc ? Il y a que l'hygiène est la science d'un petit nombre, et que, n'ayant pas encore pénétré dans le peuple, elle ne peut donner les résultats que nous serions en droit d'attendre. Que faire ?

Je n'aime la critique, en vérité, que si, s'appuyant sur des faits qu'elle peut discuter, des idées qu'elle peut contester, elle dégage des uns et des autres une directive et un remède.

Cela posé, j'ai bien le droit de dire que si la situation actuelle résulte de ce que l'hygiène n'a pas pénétré dans le peuple, le remède qui s'impose et qu'il faut préconiser, c'est l'éducation progressive du peuple. Il faut suivre l'enfant, pas à pas, de

l'école élémentaire à l'école complémentaire, et de là à l'école normale. Devenu instituteur (ou institutrice), cet enfant d'hier revient alors à l'école élémentaire et peut apprendre à ceux qui l'ont suivi, en même temps que l'A.B.C., les soins rudimentaires à donner au corps. C'est ainsi que l'enfant, à l'âge où s'étaie la force de son esprit et s'assure, grâce à des principes fondamentaux, le développement de son intelligence, profitera tout autant des notions élémentaires d'hygiène qui assurent son développement et sa vigueur physiques.

De sorte que la pensée, pénétrant son cerveau, s'y trouvera à l'aise, et s'y développera harmonieusement et virilement, grâce à l'état d'équilibre corporel et mental que crée la santé.

Encore faut-il qu'à l'arrivée à l'école, l'enfant ne porte pas le germe constitutionnel qui entraverait le cours normal de son éducation, et que l'insuffisance de son développement physique ne retarde pas sa croissance intellectuelle. Car le cerveau se trouve comprimé dans un corps affaibli.

C'est dire que le premier centre de croissance normal est au foyer. C'est là, — germination féconde qui ne se fait, comme l'autre, qu'au grand soleil — dans une maison propre aux fenêtres large ouvertes, que poussent en santé et en beauté le jeune homme, la jeune fille, faiseurs de vie !

Hygiène des êtres, hygiène des choses d'abord !

Et alors l'enfant peut venir. Il sera accueilli par un rayon de soleil entrant par la fenêtre et ce rayon d'amour qui tombe des yeux humains à la vue de ce qui est de nous, de ce qui est nous.

Comment éveiller, chez nos gens, cette fierté de nos forces ? Qui nous portera à les conserver jalousement ? Comment perpétuer l'orgueil d'être un peuple privilégié chez qui l'ambition des femmes est d'être mères ? Comment assurer à notre coin de terre, partie aimée de la Patrie canadienne, la puissance de notre vitalité ?

N'est-ce pas en déchirant les voiles du préjugé, d'une fausse crainte et d'un amour-propre honteux, qui empêchent encore la claire vision de la réalité ? Elle ne laisse pas d'être inquiétante, cette réalité, car, inutile de le cacher, l'heure est grave dans la vie d'un petit peuple comme le nôtre quand celui-ci ne sait plus ménager ses forces nouvelles.

Devant le spectacle de petites vies sacrifiées, qui ne se sentira le courage d'aller aux causes, et de s'employer de toutes ses forces à y remédier ? Ceux que le public consent à suivre se doivent de vaincre les préjugés, en cette matière, et d'accomplir vigoureusement l'œuvre qu'on attend d'eux.

Le gouvernement, certes, s'est voué à cette œuvre. Mais le gouvernement seul, je le dis sans hésitation, ne peut l'accomplir. Il faut la coordination de l'effort de toutes les élites, qu'elles soient

intellectuelles, religieuses, politiques, professionnelles, ouvrières ou patronales.

"C'est, dit Pierre Vasseur, l'heure où les élites doivent se recueillir, s'entendre et diriger les masses; car ce ne sont pas ceux qui détiennent le pouvoir, la richesse, même s'ils sont des potentats, qui sont les "chefs" dans le sens absolu du mot. Les élus ne représentent que les caprices de la foule; tandis que les élites incarnent les intérêts permanents des peuples !"

S'il est vrai que l'ordre, le progrès et la paix ne peuvent être que le résultat de la coopération et de la ténacité des hommes, je dis que, dans le domaine des œuvres sociales d'éducation physique, le progrès et le développement de la santé publique dépendent entièrement de l'action commune des classes dirigeantes, des élites.

Élites intellectuelles, dont quelques-unes, à vrai dire, ne sont pas spécialement désignées pour cette œuvre toute particulière et qu'on peut croire exclusivement d'ordre médical et pratique.

Et pourtant, si cela n'était pas ! On a accoutumé de mal connaître l'intellectuel, et de ne pas savoir le définir. Ne peut-on le voir autrement que comme un idéaliste incapable de réalisation matérielle; un rêveur que l'ordre pratique des choses effraie, ou encore un littérateur qui se berce à la cadence du rythme ou un poète qui s'endort avec in-

dolence aux accents de sa lyre ? Mais qui ne sait que l'homme qui a des idées et sait les exprimer, n'est pas nécessairement voué à l'impuissance ? Toute idée est active. Et c'est pourquoi l'intellectuel est plutôt le technicien qui prend à l'organisation économique sa large part; c'est le physicien qui scrute et cherche les secrets que recèle la nature discrète; c'est le chimiste révélant à l'industrie des sources d'activité jusque-là inconnues; c'est l'inventeur de machines qui décuplent la production d'une usine; c'est le législateur qui formule les lois régissant les rapports entre individus, et rend aux uns et aux autres la vie meilleure ! L'intellectuel, mais le voilà ! C'est encore celui dont l'intelligence active et audacieuse fait qu'il s'élève au-dessus des hommes et des choses pour mieux les voir. C'est celui qui est ainsi placé qu'il reçoit les premiers rayons, et peut, d'un geste sûr, indiquer la voie et le but à ceux qui sont dans la plaine, et que tente l'action. L'intellectuel ? mais ne le reconnaissez-vous pas ?

Parce qu'il songe à l'avenir, et qu'il voit plus loin, il doit, plus que tout autre, en protéger le secret. L'avenir n'est pas dans la matière, quelle que soit la puissance de sa radio-activité; il lui faut, comme potentiel, les forces conjuguées de l'intelligence et de la vigueur physique. Tout l'avenir, de

fait, est contenu dans l'enfant. C'est lui qui porte le secret de notre durée.

L'intelligence la plus fine n'éprouve-t-elle pas une profonde satisfaction à savoir qu'une œuvre aussi méritoire a besoin d'elle, et que ses services contribueront à l'embellissement de la vie ?

L'œuvre en vaut la peine. Il s'agit de faire naître chez les individus le souci de l'intérêt général, opposé à un individualisme dangereux et égoïste, en suscitant dans les collectivités la conviction de la nécessité d'une réhabilitation physique qui nous permettra de déjouer tous les calculs, de calmer même les appréhensions qu'une mortalité infantile aussi forte ne peut que provoquer dans l'esprit de ceux que l'avenir indéchiffrable préoccupe.

* * *

Je me garde de taire un mot d'espoir, et de voiler aussi un effort qui n'a pas été vain. Si les villes offrent le spectacle pitoyable d'une mortalité infantile excessive, il n'en est pas moins vrai qu'elle y est aujourd'hui inférieure à celle d'autrefois.

Dans la province, incluant villes et campagnes, la mortalité qui était de 173 par mille, en 1910, de 163, en 1920, est, en 1921, de 128 par mille et en 1933, de 94.5 par mille. C'est encore élevé, mais il y a progrès !

Si nous prenons la campagne seule, dégagée du

fardeau de la mortalité dans les crèches de nos villes, nous obtenons une réduction à 113 par mille. N'est-ce pas la preuve qu'avec une coopération efficace, nous pouvons espérer atteindre, avant longtemps, le chiffre splendide établi dans le Royaume-Uni, de 94 par mille naissances, et d'un peu plus de cent par mille dans certains États de la république voisine ?

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire que j'aborde ici la question, souvent soulevée, du coefficient d'affaiblissement prédisposant les derniers-nés des familles nombreuses. C'est là, je le sais, toucher de près à une question d'ordre moral, et je ne m'y hasarde pas. Mais je dirai, et c'est une opinion que j'exprime sans aucune hésitation, que le principe de vie repose sur un équilibre que la nature sait conserver quand des causes extérieures ne viennent le rompre. Cet équilibre, on le trouve habituellement là où le soleil manifeste la propreté d'un foyer qu'illumine et dirige une conscience éclairée.

L'œuvre d'un gouvernement ne consiste pas seulement à développer la richesse qui lui est confiée, mais surtout à la conserver. Aussi, *j'affirme que le gouvernement ne devrait reculer devant aucun sacrifice pour empêcher le sacrifice des vies !* Qu'il s'attache davantage, si possible, dans les années à venir, à rechercher la solution du problème de la mortalité infantile et de la tuberculose.

S'il est vrai, — et c'est vrai ! — que Québec est, moralement et politiquement, "*the sanest spot in the world*", il faut que demain cela ne fasse plus de doute même au point de vue physique.

La politique ne peut être faite seulement de la recherche des solutions des problèmes matériels intéressant un peuple; elle doit aussi viser à la solution de tout problème touchant son organisation. Et de tous, n'est-ce pas le cas, le problème social réclame son attention avant tout autre. Que, dans nos recherches, nous commettions des erreurs, elles comporteront par elles-mêmes certaines parcelles de vérité. Et lors même qu'elles ne seraient pas finales et définitives, ces solutions, il n'y aurait pas lieu de ne pas s'en consoler si l'on songe, par exemple, que l'Académie des Sciences appuyait un jour Coulomb et Lalande qui affirmaient qu'il faudrait à l'homme, pour se soutenir dans l'air, des ailes de douze mille pieds carrés ! . . .

Cherchons, travaillons ! Demandons aux compétences de ne ménager ni leur travail, ni leurs veilles. Disons aux intellectuels, dont l'élite se retrouve en toutes les classes, qu'ils ne pourront jamais faire mieux que d'asseoir l'avenir de notre peuple sur la puissance intellectuelle de générations qui se transmettront, avec notre âme, *la santé* !

* * *

Mais si les chiffres sont cruels pour nous, dans

le Québec, comme le révèlent les statistiques de notre mortalité infantile, la nécessité s'impose également de ne pas tarder à engager la lutte à fond contre la tuberculose, sœur jumelle, sinon mère de la mortalité infantile.

Il meurt, dans notre province, trois mille tuberculeux par année. S'il est vrai que la tuberculose, chaque année, enlève environ un dixième de ceux qui en sont atteints, nous pouvons donc estimer que nous avons au moins trente mille tuberculeux dans le Québec. C'est la plus forte proportion du Dominion. En 1921, la mortalité due à la tuberculose s'élevait à 123 par cent mille de population et en 1933, à 98.4.

Mais, pour nous consoler un peu, notons qu'elle s'éleva, en 1901, à 180 par cent mille. Donc, encore une fois, on ne peut que reconnaître le dévouement qui s'est déjà manifesté et signaler l'effort accompli.

La seule ville de Québec, en 1921, perdit 192 vies emportées par la tuberculose; soit une proportion de 201 par cent mille de population. En 1933, elle perdait 175 vies, soit 125 par cent mille.

La ville de Montréal, durant la même période, accuse une perte de 917 vies, soit une proportion de 148 par cent mille. Et en 1933, une perte de 830 vies, soit 99.3 par cent mille.

Je ne veux pas ajouter à votre étonnement, mais

je dois, en passant, faire remarquer que les statistiques à ce sujet ne peuvent être complètes. Elles ne font état, en effet, que de la mortalité due à la phthisie pulmonaire. Elles ne tiennent pas compte, et pour cause, des cas de tuberculose osseuse, ganglionnaire, intestinale, ni de la terrible méningite tuberculeuse. Il faut expliquer que la plupart de ces cas ne sont pas déclarés.

La situation reste alarmante. Le gouvernement ne l'ignore pas. Son plus grand mérite est de répondre magnifiquement à l'instinct profond du peuple soucieux de son avenir. Et c'est pourquoi, déjà, s'est exercée l'action généreuse de l'État, qui pressentait le péril.

Un octroi du gouvernement a permis d'agrandir l'Hôpital Laval. Avec le sanatorium du Lac Édouard, récemment acquis et remis en état, la région de Québec semble donc avoir des facilités suffisantes d'hospitalisation.

A Montréal, un hôpital, à l'érection duquel le gouvernement a largement contribué, a été créé. En même temps que s'élevait ce sanatorium dans la métropole, et que la générosité publique hâtait son parachèvement, le gouvernement prit possession du *sanatorium de Sainte-Agathe*. Ainsi, la région de Montréal, dont les besoins sont plus grands, fut rapidement pourvue, elle aussi, de lieux d'hospitalisation et d'isolement pour tuberculeux.

Mais ce n'est pas tout. Une lutte intensive et méthodique a été entreprise, il y a près de vingt ans, selon les procédés suivants.

Statistiques

Pour combattre un mal, ne faut-il pas d'abord en connaître l'étendue ? Des mesures ont été prises pour obtenir un état complet de la morbidité due à la tuberculose, dressé suivant l'âge des victimes.

Éducation populaire

Il importe, avant tout, d'enseigner au peuple que le meilleur médecin du tuberculeux, c'est le tuberculeux lui-même. Il faut donner au malade les habitudes d'hygiène qu'il fera pénétrer dans son foyer, s'il n'est pas trop gravement atteint, prémunissant ainsi contre le mal ceux qui l'entourent. Il faut, enfin, enseigner aux familles que le déchirement des séparations et de l'isolement dans les sanatoria est un sacrifice que la société a le droit d'exiger, et qui lui est dû. Autrement, serait-il admissible qu'un individu sciemment la contamine ?

C'est dire que l'éducation, en cette matière, ne doit pas être qu'individuelle, mais aussi familiale et sociale.

On s'est attaché à l'œuvre de l'éducation populaire :

1.—*par la Presse*. Il devenait aisé d'obtenir de cette puissance respectable qu'elle apportât sa coopération la plus intime et la plus dévouée à l'œuvre du rétablissement physique d'une population qu'elle doit aimer à servir.

2.—*par le Clergé*. La chaire de vérité dogmatique ne s'est pas refusée à être aussi la chaire des vérités hygiéniques, partant nationales. L'hygiène des corps n'est-elle pas intimement liée à l'hygiène morale ?

3.—*par le Corps médical*. Sa coopération nous était déjà acquise. Il n'est pas nécessaire que j'insiste à démontrer sa précieuse utilité, bien plus, sa nécessité.

4.—*par l'École*. Il suffit que l'instituteur et l'institutrice reçoivent l'éducation préalable pour qu'à leur tour ils enseignent aux enfants les éléments nécessaires de l'hygiène. Dans ce dessein, le concours absolu et dévoué du département de l'Instruction Publique et de tout son personnel, fut requis.

5.—*par la Publicité*. Elle s'est faite de façon suivie et intensive par la brochure, le tract, l'article de revue et surtout par l'image et l'affiche artistique de propagande, à l'exemple de la France où elles eurent des résultats extraordinaires. C'est le

plus sûr moyen d'atteindre toute la population à la fois.

6.—*par le Dispensaire-École.* Pour assurer la compétence des médecins et des infirmières-visiteuses, n'est-il pas juste que l'on exige d'eux un stage dans un sanatorium où ils se spécialisent pour l'œuvre à laquelle ils décident de se vouer ? Ce stage suivi d'un examen de sortie donne droit à un diplôme universitaire.

7.—*par les Dispensaires.* L'éducation du peuple étant faite et le médecin et l'infirmière ainsi munis de certificats de compétence, les malades se dirigent tout naturellement vers les dispensaires répartis à travers notre territoire.

Plusieurs dispensaires sont ainsi établis en divers endroits de la province les plus accessibles aux intéressés. A la tête de chacun de ces dispensaires, on trouve un médecin stagiaire du dispensaire-école et diplômé de l'Université avec une ou des infirmières munies des mêmes titres et qualifications. En un mot, nos dispensaires ont l'autorité et la compétence qui permettent au peuple de leur faire confiance.

Le but du dispensaire est et demeure celui d'aider les médecins de la région à soigner les malades. Les médecins y entrent librement et peuvent faire usage du matériel mis à leur disposition.

Voilà, en résumé, l'effort de l'État dans la lutte

contre la tuberculose. Mais, sans la coopération du public, des municipalités et des associations dévouées à la lutte contre cette maladie, l'œuvre du gouvernement, si parfaite soit-elle, resterait sans résultats durables.

Nous faisons donc un appel ardent aux médecins, au public en général, aux municipalités et à ceux qui les dirigent, aux associations charitables et à portée sociale, pour que tous collaborent à l'œuvre de l'État et lui apportent l'appui de leur coopération et de leur expérience, afin que la campagne entreprise se prolonge en fécondité et qu'elle enrichisse notre vie, *en gardant sains les petits de chez nous.*





Chapitre troisième

LA SANTÉ PUBLIQUE

C'EST, je crois, Disraéli qui ne craignait pas d'affirmer que "le souci de la santé publique est le premier devoir de l'homme d'État."

Nous ne pouvons traiter d'hygiène ou en parler sans nous souvenir de celui qui créa le bureau d'hygiène de la province de Québec, Honoré Mercier, et qui fit par là même un acte d'homme d'État.

Les débuts, je le sais, furent humbles, bien modestes, comme d'ailleurs ceux de la plupart des œuvres durables qui nécessitent la sanction du temps.

Depuis, ceux qui ont suivi Mercier ont compris qu'il ne servirait à rien de peupler un territoire, de le développer, si ceux-là qui acceptent ce pénible travail ne possèdent pas un corps robuste capable

de soutenir l'effort demandé. Aussi, aujourd'hui on le reconnaît avec plus de facilité qu'hier, les lois d'hygiène sont une nécessité.

Ce n'est pas seulement le devoir de l'homme d'État d'avoir le souci de la santé publique, c'est le devoir de tout citoyen d'un État. Les hygiénistes sont les intermédiaires entre la collectivité composant le peuple et le gouvernement. Ce sont eux qui assument quelquefois la lourde tâche de faire respecter la législation.

Intermédiaires, ai-je dit, entre l'État et la collectivité. C'est vrai, et le Dr Henri Monod affirme avec raison que "la santé publique est peut-être le domaine où le fait social de notre dépendance mutuelle et de la solidarité humaine se manifeste avec le plus d'évidence."

La science, pendant les années de guerre, a dirigé tout l'effort de l'humanité dans une œuvre de destruction telle qu'elle a marqué le présent d'un affaiblissement physique qu'elle tente aujourd'hui de corriger. Elle se tourne plus que jamais vers l'hygiène qui est — si toutefois l'on me permet d'en donner une définition — l'arme préventive que la médecine met au service de l'humanité.

Malheureusement, l'homme, par nature traditionaliste, hésite quelquefois à admettre les nécessités de certaines innovations qui lui semblent des restrictions opposées à sa liberté individuelle. Il

est porté à croire que les ancêtres qui ont vécu sans grandes précautions n'étaient ni mieux ni plus forts que lui. Mais ne faut-il pas admettre qu'en raisonnant ainsi, il oublie la robustesse de ces ancêtres sans laquelle ils n'auraient pu résister aux conditions anormales de leur milieu ?

L'affaiblissement graduel de la santé, causé dans le monde par les épidémies, requiert pour assurer la santé publique, aujourd'hui, des mesures souvent rigoureuses, qui même peuvent porter atteinte à la liberté individuelle. Cependant, n'est-ce pas de la saine logique, que l'individu, en dépit de ses intérêts personnels, s'incline devant l'intérêt général et celui de la société dans laquelle il vit ?

D'ailleurs, ces lois d'hygiène qui, souvent, semblent une atteinte à la liberté individuelle, le sont-elles lorsque nous examinons leurs prescriptions à la lumière des définitions qui nous sont données de la liberté ?

Ainsi, par exemple, dans la Déclaration des Droits de l'Homme qui fut l'affirmation la plus catégorique de la liberté individuelle, ne trouvons-nous pas, à l'article IV, que "la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui" ? Domat, dans ses études sur les lois civiles dans leur ordre naturel, affirme également que l'"ordre qui lie les hommes en société ne les oblige pas seulement à ne nuire en rien par eux-mêmes à qui que ce soit,

mais les oblige aussi à tenir tout ce qu'ils possèdent dans un tel état que personne n'en reçoive ni mal ni dommage". Et je crois que c'est Gerando qui a posé le principe de la façon la plus claire et la plus précise en disant "que la liberté civile est le pouvoir de faire ce que l'on veut dans l'état social sans nuire à autrui."

De ces définitions, si on les accepte, ne découle-t-il pas que l'esprit public, inspirateur de civisme, fera admettre facilement à l'individu qu'il soit, quelquefois, limité dans l'exercice de ses droits et de sa liberté ? Cela, d'autant plus facilement, si on le persuade que cette limitation a pour but d'assurer son bien-être et celui de la collectivité au milieu de laquelle il vit.

N'est-ce pas là cette vertu dont parle Montesquieu dans son *Esprit des Lois*, lorsqu'il dit : "Ce que j'appelle vertu dans la république n'est point une vertu morale ni une vertu chrétienne, c'est la vertu politique, c'est l'amour de la patrie et de l'égalité.

"L'homme de bien dont il est question dans le livre III n'est pas l'homme de bien chrétien, mais l'homme de bien politique qui a la vertu politique dont j'ai parlé. C'est l'homme qui aime les lois de son pays et qui agit par amour des lois de son pays."

Et s'il est des lois qui, dans un pays, doivent être respectées et aimées, ne sont-ce pas celles qui aident à assurer le bonheur de la société en conservant à ceux qui la possèdent, la santé ?

En effet, il n'est pas d'élément qui contribue davantage à assurer la puissance et la force d'une nation qu'une santé publique robuste. Elle permet au travailleur de fournir un maximum d'effort pour obtenir un maximum de rendement.

C'est donc, avec raison, conclure que le premier devoir de l'État est d'instruire le peuple des besoins qui exigent l'application de certaines lois de prévention, de lui faire comprendre, par tous les moyens mis aujourd'hui à sa disposition, le mal qu'il faut empêcher et, s'il s'agit de lois correctives, le mal qu'il faut enrayer et guérir.

Au début de ce chapitre, j'affirmais que parmi les ravages de la guerre celui de l'affaiblissement physique des individus devait être aujourd'hui envisagé et enrayeré par tous les moyens. C'est donc le moment de nous servir des modes que l'on a trouvés les meilleurs pour instruire le peuple de notre province des maux qui l'assiègent.

Un médecin de l'État de New-York expliquait récemment par quels moyens le bureau d'hygiène de son pays combattait la syphilis et les maladies vénériennes : brochures, articles de revue, affi-

ches dans les voitures de chemins de fer et les tramways, les édifices publics, conférences, spectacles cinématographiques, autant de moyens d'instruire les victimes et de prévenir la contagion.

Admettons-le, les esprits sont aujourd'hui mieux préparés que jamais dans notre province. On ne se laisse plus effrayer par les mots. Il est loin le temps où il n'était pas permis, en certains endroits, de prononcer les mots syphilis et blennorrhagie. Trop souvent, hélas ! la peur du mot empêche de traiter le mal et nous devons nous réjouir de cet esprit nouveau qui rendra plus facile la lutte contre les maladies menaçant la santé publique.

Et retenons surtout que les lois de solidarité sanitaire, dérivant de l'obligation qu'a l'individu de ne pas nuire aux intérêts d'autrui, autorise la société à se défendre contre tout danger qui, mettant en péril la santé de l'individu, risque d'entraîner une contagion collective.

Travailler au bonheur du peuple est le but de tout politique soucieux de son rôle.

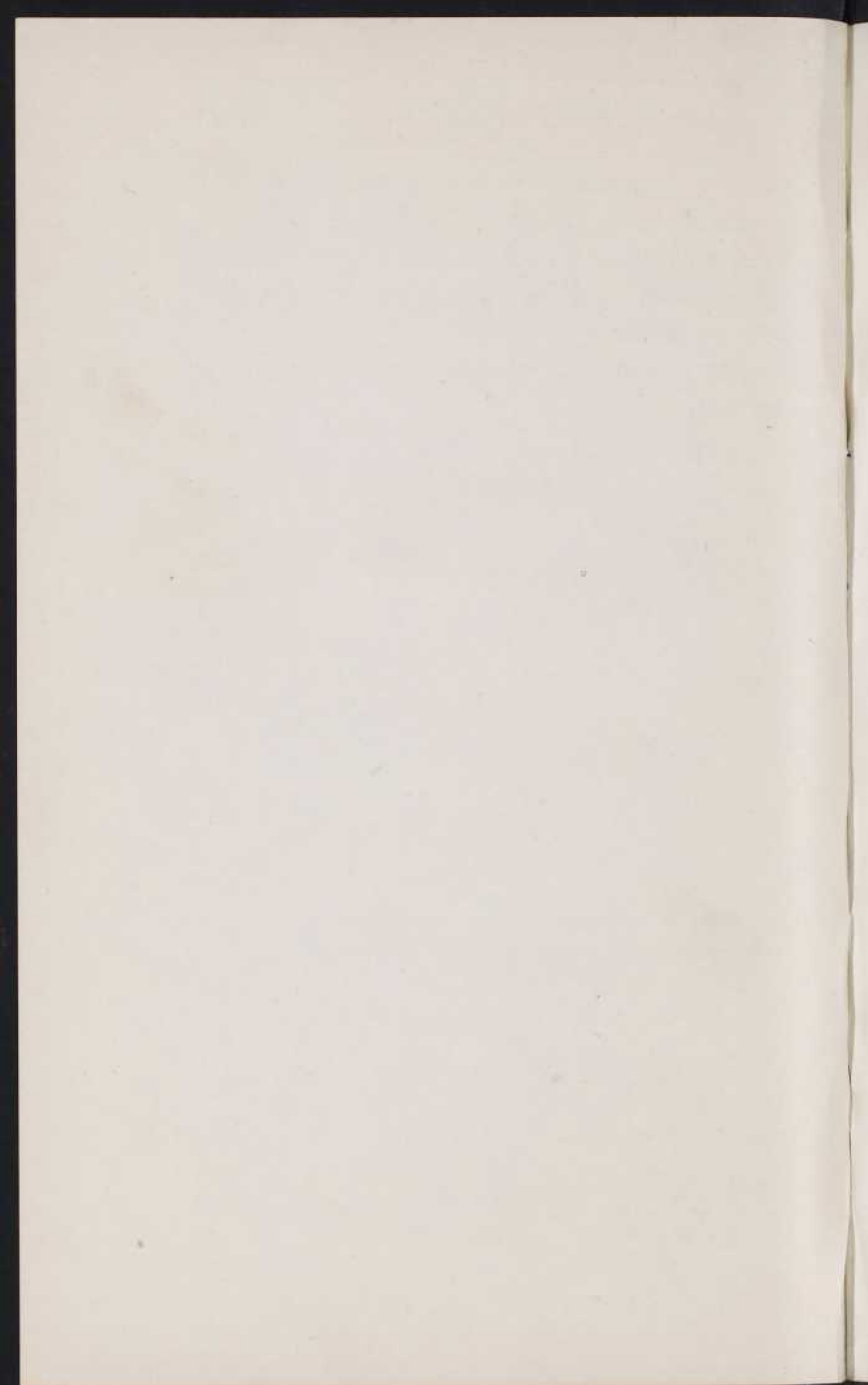
A quoi servirait la supériorité intellectuelle du peuple ? A quoi servirait le développement du territoire sur lequel il vit ? A quoi serviraient les tentatives de peuplement ? A quoi servirait même la fortune nationale si la santé publique, en diminuant, entraînait le dépérissement des forces phy-

siques sur lesquelles reposent la puissance et la grandeur de toute nation ?

Prévenir les maux qui assaillent la santé publique ou guérir ceux qui l'ont atteinte est, je crois, contribuer au bonheur du peuple.

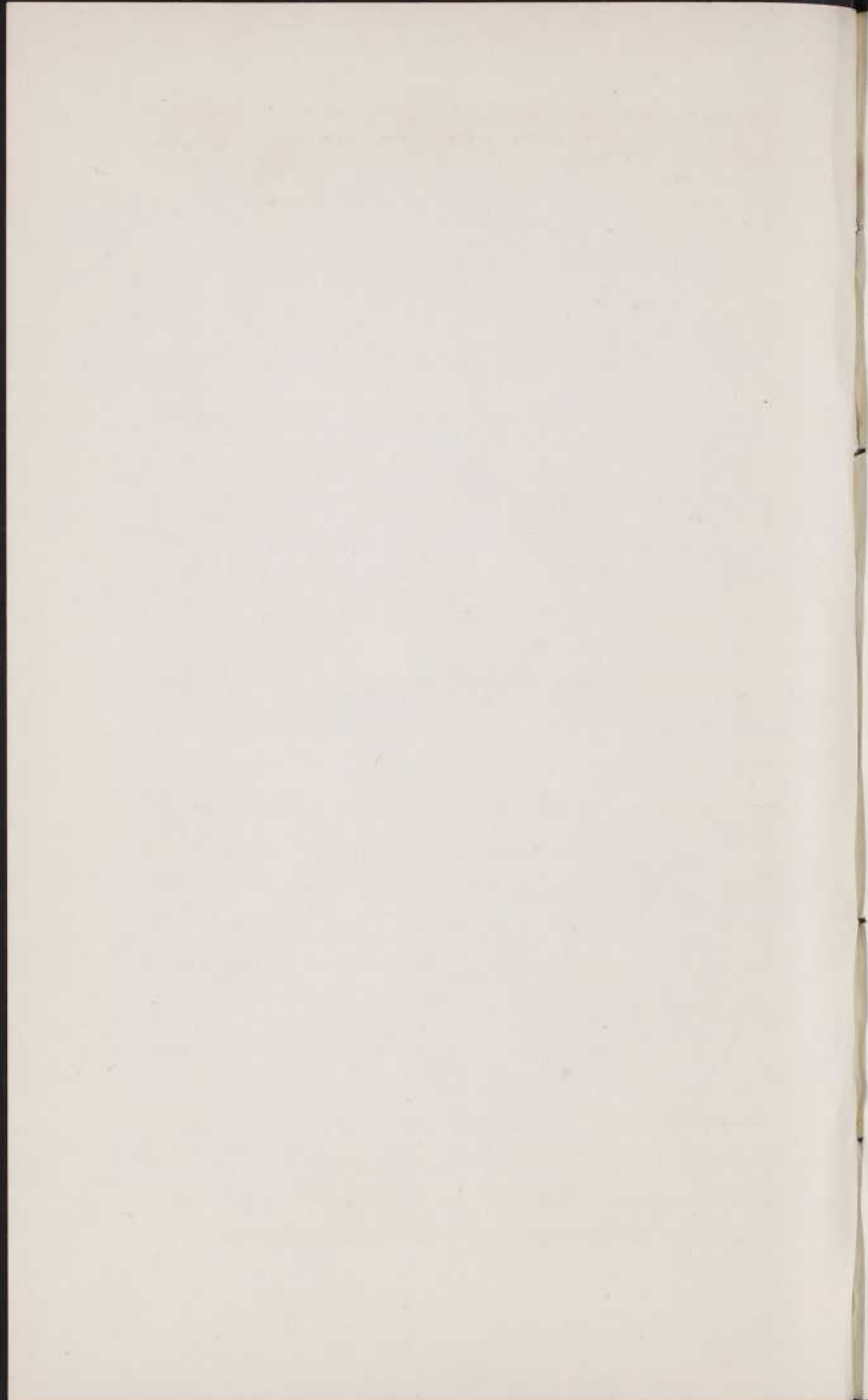
Unissons donc nos efforts dans cet admirable dessein.





Deuxième partie

DES ESPRITS CULTIVÉS





Chapitre premier

INSTRUIRE ET ÉDUCER LE PEUPLE

LE civisme doit être la base et le principe dirigeant de nos actes. C'est sur lui que la société moderne fait reposer l'avenir de la démocratie. Montesquieu affirme que la qualité fondamentale dans les monarchies, c'est l'honneur, et que dans les républiques, c'est la vertu.

Inutile de chercher si cette définition est exacte; il nous suffit de croire qu'il doit être possible, si la source destinée à créer la vie nationale dégage et inspire un véritable patriotisme, de retrouver dans la démocratie moderne bien comprise, le civisme, ensemble de qualités qui font le bon citoyen.

Celui-là sera le bon citoyen qui, conscient des droits que lui conserve ou lui octroie la société, saura reconnaître les obligations qu'il contracte envers elle, obligations d'ordre moral et obligations d'ordre matériel.

Il faut une détermination et une définition bien exactes des droits pour que, dans l'usage qu'il en fait, le citoyen ne porte pas atteinte à ceux d'autrui. Or, s'il est un homme qui puisse inculquer à une société cette science des droits et des obligations, s'il est un homme qui puisse se faire professeur de civisme et de patriotisme, n'est-ce pas l'instituteur à qui est confiée l'œuvre splendide de développer le cerveau d'un peuple ? C'est pourquoi (on l'a si souvent répété que j'hésiterais à le redire si dans cette formule ne se retrouvait le principe dirigeant qui anime l'existence de toute nation), tant vaut l'instituteur, tant vaut l'école, mais aussi, tant vaut l'école, tant vaut la nation.

A cette époque de reconstruction mondiale, en ce moment où les peuples, fatigués et haletants, se dégagent des ruines sous lesquelles quelques-uns ont semblé anéantis, il est bon de nous rappeler le mot de Taine, dans son *Histoire de la France contemporaine* : "Malheur à ceux que leur évolution trop lente livre au voisin qui subitement se dégage de sa chrysalide et sort le premier armé."

Il a surtout raison lorsqu'on applique cet enseignement à un peuple comme le nôtre et si nous songeons que tout notre avenir peut dépendre de l'orientation présente. Toutefois, il faut tenir compte du correctif qu'il ajoute à son cri d'action : "Malheur aussi à celui dont l'évolution trop violente ou trop brusque a mal équilibré l'économie intérieure." N'est-ce pas à dire que la détermination dans l'action, la prudence dans l'orientation et la sagesse dans la direction, plus que jamais, deviennent les bases du succès lorsqu'il s'agit de la chose entre toutes, difficile à diriger : l'instruction du peuple.

N'oublions pas, avec Balzac, que les "champs de bataille intellectuels sont plus fatigants à labourer que ceux où l'on meurt et que ceux où l'on sème", et que cette fatigue devient encore plus prononcée et la difficulté plus ardue à surmonter, dans les pays comme le nôtre, où deux races, qui ont à peine appris à se connaître, se livrent à des modes d'instruction différents. Nous souvenant de cette fatigue et n'oubliant pas cette difficulté, nous ne devons pas hésiter à saluer, avec chaude sympathie, l'effort magnifique de nos instituteurs. Saluons ceux du passé qui moulaient les cerveaux des hommes et des générations qui nous ont précédés, ceux d'aujourd'hui qui n'ont qu'un désir : accomplir l'admirable mission de semeurs de cette éducation qui fera ger-

mer un jour, dans les cerveaux, une magnifique moisson d'idées généreuses, et s'épanouir, dans les cœurs, un patriotisme sincère et éclairé.

J'ajouterai, convaincu que je reflète un sentiment que tous exprimeraient avec enthousiasme, que si l'enseignement du peuple est une condition de progrès et d'ordre dans tout pays, il est chez nous une condition *sine qua non* de survivance nationale. Il revêt, à ce titre, un tel caractère que négliger de le dispenser même temporairement ferait plus que nous affaiblir, ce serait nous tuer. C'est le moment de répéter que les peuples ne meurent pas mais se suicident.

L'œuvre d'instruction requiert l'union de toutes les volontés et de toutes les énergies et, ici surtout, la coopération de l'Église et de l'État s'impose, car aucune œuvre ne peut être féconde et durable sans avoir pour assises les deux forces qui animent notre vie nationale.

Le respect mutuel de nos droits évitera les heurts et les chocs inutiles, comme la reconnaissance de nos obligations respectives permettra que nous nous dirigions vers les hauts sommets du dévouement et du devoir. De là, dégagé de tout préjugé et de toute crainte néfastes, notre amour de la patrie nous fera percevoir, avec plus de clarté, le but magnifique à atteindre : faire de notre province la puissance intellectuelle que nous voulons, que nous

devons vouloir pour assurer l'œuvre de notre survivance.

Il ne faut plus que l'on entende dire au peuple de notre province : "Il n'est pas nécessaire d'être instruit pour faire certains travaux grossiers." Il faut, au contraire, qu'il apprenne que l'instruction lui permettra de se dispenser de faire ces travaux grossiers. D'ailleurs, n'est-il pas raisonnable de croire qu'il y en aura toujours qui, ne profitant pas de leur instruction, consentiront à accepter pour leur part l'accomplissement de ces travaux peu rémunérateurs.

Mais même si un jour, nous ne trouvions pas, parmi les hommes de notre peuple, la main-d'œuvre nécessaire pour ce genre d'activité, nous ferons exactement ce qu'ont fait les nôtres dans la Nouvelle-Angleterre. Partis, pour la plupart, sans instruction, ils s'embauchèrent, à leur arrivée dans la république voisine, au service des filatures et des autres industries où ils se contentèrent d'être la main-d'œuvre, souvent au dernier échelon. Leur manque de connaissances leur faisait admettre facilement que leur ambition devait se limiter à cette seule fonction.

Mais aujourd'hui, dans les centres manufacturiers, à Holyoke, par exemple, on constate qu'un grand nombre des fils de ceux qui nous quittèrent il y a un demi-siècle, sont aujourd'hui des négo-

ciants, des hommes de profession, des financiers. Plusieurs ont acquis une réputation enviable et cela, grâce à l'instruction qu'ils ont reçue dans leur pays d'adoption. La main-d'œuvre qui les remplace est fournie par l'immigration. Pourquoi ce que nos gens ont fait là-bas, ne le ferions-nous pas ici le moment venu ?

* * *

Un romancier italien publiait durant la guerre un volume auquel il donnait pour titre : *La vie commence demain*. C'est là le cri de tous les peuples que le temps présent a touchés ou qu'il a meurtris, et Guido da Verona n'a fait en somme qu'exprimer le sentiment de tous.

"La vie commence demain." Les nations qui, aujourd'hui, se contentent de l'armature que le passé leur a faite, risquent d'être devancées dans la course qui se poursuit à travers le monde vers la supériorité intellectuelle.

Supériorité intellectuelle, soit. Mais surtout direction, orientation de cette supériorité une fois acquise, spécialisation de la puissance de l'esprit, direction réfléchie donnée aux compétences, aux inclinations, aux vocations.

A cette époque de perturbations mondiales, c'est peut-être encore là que réside le préventif le plus certain de la lutte des classes. Car cette direction

réfléchie, donnée aux inclinations, aux compétences et aux vocations, assurera à chacun sa place dans la société et empêchera l'encombrement d'une classe et l'insuffisance d'une autre.

Qui de nous n'admettra que l'un des plus grands dangers, pour notre province, serait l'abandon de la campagne par les jeunes gens sur les forces et l'énergie desquels repose la production nécessaire à l'ouvrier des villes ?

Aussi, il ne faut pas que la jeune génération rurale, quittant la terre, vienne grossir dans les villes le nombre sans cesse croissant des employés d'usine qui parfois s'épuisent sur les machines modernes quand ils ne chôment pas.

Pour cela, ne faut-il pas que, dans la maison d'école de campagne où le père envoie son fils, on lui apprenne la beauté du rôle que joue le cultivateur dans notre province ? Ne faut-il pas qu'on le fasse se rendre compte de la mission de l'agriculture dont on a dit qu'elle est un art ? Ne faut-il pas aussi qu'il se pénètre de sa fonction dans l'agencement de nos forces économiques et nationales ?

Ne permettons pas que l'on dise, dans notre province, que nos cultivateurs quittent la campagne, emportant leurs champs dans leurs goussets, comme sous la France monarchique l'on affirmait que "la noblesse s'en allait à la cour, portant ses champs sur ses épaules".

L'amour du sol, le respect des traditions terriennes, du sentiment du devoir national, l'obligation économique, autant de leçons que l'instituteur, ayant apprises lui-même, devra, avec enthousiasme, enseigner aux petits enfants de notre peuple. Agissant ainsi, les modestes instituteurs et institutrices, qui sont les grands professeurs de patriotisme, feront incliner, dans un salut quotidien au sol, ceux que nous leur confions, et créeront pour leur race, leur province, leur pays, une force sur laquelle tous pourront compter. Alors, meublant ces petits cerveaux, comme ils le font aujourd'hui, de connaissances nouvelles, ils en feront des cultivateurs instruits qui, grâce au jugement et au raisonnement splendides que donne à l'homme des champs la contemplation de la nature, entonneront la chanson de reconnaissance à la terre.

Combien serait belle, chaque année, dans nos paroisses, la fête de l'agriculture. A l'époque où les épis mûris, par le chaud soleil de juillet, n'attendent plus que la faux du moissonneur, les filles et les garçons, portant les épis dorés, hommes et femmes, portant sur leurs traits la preuve de leur rude labeur, vieillards qui ne peuvent plus dispenser au sol la vitalité qu'il leur a prise, tous se joindraient en un superbe cortège pour entonner l'hymne de reconnaissance.

Selon leur croyance, le matin, au pied de l'autel, ils iraient remercier la Providence, et nous les retrouverions le soir, au moment où le soleil fait ruisseler les diamants d'une fine rosée, tous réunis au pied d'un mai, sous un drapeau flottant à la brise. Ils entonneraient l'hymne national qui, montant de la plaine jusqu'au sommet des monts, réveillerait, de son écho sonore, le courage, parfois défaillant, du colon que l'éloignement des centres aurait empêché de venir.

Ce chant, né d'un patriotisme vrai, sincère, éclairé, ferait tressaillir les ancêtres endormis et qui pourtant veillent encore sur nous, car il serait l'écho du baiser qu'un peuple agenouillé a, dans le passé, donné au sol de son pays.

Sol canadien, où la France a semé, avec la première moisson, une parcelle de son immortalité, au jour de cette fête, permets alors au soleil d'aller dans tes entrailles réchauffer la poussière d'ossements de ceux qui furent tes premiers artisans !

Cette fête de l'Agriculture, nous souhaitons qu'elle soit le triomphe de l'école, et l'école qui donnera un tel résultat, nous la saluerons comme une énergie rédemptrice.

* * *

Dans les villes, le problème est tout autre.

Que veut l'ouvrier de notre province ? — Il veut le respect des obligations qu'engendre envers lui

le contrat de travail qui le lie à son employeur. De son côté, l'employeur demande de l'ouvrier le même respect. C'est, en somme, la reconnaissance mutuelle des droits de l'un et de l'autre, d'où découle nécessairement l'obligation.

C'est donc dans le respect du droit et de l'obligation que réside, pour l'avenir, la stabilité de la vie sociale, et c'est, pour nous, le but à atteindre. Qu'on ne l'oublie pas, il y a un intérêt supérieur à celui de l'ouvrier et de l'employeur, supérieur à l'intérêt du capital et du travail, c'est l'intérêt de la société qui souffre de tout manque d'entente entre les forces sur lesquelles repose sa fortune économique.

Or l'école urbaine moule le cerveau et fait la mentalité de celui que nous retrouvons plus tard dans l'industrie, cherchant à y gagner sa vie et celle de ses enfants. Souvent l'industriel lui-même débute dans la même petite école et y puisera les rudiments de connaissances que, plus tard, il augmentera par la spécialisation.

Donc, l'école urbaine est toujours pour l'ouvrier et parfois pour l'industriel, l'initiatrice, l'inspiratrice de sa conduite dans l'avenir. Selon l'instruction qu'il y reçoit, il conçoit ses droits, comprend ses devoirs, apprend l'étendue de ses obligations. C'est ainsi que l'orientation devient une nécessité, et que l'instituteur devient l'agent

qui peut inculquer à l'enfant le sens de sa responsabilité vis-à-vis de la société où il doit vivre. En somme, il est le professeur de civisme qui, pour le bien de la collectivité, doit mûrir les cerveaux qui, demain, iront refléter leur culture dans les milieux où on les aura dirigés.

Je crois fermement que tout comme l'arbre pousse selon qu'il est planté, l'enfant suivra toute sa vie l'inclination reçue à la petite école.

Mais l'école urbaine ne forme pas seulement des ouvriers. Me permettra-t-on d'affirmer que tous, aujourd'hui, nous estimons que l'instruction donnée à la génération qui monte doit la diriger vers le commerce, l'industrie, la finance.

Les professions et le sacerdoce ont donné à notre province ses hommes les plus marquants. Je crois juste que nous demandions maintenant au commerce, à l'industrie, à la finance, leur quote-part de coopération pour consolider notre réputation nationale qui, jusqu'ici, a reposé entièrement sur l'affirmation de notre talent dans les professions, le sacerdoce et la politique. Je crois à l'idéal, mais je crois aussi à la nécessité de la fortune comme levier pour faire valoir et appliquer les idées que l'idéal suggère.

Dans un pays où les luttes du début durent se faire sur le terrain politique, nous deman-

dâmes aux professions les parlementaires. C'était une nécessité nationale.

Maintenant que la politique et les professions ont pris leur part des meilleurs cerveaux de notre peuple, il faut orienter notre jeunesse vers des sentiers qui mèneront à la fortune nationale.

Je ne deviens pas pour cela partisan du pragmatisme, mais je crois constater avec bien d'autres que, dans le domaine économique, la fine fleur de l'intelligence canadienne-française n'a pas encore fait sa part.

N'est-il pas vrai que nous voudrions voir plus de grandes entreprises sous le contrôle d'hommes de notre sang ? N'est-il pas vrai que nous voudrions voir un plus grand nombre des nôtres s'imposer par leurs connaissances dans la finance, l'industrie et le commerce ?

Ces vœux, c'est la direction donnée à l'école, à nos jeunes gens, qui les réalisera. Que ce soit le travail de l'instituteur de rechercher les aptitudes personnelles des élèves, et de les diriger selon leurs talents et leurs dispositions intellectuelles vers les carrières économiques où nous trouverons la fortune.

Ce ne sera pas détruire l'intellectualité chez nous, ce sera simplement diriger des forces nouvelles là où elles pourront se développer à l'aise, et devenir un agent de puissance nationale.



Chapitre deuxième

DÉVELOPPER UNE ÉLITE INTELLECTUELLE ET ARTISTIQUE

IL n'est pas permis de prétendre, comme on l'a fait, que notre province n'a produit que des "scieurs de bois et des porteurs d'eau", car les fils de nos humbles paysans d'autrefois, reconnaissant depuis longtemps les bienfaits de l'instruction, ont puisé à cette source de relèvement intellectuel et national.

Quelques faussetés se sont répandues dans notre pays, grâce à une complaisance inexplicable de certains de nos compatriotes qui, se croyant les seuls détenteurs de la vérité et du patriotisme, ont cru bon d'éclabousser toute la nation, s'imaginant bien à tort que c'était là le moyen de faire accepter

leurs idées. Ils ne semblaient pas comprendre quel mal leurs affirmations nous causaient dans les provinces anglaises, où l'on ne demandait pas mieux que de publier ces attaques. Quel que soit le pays et où qu'il se trouve, il y a lieu de s'attendre que des membres de la majorité soient appelés à accomplir les ouvrages durs et la besogne ardue; il en a toujours été et il en sera toujours ainsi.

Mais, Dieu merci, nous avons, il me semble, prouvé que notre peuple, possédant la part d'intelligence qui lui vient de haute ligne, n'a pas laissé ce capital inactif. Bien au contraire, il a donné l'exemple d'un développement qui, si nous tenons compte des circonstances dans lesquelles il s'est opéré, doit attirer l'admiration la plus entière de ceux qui ont à cœur de lui faire accomplir mieux et davantage. Il n'y a pas de limite dans le domaine de l'intellectualité pour le talent, et c'est parce que je crois fermement à celui de notre peuple, que je le vois, s'il est bien dirigé, atteindre les sommets de la supériorité et de la compétence.

Nous avons une élite. Dans tous les domaines, notre système d'éducation a déjà produit des hommes qui ont marqué l'esprit de notre province d'une empreinte profonde et durable. Certains d'entre eux, au coup d'aile plus puissant, ont projeté leur pensée sur le pays tout entier, ex-

primant "en leur passagère figure tout le sommaire d'un temps."

Ce n'est pas le moment d'étudier l'aspect politique ni l'influence exercée par les nôtres, depuis déjà trois-quarts de siècle, sur l'orientation de la politique coloniale britannique.

Toutefois, ce passé nous justifie de demander à ceux qui ont l'honneur de représenter dans nos parlements notre peuple et notre province, de tâcher à acquérir dans le domaine politique la compétence qui tous les jours s'impose davantage, si nous voulons conserver la confiance et le respect du peuple, indispensables au bon fonctionnement de nos institutions.

Le malheur a été que, trop longtemps, nous avons laissé au politicien, seul, le soin d'extérioriser notre pensée et notre concept nationaux. Mais, espérons-le, ce temps est passé. Aujourd'hui, des hommes qui n'ont pas encore été revêtus de l'autorité que devrait donner la représentation nationale peuvent, avec prestige, se lever et discuter nos problèmes.

Ces problèmes ont trouvé chez eux des intelligences prêtes à les mieux discuter, surtout depuis que la science économique nous a fait comprendre l'importance de l'observation et de l'analyse des faits. Ces discussions revêtent maintenant le caractère d'une dissection faite par des experts. Grâ-

ce à leur compétence, leurs conclusions et leurs enseignements sont marqués du sceau de l'autorité.

Une élite existe donc. Elle est la résultante d'un système, né d'un mouvement qui remonte à 1846, qui en moins d'un siècle a permis à notre peuple d'affirmer qu'il a une littérature. Et si, aujourd'hui, ce système a besoin d'amélioration devant les problèmes nouveaux, il convient de ne pas condamner ce passé et de ne pas lui refuser notre admiration.

Ce système a donné des historiens, des poètes, des artistes, des professeurs, des linguistes, voire même des industriels. Je n'entends pas faire ici un panégyrique. Tout au plus mon but est-il d'empêcher que l'on oublie ce que nous devons au passé. C'est encore la meilleure façon d'outiller le présent et de préparer sagement l'avenir.

C'est Bergson, je crois, qui affirme que "Le présent, c'est le passé qui se ramasse." Puisse le nôtre se ramasser, pour nous inspirer et nous guider et nous faire envisager, sans faiblesse mais aussi sans inutiles et injustifiables récriminations, la tâche à accomplir.

Si l'œuvre du passé a pu créer chez nous une élite (je me garde de citer aucun nom, je sens que ce serait une injustice que d'en oublier), il semble incontestable que le nombre des compétences est encore trop restreint. Cette constatation

doit nous inciter à l'augmenter, et de la sorte à capitaliser notre fortune intellectuelle.

Il importe donc que nous dirigeons nos jeunes gens, dont le cerveau bien préparé est apte à la compétence, vers la spécialisation en les soumettant à une formation qu'ils iront chercher, si nécessaire, dans les grands centres de la pensée contemporaine.

* * *

Gabriel Hanotaux, dans son livre *La Démocratie et le Travail*, dit : "Sans que les incidents, en somme secondaires, qui se sont produits, aient jusqu'ici touché le tuf inébranlable sur lequel repose la nation, ils ont causé une sorte de trépidation et d'inquiétude qui aurait des suites fâcheuses si elles développaient une prédisposition à la panique par la permanence d'un pessimisme trembleur; avoir peur, c'est être à moitié vaincu. Par contre, l'effet serait salutaire si cette émotion incitait des bonnes volontés chaque jour plus nombreuses, aux études plus attentives, et aux sacrifices nécessaires."

Trop souvent, dans notre province, on a prêté aux novateurs, même les mieux disposés, des intentions qu'ils n'avaient pas. Au lieu d'envisager simplement les améliorations proposées, on a voulu voir en elles le commencement d'une lutte de classes.

En matière d'instruction, la réforme, sitôt suggérée, voyait parfois se dresser contre elle cette puis-

sance que nous ne pouvons ignorer, qui longtemps fut seule à s'occuper du cerveau de notre peuple, et à qui nous sommes redevables de l'œuvre admirable qu'elle a maintenue pour nous. On voyait, à tort peut-être, mais trop souvent, dans cette formule d'amélioration, un geste de reproche.

Les temps ont changé, et les esprits doivent changer. Il ne s'agit pas de luttes entre les deux puissances que sont l'Église et l'État. La collaboration est plus que jamais indispensable. Il ne faut pas avoir peur, et il faut empêcher d'avoir peur. Faisons connaître loyalement la doctrine, révélons-en les lacunes, et ne cherchons pas à lui substituer les méandres et les subtilités de la pensée.

Récemment encore, nous avons assisté à ce que Gabriel Hanotaux appelle "Une prédisposition à la panique", mais heureusement des hommes sages, comprenant le mal que ferait chez nous "la menace d'un pessimisme trembleur", ont fait entendre une voix autorisée qui a incité des volontés nouvelles, hésitantes jusque-là, "aux sacrifices nécessaires".

Cette collaboration devient une nécessité, à une époque où l'apaisement général est requis en face des exigences nouvelles de la démocratie.

Autrefois, en Chine, l'empereur traçait lui-même dans le sol le premier sillon, afin de faire mieux pénétrer dans l'esprit du peuple le besoin de l'agriculture et sa très noble mission.

Ainsi les deux puissances dont l'union est nécessaire à tout mouvement, s'uniront, nous n'en avons aucun doute, pour tracer dans l'esprit de nos compatriotes le premier sillon d'une supériorité absolue, complète et nécessaire.

L'État, lorsqu'il intervient en matière d'éducation, ne peut avoir d'autre but que d'aider la famille dans l'œuvre qu'elle accomplit ou d'y combattre l'égoïsme qui lui fait oublier son premier devoir envers ceux qui sont nés d'elle; car, nourrir le cerveau, afin que l'enfant devienne un citoyen utile, est une obligation que la famille ne peut esquiver. Et si, par hasard, celle-ci ne justifie pas la confiance que l'on place en elle, l'ignorance est un tel mal que l'État doit alors appliquer le remède que l'ampleur de ses pouvoirs, respectueux des droits familiaux, lui suggérera.

Mais avant d'intervenir, l'État doit établir bien clairement que le remède n'est pas appliqué par ceux qui devraient le faire. D'autres conditions s'imposent aussi, mais ce n'est ni le moment ni le temps de les énoncer.

Cette union de la pensée de l'État et du Clergé doit faire comprendre à l'un et à l'autre, ce qui, dans notre système d'enseignement supérieur, peut faire défaut, afin de mieux rechercher le moyen de remédier à cette défectuosité.

Notre enseignement supérieur, dans la province

de Québec, dirige aujourd'hui presque inévitablement vers des professions déjà encombrées, où certes tout homme de talent peut encore être actif, mais où, longtemps encore, le champ de ses opérations intellectuelles restera singulièrement restreint.

Si nous pouvons obtenir que cet enseignement dirige un certain nombre des nôtres vers la science industrielle, car c'en est une, il convient de présager un merveilleux épanouissement pour notre province. En effet, notre territoire offre un champ d'exploitation admirable et à peine touché. Nos forêts, nos mines, nos forces hydrauliques, faute d'initiative de la part des nôtres, et aussi de compétence et de capitaux, sont exploitées par le capital étranger.

Pourquoi ? — Parce que nous n'avons pas, à peu d'exceptions près, formé de compétences industrielles qui puissent organiser et diriger de vastes entreprises. Ainsi, pour ne mentionner qu'une industrie, celle de la pâte de bois appartient — je ne dirai pas exclusivement, mais presque — au capital américain.

Cela est dû au fait que le capital canadien-français ne pouvant se reposer sur l'autorité d'experts de chez nous, a craint de s'exposer à des désastres, et peut-être à ce que l'esprit d'initiative industrielle

n'a pas encore été développé, ou compris, par suite d'un défaut de notre enseignement.

C'est pourquoi la création de spécialistes que nous devons à nos grandes écoles : Hautes Études Commerciales, Polytechnique et Techniques, comblera une lacune et encouragera le gouvernement à continuer les sacrifices nécessaires pour donner à ceux qui sortent de ces institutions l'occasion de se spécialiser en allant, dans un des foyers de la science industrielle, parfaire leurs études.

C'est le moment d'évaluer les ressources non développées de notre province. C'est le moment de regarder et de scruter l'immensité de notre territoire et de nous convaincre que nous devons à notre pays d'exploiter cet avoir à son maximum, si nous voulons obtenir tous les résultats industriels que sa richesse nous promet.

Tout, ou à peu près tout, est à faire dans le domaine industriel. Mettons-nous donc résolument à la tâche. Ayant bien déterminé le but à atteindre, et sans sacrifier l'agriculture, qui est une planche de salut pour notre peuple, offrons à des intelligences prêtes à l'assimiler un enseignement économique incontestable. Nous aurons fait ainsi, je crois, quelque chose d'utile pour notre province.

Cet élan donné à l'industrie ne pourra évidemment produire ses effets, sans nous susciter des problèmes. Le monde semble aujourd'hui s'étonner des questions sociales qui sont comme la rançon de l'expansion industrielle. Mais, dans la contemplation des désastres, n'oublie-t-il pas le rôle qu'il a fait jouer trop longtemps à l'ouvrier ?

L'usine n'est plus, comme autrefois, le lieu où l'homme-instrument vend son travail sans autre espoir que d'obtenir le strict nécessaire à sa vie et à celle de sa famille. Longtemps retenu par la puissance du capital et le manque d'organisation du travail, il a sué et peiné sans demander compte à celui qu'il contribuait à enrichir.

Aujourd'hui, et qui l'en blâmera ? il veut bien continuer à aider, mais il veut un peu de bonheur. Et ce désir se traduit par la réclamation d'un peu plus d'aisance. Le temps n'est plus où il se contentait de la suffisance quotidienne. Il veut des réformes qui assurent son maintien en cas de maladie, et une indemnité en cas d'accident ou de chômage. Il veut aussi la pension pour les vieux jours, et l'assurance en cas de mort.

Autrefois l'ouvrier, peu instruit et habitué à un rôle de soumission, ne se demandait pas qui le conduisait et comment il était conduit. Aujourd'hui il a relevé la tête, il a regardé sans frayeur et sans crainte celui qui le dirige et celui qui le

paie. Allant au delà de l'usine, son regard a rencontré le politicien de qui, dans le passé, il a tant attendu et de qui, soyons justes, il a beaucoup reçu. Toutefois, souvent mécontenté par celui qui l'emploie, il a oublié facilement le bien qui lui est venu d'en haut, faisant porter sur tous le poids de sa déception. Dans les conflits qui surgissent entre lui et le capital, il veut sentir une compétence qui impose sa supériorité et son désintéressement, sans quoi il poussera son ambition jusqu'au poste de commandement politique, espérant trouver là la panacée à ses maux et à ceux de sa classe.

Il n'a pas compris que le socialisme parlementaire est mort, et que ce sont les chefs autorisés du travail qui l'ont tué en aspirant au pouvoir, pour oublier ensuite ceux qui les avaient hissés jusque-là.

Toutefois, il ne peut y avoir de doute que le travail, d'une façon générale, nie la compétence de la politique à résoudre ses problèmes. S'il en est ainsi aujourd'hui, de quoi demain sera-t-il fait ? Ne requiert-on pas la parole d'un arbitre qui, possédant à un degré élevé la philosophie du travail, peut calmer et l'âpreté du capital et l'exigence de la main-d'œuvre ?

Donc, si dans notre province s'impose le développement industriel, il en résultera un problème de même nature qui requerra des compétences pour le résoudre. Ces compétences, nous ne pour-

rons les avoir que par la spécialisation en questions sociales.

L'arbitrage, dans ces conflits, est de plus en plus appelé à jouer un grand rôle. Celui qui pourra imposer ses connaissances sociales, doublées d'une connaissance approfondie de la science économique, verra sa décision accueillie, avec plus de confiance, par les deux classes.

Ajoutons que le parti politique de l'avenir, celui que le peuple acceptera, sera celui qui pourra lui offrir le moyen d'accentuer son progrès matériel, tout en lui donnant la garantie morale que, dans les conflits qui ne peuvent manquer de surgir, le travail aura sa part de justice et de rétributions.

Cela s'applique à tous les pays. Les formules du passé sont vieilles. Il faut aujourd'hui, et le plus tôt sera le mieux, résoudre des problèmes que la politique se contentait hier de différer, de crainte d'un échec.

Il faut des hommes qui, attirés par ces problèmes, se mettent à la recherche des solutions que la classe ouvrière attend et dont dépendent la sécurité du pays, son équilibre et sa paix.

Demain appartient au peuple. Chez nous, les ouvriers veulent se faire entendre. Le mécontentement et la méfiance, nés de la crise, pourraient les entraîner à vouloir se diriger seuls. Les questions

de langue et de foi, pour eux, se compliquent, comme dans tous les pays, de la question ouvrière. Inutile d'essayer d'y échapper, des événements récents ont dû nous prouver qu'il faut y songer.

Il ne faudrait pas conclure que, tout entiers dévoués au progrès matériel de notre province, nous devons oublier la littérature, l'histoire et les beaux-arts. Il serait même profondément injuste de ne pas saluer, d'un encouragement nouveau, le progrès immense que nous avons réalisé de ce côté.

En effet, à qui échappe la constatation consolante de l'avancement de la littérature chez nous ? Qui ne s'arrête pas devant nos historiens qui n'ont pas craint les labeurs des recherches ardues pour trouver la vérité et ont eu le courage de la dire ? Qui ne salue pas avec enthousiasme le superbe élan du goût musical de notre peuple qui rendra avant longtemps possible et nécessaire, je le souhaite, l'existence d'un conservatoire national de musique ?

Mais dans ce mouvement de reconstruction mondiale, nous devons aller au plus urgent, et sans négliger la littérature, l'histoire et les arts, il faut nous préoccuper de l'industrie et des questions sociales. Jusqu'ici, malheureusement, nous avons laissé croire que pour jouer un rôle dans notre province, il fallait être un homme de profession ou un politicien. Souhaitons que, grâce au gouvernement,

notre population ouvre enfin les yeux et conçoive le rôle immense réservé à l'industrie et au commerce, afin que, revenant d'une erreur séculaire, elle cherche à y faire pénétrer et prospérer une élite d'hommes capables d'y accomplir une œuvre forte et durable.

Pour éclairer et diriger notre peuple dans cette orientation nouvelle où, certes, il serait injuste de ne pas reconnaître qu'un petit nombre a déjà admirablement réussi, il faut donner à la génération qui monte un enseignement nouveau pour lui faire voir, dans cette occupation, un but national à atteindre sans entraver la claire vision de ses bénéfices personnels.

* * *

Nous avons un devoir à accomplir sur la terre d'Amérique, celui de suppléer à la prépondérance du nombre que nous ne pouvons pas obtenir, par une prépondérance intellectuelle qu'il nous est facile de garder.

Facilitons le rapprochement des esprits qui s'impose entre le Canada français et le pays d'origine de nos ancêtres. Ce rapprochement assurera une compétence et une supériorité à ceux qui iront les chercher, et servira en même temps à éveiller une sympathie et une admiration françaises que nous devons conserver, ou reconquérir.

Cette sympathie et cette admiration françaises,

le jour où elles reconnaîtront en nous l'îlot français d'Amérique, reflétant sa pensée et son enseignement, feront taire au delà de la frontière des préjugés fondés sur une ignorance de notre esprit et de notre avancement intellectuel.

Ce jour-là, forts de la sympathie française et de l'admiration américaine, nous aurons un magnifique témoignage à opposer à l'action du préjugé et du fanatisme dans notre pays.

Nous n'avons qu'à le vouloir, et un superbe avenir appartient à notre élite.

Cette élite animera sa course vers la supériorité d'un profond dévouement national, afin que le jour où elle atteindra les sommets rêvés, rejaillisse sur notre peuple une gloire nouvelle qui rendra plus belle l'œuvre de sa survivance.

* * *

Mais s'il importe de former une élite intellectuelle capable d'orienter les énergies de la nation, il devient aussi urgent de former une élite artistique destinée à orienter les goûts de notre peuple vers la Beauté.

Pour savoir ce qu'est la Beauté, il faut, a-t-on dit, s'adresser de préférence aux beaux-arts.

La musique, la peinture, la sculpture, les arts en un mot, ne peuvent, il me semble, que retenir l'attention et l'intérêt de tous ceux qui n'ignorent pas

l'influence qu'ils ont dans la formation d'un peuple. Mais, pour que cela soit, une volonté collective est nécessaire, celle des artistes. Sans cela, comment le peuple sentira-t-il que l'œuvre qu'ils accomplissent peut le grandir, et que, en définitive, c'est pour le pays que la ruche est en émoi ?

Union des volontés, groupement des énergies, voilà le prix du succès. Le but, semble-t-il, vaut bien que chacun sacrifie, si nécessaire, un peu des idées trop absolues de l'école et, au besoin, beaucoup des préjugés de l'atelier.

On a dit : "Québec attend son heure". Mais, au fait, Québec n'attend plus son heure; c'est maintenant *l'heure du Québec* ! A nous de le constater et d'agir !

Debout dans la tempête, Québec, ferme et calme, ne se laissant distraire par aucun mouvement extérieur, retient toute leçon qui puisse l'aider à orienter son effort vers l'avenir. Au seul point de vue de son avenir intellectuel, il compte comme puissant actif le sens artistique que plusieurs croient encore voir sommeiller en lui, mais que la grâce de son origine lui a pourtant conservé.

Et quand on voit qu'une province sur neuf, grâce à ses traditions fortement ancrées, résiste avec succès à la pénétration de doctrines qui bouleversent le monde et provoquent des conflits; quand

on voit qu'une province sur neuf peut encore se vanter d'avoir l'ordre chez elle et de maintenir le Capital et le Travail en harmonie sociale, chacun exerçant son action dans sa sphère, sans atteinte aux libertés de l'autre, sans répudiation de ses obligations envers l'autre; quand on voit, au point de vue financier, qu'une province sur neuf, au lendemain d'un désarroi qui a secoué et ébranlé la finance mondiale, offre encore le spectacle d'une administration sage et logique; quand on voit que, suivant le mouvement du siècle, les œuvres sociales se créent sans cesse, répondant aux besoins nouveaux que l'époque a fait surgir; quand on voit que cette province, préoccupée de son expansion économique, oriente certains groupes de sa jeunesse vers ce qui, demain, sera pour elle source de richesse; quand on voit que, fidèle à un idéal qu'elle ne veut pas trahir, elle conçoit comme nécessité nationale la formation intellectuelle, créatrice de supériorité; quand on la voit, enfin, se soucier de l'épanouissement de l'art chez elle, malgré toutes les préoccupations de son avenir matériel, on peut, sans vain orgueil, sans inutile exagération, prétendre que son heure est venue, qu'elle le sait, et qu'elle entend faire compter cette heure dans son Histoire.

Mais, dira-t-on, le progrès de l'art et la sauvegarde de l'idéal s'apparentent mal aux "énergies nouvelles . . .", créatrices de fortune et de ri-

chesses nationales. Je saisis l'allusion et n'entends pas éviter la réponse qu'elle exige, satisfait que je suis qu'une thèse puisse agiter les esprits. C'est qu'ils sont en éveil.

Il importe de traduire l'idéal d'un peuple par des œuvres durables. Ainsi, dans le domaine de l'art, un pays qui demande à l'artiste, qu'il soit musicien, sculpteur ou peintre de *produire*, doit-il lui offrir l'encouragement nécessaire à ses œuvres. Autrement, le découragement fait périlcliter l'art et rend bientôt l'artiste improductif. En revanche, la fortune, qui permet d'aider et d'encourager les lettres, la peinture, la sculpture, la musique, donne de la vie à l'art et de l'ambition aux artistes; elle stimule leur émulation et les invite à produire par l'assurance d'une rémunération. L'on ne voudra tout de même pas prétendre que l'art pour l'art, sans idée ou perspective de vente chez l'artiste, soit une chose plausible en ce vingtième siècle !

Qui veut se rendre compte de ce que peut la richesse nationale dans le développement artistique d'un peuple n'a qu'à jeter les yeux sur la république voisine. Longtemps, pour elle, l'argent fut tout. Mais, maintenant qu'elle le possède, elle l'emploie à acquérir la formation à laquelle, auparavant, l'insuffisance de la fortune faisait obstacle. Les beaux-arts, chez elle, sont en pleine floraison. Au monde entier, elle offre les œuvres de

ses troupes d'opéra, les harmonies de ses concerts, l'éclat de ses musées. Rien n'échappe "*that money can buy*" au drainage éclairé et tenace qu'elle exerce dans les grands centres artistiques de l'Europe.

L'aigle américain, grandissant sur le terrain du matérialisme, n'exerçait que ses serres. Se sentant fort, il leva les yeux et vit la Beauté, vers laquelle maintenant il s'élève avec la puissance de son immense coup d'aile.

Mais on a dit : snobisme que l'amour de l'art qu'affectent les Américains ! Si cela est, que fait-on alors de ces milliers de jeunes Américains, qui s'en vont les uns après les autres, magnifiques pèlerins de la beauté, au foyer des grands centres de l'Art chercher ce qui, demain, fera d'eux des maîtres dans ce domaine ? Déjà, cet amour de l'art, en moins de vingt années, a rempli les musées des capitales américaines de collections uniques. Que dire encore de ces collections multiples où l'on s'étonne de retrouver les maîtres de la peinture hollandaise et française ? Que penser enfin de ces foules qui, trois fois la semaine, se pressent dans les salles de concert pour y entendre un récital de musique classique ?

Non ! soyons justes envers les autres si nous voulons être traités et jugés avec justice, et reconnaissons que le peuple américain a acquis un respect sincère de l'art, et qu'il n'est plus si Béotien.

Son sens pratique lui a fait concevoir que les beaux-arts sont source de production, et cela seul l'empêcherait de les dédaigner. L'Américain, enfin, a compris que l'artiste comme l'historien est un façonneur d'avenir en ce qu'il offre aux générations qu'il précède le reflet sensible de son époque.

Et Dujardin-Beaumetz, longtemps ministre des beaux-arts en France, le savait bien qui disait, lors du dévoilement du monument élevé à Paris au peintre Gérôme, qu'il était de "ceux qui croient que si les artistes servent leur pays par la renommée qu'ils lui donnent, il importait également que leur art fixât dans l'histoire le souvenir des faits glorieux du passé national." C'est ainsi que les peintres, les sculpteurs, et même les musiciens peuvent devenir "façonneurs d'avenir".

Chez les peuples peu fortunés, où n'existent pas encore ce développement ni cet amour de l'art, comment peut-on suppléer à l'encouragement qui, normalement, doit venir de l'individu ?

Par l'intervention de l'État ! . . . Oh ! certes, intervention limitée qui doit viser surtout à aider les vocations nouvelles en faisant espérer que l'œuvre méritoire sera primée.

Toutefois, il est bon de le redire : "tout peut se faire sans l'intervention directe de l'État", et dans le domaine des arts plus qu'ailleurs. Il serait regrettable que l'État, se faisant acheteur d'œuvres, ha-

bituât les individus à ne pas se sentir obligés envers les artistes et à renoncer facilement à une responsabilité qu'ils doivent assumer.

Le *Primo vivere*, qui trouve écho dans le monde entier, et qu'aucun homme ne refusera de reconnaître comme véritable formule de son activité, a aussi cours dans l'atelier de l'artiste. Mais il ne faut pas que l'artiste doive sacrifier son art à la nécessité de vivre; et c'est pourquoi, chez un jeune peuple, il semblerait que c'est œuvre de patriotisme éclairé de la part d'un gouvernement d'encourager les artistes, et de leur permettre, ainsi, de persévérer.

A certaines époques, la nécessité de cette intervention de l'État ne se faisait pas sentir. Le temple de Diane et celui d'Éphèse s'élevaient à l'admiration des âges grâce à des contributions volontaires. Les femmes de la Grèce antique se séparaient de leur parure et donnaient avec enthousiasme le dernier de leurs bijoux pour encourager les grands artistes du temps. Ce fut, plus tard, l'époque splendide de la munificence religieuse, alors que se dressa dans "sa robe de pierre" S. Pierre de Rome. Vers le même temps, le trésor des aumônes servait à ériger, à Strasbourg, la cathédrale qui est comme la fine pointe de l'âme française.

Longtemps la religion, qui fut son inspiratrice la plus constante, fit valoir la beauté de l'art en

Digitized by Google

même temps que, par lui, elle faisait éclater sa puissance et sa splendeur. Le statuaire des XI^e et XII^e siècles, — ne l'a-t-on pas dit, — lui doit presque exclusivement ses admirables chefs-d'œuvre.

Il ne serait pas juste, toutefois, d'oublier que l'antiquité et les grands siècles profitèrent aussi de l'intervention protectrice de l'art de la part de l'État. Et ces Mécènes sont réunis aujourd'hui dans la même immortalité : Périclès, Auguste, Médicis, Léon X et Louis XIV.

En somme, ils comprirent ceux-là qu'inspirer à la jeunesse le goût du beau et lui inculquer l'amour de l'art font partie de la tâche de tout politique soucieux de son rôle. Et, certes, ils avaient raison de vouloir aussi enseigner par les yeux; car la leçon qui se grave dans l'esprit à l'ombre d'un monument ou sous le reflet pâle d'un tableau évocateur du passé ou comportant une synthèse historique, ne s'efface plus. Ne dit-on pas qu'en France, l'enfant qui veut apprendre l'histoire de son pays n'a qu'à visiter les places publiques et les musées ?

Verrons-nous le jour où les descendants de France et d'Angleterre, unis dans le Québec, par un même sentiment de fierté canadienne, n'auront qu'à se promener sur les places publiques et dans les mêmes musées pour y apprendre une histoire dont les deux peuvent s'enorgueillir ?

N'allons pas dire que cela n'est guère possible; il

faut que cela soit ! Nous sommes à la période des ailes qui s'ouvrent. Comptons que le jour où, fatigués, nous devons nous retirer, la génération qui nous succédera ne permettra jamais qu'elles se ferment. Entretemps, proportionnant notre effort artistique à celui de notre progrès économique, efforçons-nous de faire comprendre que la richesse ne doit pas faire délaisser l'idéal, mais que l'idéal, pour vivre, doit produire et ne pas dédaigner la fortune qui l'alimente.

Comprendre son époque, concevoir les aptitudes d'un peuple et les faire valoir en les mettant en jeu, n'est-ce pas là aujourd'hui encore le rôle du politique soucieux de faire son devoir ? Et n'est-ce pas pour cela que, concevant la possibilité du progrès artistique dans notre province, après avoir encouragé la littérature, après avoir fourni aux musiciens l'occasion d'aller en Europe compléter leurs études, on a plus récemment décidé d'aider à l'art en achetant les œuvres de nos peintres et de nos sculpteurs ? Ce n'était là qu'œuvre de justice.

Si donc, chez nous, la littérature est encouragée, la musique protégée, si les peintres et les sculpteurs sont reconnus, ne peut-on conclure qu'il y a progrès ? Et nul n'a le droit d'en douter qui veut comparer l'époque où nous vivons à celle durant laquelle les artistes, malgré leurs splendides visions

d'art, se butaient à une indifférence systématique. Nous *progressons* !

Je me rappelle encore, — pourquoi certains souvenirs se gravent-ils aussi profondément ? — un mot cruel que j'entendis un jour à l'adresse d'un des nôtres dont le nom est déjà entré dans l'histoire de notre littérature.

Emile Nelligan était, en classe, mon compagnon. Griffonnant un jour, sur un bout de papier, un quatrain, il me le passa.

C'était, peut-être, au moment où notre professeur nous vantait, en la définissant, la beauté de la césure dans le vers latin. Avant même d'avoir le temps de lire les vers que, subrepticement, on me passait, je fus sommé de les remettre. Et voici l'apostrophe qui suivit avec une étonnante vivacité :

"Nelligan ! si vous continuez à faire des vers, vous n'irez pas loin dans la vie !" . . .

Ce n'était pas, sans doute, mauvaise volonté de la part du professeur; a-t-on le droit, vraiment, lorsqu'on apprend à faire des vers latins, de faire des vers français ? C'était rappel à l'ordre. Chaque chose en son temps, je suppose.

Toutefois, l'indifférence qui tua le quatrain ne contribua-t-elle pas, plus tard, à empêcher le chanteur de terminer sa chanson ? De fait, lui, le pauvre être n'est pas allé loin; mais son œuvre, préface

d'une résurrection littéraire, est de celles dont un jeune peuple a le droit et le devoir de s'enorgueillir.

Nelligan ! tu voulais que l'on comprît qu'un poète ne peut chanter lorsque autour de lui la foule est obstinément indifférente. Ton désir, hélas ! ne fut pas réalisé, et, dans l'amertume de ton désespoir, tu lanças sur la mer impassible ton *Vaisseau d'or* . . . donnant : "Dégoût, Haine et Névrose", pour compagnons à ta tristesse. Tu savais bien que sous l'écume blanche de la vague se cache l'écueil; tu savais aussi que l'équipage ne pourrait le voir sans tenter de l'éviter. Et, fatigué de ton rêve longtemps caressé, tu voulus que la carène déchirée de ton vaisseau, ayant touché l'écueil, y demeurât accrochée et devint un avertissement aux navigateurs de l'art.

Pardonne, Nelligan ! si je te réveille de ta nuit où, sans que tu le saches, tu n'as pas sombré; mais je crois juste que tu sois des nôtres au moment du réveil que tu ne verras pas.

Ton vaisseau, soulevé par une vague nouvelle et puissante, a lâché le récif où longtemps, immobile et meurtri, il était demeuré. Une équipe d'élite l'a remis en état de reprendre son voyage, et l'affreuse blessure qui déchira son flanc est maintenant guérie; et le peuple, demain, lira la joie du cortège qui l'accompagne aux bords lointains où

s'épanouit l'art dans une belle floraison.

Vaisseau d'or, reprends ta course; la volonté et l'énergie sont au timon, et ton équipage chante le soleil qui se lève et fait briller ta fine ciselure.

Artistes et intellectuels, embarquez-vous ! Musicien, prends ton luth ! peintre, fixe ta toile ! littérateur, harmonise ta pensée ! poète, écoute ta Muse ! et toi, sculpteur, où est ton burin ? Le vent souffle qui fait gonfler les voiles, la mer est bonne, l'avenir attend.

Vogue donc, vaisseau d'or : celui qui te cisela n'a plus à craindre que tu sombres dans l'abîme du Rêve !





Chapitre troisième

FORMER UNE ÉLITE ÉCONOMIQUE

QUI peut, déchirant le voile qui le couvre, montrer à ses compatriotes, leur avenir; qui peut, dissipant les nuages qui enveloppent les vingt-cinq années futures, prédire ce qu'elles nous réservent ?

On prétend que le passé est garant de l'avenir, mais lorsque je considère les changements qui se sont opérés aux quatre coins du monde dans les quinze dernières années, je me demande si cet aphorisme n'est pas sujet à caution.

Des peuples forts et puissants ont failli crouler sous les ruines que quatre années de bouleversements avaient accumulées. Les uns, haletants, se relèvent avec une lenteur qui surprend. D'autres,

au contraire, grâce à des qualités inhérentes à leur esprit et à leur origine, ont étonné le monde par leur rétablissement rapide.

J'aime parfois, m'inspirant de notre passé, y chercher des raisons d'espoir. Le présent m'inquiète peu. Habitué qu'il est de traverser crises, orages et tourmentes, notre Canada français finira bien par triompher de tous les obstacles qui entravent actuellement son essor.

Mais lorsqu'il aura, d'un pied ferme, repris sa marche ascensionnelle, sera-t-il en mesure d'atteindre son but ? Nous sommes jeunes encore, après trois cents années de vie. Nous sommes forts, physiquement et moralement. Chez nous, les qualités de constance et de persévérance dans l'œuvre nationale se retrouvent à chaque jalon de la route. Notre enthousiasme patriotique et notre volonté de survivre se perçoivent à chaque moment de notre vie.

Ce point de vue ne nécessite donc pas une analyse.

* * *

Mais il est des domaines dans lesquels le passé nous a peu incités à nous développer. En effet, lorsque, au lendemain de 1763, notre peuple dut prendre conscience de lui-même et s'affirmer comme entité, son avenir paraissait sombre, difficile,

voire indéchiffrable. C'est ce qui explique et semble justifier le départ, vers cette époque, des négociants, des marchands et de tous ceux qui s'étaient installés chez nous, beaucoup plus par intérêts personnels que pour ceux de la colonisation française.

Cet avenir, si aléatoire et si difficile à percevoir, obligea notre peuple délaissé, mais courageux, à se replier sur lui-même et à rechercher, dans les qualités héritées de ses ancêtres, les sources de vie nationale et les forces nécessaires pour continuer sa route.

Qui ne sait les sacrifices joyeusement acceptés; qui ignore les dévouements qui se manifestèrent alors ? Mais enfin, si beau que soit le passé, si étincelant de lumière le flambeau qu'il nous a transmis, si magnifiques qu'aient été la conduite de ceux qui résistèrent et la volonté de ceux qui nous restèrent attachés, tout cela, devant quoi nous nous inclinons, doit maintenant nous inviter à relever la tête et à regarder autour de nous.

Notre passé ? Il est tissé du sacrifice des pionniers, des défricheurs, des missionnaires, du clergé consolateur et éducateur. Il est fait du dévouement et de l'abnégation de nos communautés religieuses, communautés enseignantes, communautés hospitalières. Il tire aussi sa grandeur, il ne faut pas craindre de le redire souvent, de la li-

gnée de nos hommes publics qui, puisant sans cesse dans leur religion une volonté et une énergie toujours nouvelles, combattirent sur la scène parlementaire et tâchèrent à sauver du désastre le petit peuple confié à leur sollicitude.

Cette nécessité de défense, ce besoin de résistance, orientèrent nos gens vers les domaines d'action qui, aujourd'hui, ne suffisent pas à la vie d'une nation. Ce furent le sacerdoce, les professions, la politique.

Aujourd'hui, sans que le matérialisme s'empare de nous, sans que le pragmatisme amenuise nos forces vives, il faut tout de même, si nous ne voulons pas être laissés en arrière dans la course vers le progrès, ramener les intelligences et les esprits à la considération des problèmes économiques.

A ceux qui craindraient que l'acceptation de ce devoir nouveau puisse diminuer ou même faire disparaître l'idéal que notre origine nous dicte, je répondrai : *Regardez la France*. Voilà bien un pays d'idéalistes, d'intellectuels, et pourtant il donne au monde le spectacle d'un développement économique rationnel et raisonné, qui ne dédaigne pas la fortune et ne laisse pas passer la richesse sans en prendre sa part.

D'ailleurs, cent soixante-douze années de magnifique résistance, de splendide abnégation, ne suffiraient-elles pas à nous prouver à nous-mêmes, au

tant que le passé est le garant de l'avenir, que longtemps encore nous continuerons à caresser l'idéal qui orienta nos destinées et assura notre survivance ?

La préoccupation de notre avenir économique s'est manifestée à diverses périodes de notre histoire. Maintes fois, nos hommes publics se sont attristés de ce qu'on ne semblait pas apporter dans le domaine matériel la même constance que dans le domaine de l'esprit.

Je ne crois pas que nous ayons le droit d'adresser au passé le moindre reproche. Notre vie était alors guidée par les nécessités du temps. Nous avions à lutter, à résister, et notre résistance devenait l'élément essentiel de notre existence.

Notre passé, un mot le résume : c'est celui de ce grand colonisateur, le curé Labelle : "*Emparons-nous du sol*". Pour lui et pour ceux qui sont venus avant nous, ce sol n'était rien d'autre que la terre sur laquelle s'installe le colon pour devenir cultivateur, y établir sa famille et, avec l'excédent de sa production, alimenter les centres urbains.

A cette époque, l'exploitation du sol se bornait à l'agriculture. Nos ressources naturelles : mines, forêts, forces hydrauliques, tout ce qui alimente les grandes industries, nous laissaient à peu près indifférents.

Aujourd'hui, on entend quelquefois exprimer le

reproche que ces richesses soient exploitées par nos compatriotes anglais et souvent par des étrangers, et soient même devenues leur propriété. C'est un fait, mais il ne faut pas oublier que toutes ces richesses attendaient depuis longtemps la main de l'homme pour être transformées.

Certes, nous étions, au pays du Québec, les premiers. Nous aurions pu, peut-être aurions-nous dû, nous en emparer, mais les capitaux nous manquaient.

Dans ce désintéressement à l'égard du progrès économique de notre province, n'y a-t-il pas lieu de voir le résultat d'une éducation que nul ne peut blâmer, car pour la juger, il faut se placer au temps où elle était dispensée.

La nécessité de défense, de résistance, motiva l'enseignement et l'orientation qui furent donnés à notre peuple. Il fallait alors comme aujourd'hui sans doute, susciter des vocations religieuses; c'était un devoir inéluctable, puisqu'il importait souverainement de prodiguer à nos gens les consolations d'une religion qui relevait leur courage. Ne fallait-il pas créer des institutions d'enseignement où les nôtres iraient puiser l'instruction nécessaire à notre vie nationale ?

Cette nécessité des vocations religieuses amena la fondation de ces séminaires où nos jeunes reçurent et reçoivent encore une instruction qui les

achemine vers le sacerdoce. Admis à la prêtrise, ces hommes se dirigèrent tantôt vers nos paroisses de ville ou de campagne où ils devinrent les guides de la vie morale et religieuse de notre peuple, tantôt vers les maisons d'enseignement où, continuant l'œuvre éducatrice, ils tâchèrent de donner aux enfants une formation qui en fit de bons et utiles citoyens.

Mais plusieurs jeunes hommes de chez nous, dépourvus d'une vocation religieuse, se dirigeaient, au sortir de ces maisons d'enseignement, vers les professions libérales; ils devenaient avocats, médecins, notaires. Immédiatement leur formation intellectuelle faisait d'eux les chefs de file laïques de ceux qui cherchaient une direction.

C'est ainsi que la profession porta ses membres à la tribune publique, puis au parlement. Les luttes de l'époque exigeaient la présence de ces hommes dans la politique, car c'est là que se jouait le sort de notre petit peuple.

Cette orientation, résultat d'une nécessité nationale, nous a permis d'étaler devant notre pays toute une pléiade d'hommes dont la minorité que nous sommes a le droit d'être fière.

La résistance politique pour assurer la survivance retenait à ce point l'attention des hommes de chez nous, qu'ils n'eurent guère le temps de

penser au développement de notre puissance économique.

Pendant que d'autres, dès le début du dix-neuvième siècle, songeaient à acquérir la richesse, les nôtres étaient moins convaincus de son utilité; le principal souci de nos chefs était d'assurer à ceux qu'ils dirigeaient une vie nationale tranquille, calme, le maintien de leurs droits et l'exercice de leurs libertés. Songeant aussi à ce qu'était alors notre population paysanne, ces chefs s'accrochaient à la terre; ils ne pensaient qu'à elle et n'agissaient que pour elle. Elle était une source de vie, et c'est pour elle qu'ils luttaient. Enraciné dans le sol du Québec, le paysan voulait lui conserver les charmes et les traits imprimés par les premiers défricheurs, les pionniers et les colons.

* * *

Ce désir, cette volonté sont le reflet de toute une époque, et jamais nous ne répéterons trop souvent aux jeunes générations que l'union de ces forces vives que furent l'idée religieuse et l'idée nationale, ouvrant les routes qui mènent au sacerdoce ou vers la profession, a été le salut d'hier. Les directives de demain, il faut les puiser dans l'étude de ce passé splendide, sans toutefois négliger les nécessités du présent. Il faut accepter comme condition de vie la préparation de l'influence du groupe canadien-français dans le domaine économique.

Le monde, depuis cinquante ans, a largement évolué et partout la nécessité d'une industrialisation rationnelle et raisonnée s'est imposée à la considération de ceux qui avaient mission de conduire les peuples et les nations. Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? Le cadre de cette étude ne permet pas la discussion de ce problème si complexe qui rend soucieux maints économistes.

Une certitude reste acquise : au milieu des peuples entreprenants qui nous entourent, dans un pays où des mentalités diverses s'agitent, Québec ne doit pas rester en arrière, et, armé de son seul passé, croire qu'il peut sans danger affronter l'avenir.

Il lui a fallu, comme ses voisins, accepter le principe et la doctrine de l'industrialisation. Ah ! certes, il ne fut pas lent à constater, lui aussi, que cette tendance moderne apportait avec elle des problèmes. Le plus important pour nous a sans doute été l'exode d'un grand nombre de ruraux vers les centres industriels. Y a-t-il lieu d'en être surpris ? Non, puisque, avant même la mise en œuvre de l'industrie telle qu'on la conçoit aujourd'hui, Bernard Palissy, au seizième siècle, notait le même fait en France.

Et dans un livre assez récent, de très haute portée, Jean Yole, parlant du malaise paysan comme peut le faire un médecin de campagne qui a les con-

fidences de toute une génération en France, écrivait ce qui suit :

“L'activité paysanne s'est tracé un cadre approprié à ses ressources, et ce cadre, chez nous, c'est la métairie. Ce n'est pas la fantaisie qui a combiné cet assemblage de champs, mêlé dans un bel équilibre les courbes et les coteaux, les prés et les labours, mais les sages leçons de lointaines expériences. Ce n'est pas le hasard qui en a décidé la grandeur ni maintenu les limites; l'étendue de chaque exploitation a eu au début, pour mesure, le labeur d'une famille, la haie de clôture s'est dressée au bout de son effort.”

N'est-ce pas l'affirmation que l'unité familiale est la base même de l'exploitation du sol ? Lorsque se dispersent les éléments qui composent la famille, lorsque les fils, attirés vers les centres industriels, brisent les liens qui les nouaient à la terre paternelle en se dirigeant vers l'usine, lorsque les filles quittent la campagne et vont, elles aussi, chercher dans les centres urbains le travail quotidien et sa rémunération, alors se rompt cette unité familiale, élément nécessaire à la continuité de l'œuvre agricole.

Est-il besoin de dire que le travail mercenaire ne peut remplacer, à la ferme, le travail des éléments qui composent la famille ? Souvent, les enfants partis, l'ennui s'empare des parents; par-

fois aussi leur curiosité est piquée par les récits des douceurs apparentes de la vie urbaine. Alors les vieux vendent la terre ou l'abandonnent sans occupants et viennent grossir le nombre des déracinés.

Je crois que c'est un devoir qui s'impose à notre sentiment national raisonné de tâcher à conserver au sol de notre province les bras qui lui sont nécessaires. Or l'attachement au sol est le résultat de longues traditions locales qui doivent être respectées par l'enseignement de l'école, si nous voulons qu'il dure.

L'école a été, est et demeurera, si on lui fait jouer son rôle véritable, l'agent de recrutement essentiel des ouvriers de la terre. Elle le demeurera à la condition que les futurs paysans, imbus des traditions qui alimentent la vie de notre peuple, y puisent sans cesse et sans trêve les éléments constitutifs d'un esprit agricole et terrien.

Sur ce point essentiel, tâchons de dégager une conclusion. Qu'il suffise d'affirmer que l'école de campagne doit être, vérité de La Palisse, *une école de campagne*, c'est-à-dire que le professeur qui y enseigne, que l'institutrice qui communique aux enfants les notions élémentaires du savoir, doivent comprendre eux-mêmes le rôle admirable que joue chez nous et que doit continuer à jouer l'agriculteur.

Outre son rôle essentiel au maintien d'une tradition, il faut que l'ouvrier des campagnes continue à fournir à l'ouvrier des villes les produits de la terre indispensables à la vie familiale de celui-ci. C'est donc affirmer que, dans une province comme la nôtre, le rôle que doit remplir l'agriculteur dans l'agencement des forces économiques et nationales est immense.

Voilà pourquoi la création des centres industriels, surtout des centres à industries variées, ne devrait pas nous alarmer. J'ai dit industries variées. Les crises à travers le monde semblent être périodiques, et à toute époque, l'on a vu dans presque tous les pays du monde certaines industries périliter.

Évidemment, nulle de ces crises ne peut être comparée à celle que le monde traverse aujourd'hui alors que toutes les industries sont touchées à la fois.

Par ailleurs, l'industrialisation dont le monde reconnaît la nécessité et qui pose des problèmes dont j'ai tenté d'esquisser le plus important pour nous, peut assurer à notre province, dans le domaine économique et par là-même dans le domaine national, une influence qu'elle n'a pas aujourd'hui.

Au lendemain de la guerre, un Français de haute culture s'émouvant des maux dont avait souffert sa patrie, disait d'elle : "*Si la France veut conti-*

nuer de vivre, il faut qu'elle grandisse''.

Si cela est vrai de la France où tant de générations ont passé, accumulant une prodigieuse moisson dans les hautes sphères de l'intellectualité, n'est-ce pas davantage d'un petit peuple qui n'aspire qu'à prendre sa place dans le Dominion canadien, et qui a besoin de grandir pour vivre ?

Pour réaliser ces vœux, ce ne sont pas des mots qu'il faut, mais des actes, et les peuples comme les individus sont bien près de décliner lorsque, se laissant bercer par les souvenirs du passé, si glorieux soient-ils, ils commencent à se croire en sécurité et résistent au besoin de préparer l'avenir.

S'il est vrai de dire que des peuples plus vieux que le nôtre, possédant plus d'expérience parce qu'ayant plus longuement vécu, acceptent comme un besoin du présent la création de l'industrie, avons-nous le droit de continuer notre marche sans nous arrêter à ce problème ?

Loin de moi le désir de bouleverser l'ordre scolaire existant; loin de moi le désir de voir nos jeunes gens abandonner les écoles de haute culture et de formation générale pour se contenter d'être des boutiquiers; loin de moi, je le répète, la pensée de blâmer ce qui s'est fait jusqu'à ce jour. Mais pourquoi, par une orientation sage, éclairée, ne dirigerions-nous pas vers l'industrie, la finance, les grandes entreprises commerciales, une partie de notre élite, pour que demain, affirmant sa compé-

tence devant nos compatriotes anglais, elle s'impose à leur attention et à leur considération ?

Il y a cinquante ou soixante ans, malgré la direction donnée à notre éducation, plusieurs des nôtres s'affirmaient dans le domaine économique. Nous avions de grandes entreprises entre nos mains, nous dirigions des commerces importants, et certaines industries portaient des noms canadiens-français. Aujourd'hui, il est pénible de constater que, faute de constance et de persévérance, trop de ces entreprises ont disparu ou ont été vendues.

On pourrait sans doute alléguer que chez les peuples qui n'ont pas la fortune, il est bien plus alléchant pour un individu d'accepter, après dix, quinze ou vingt ans d'efforts, une offre qui lui garantit une vie facile pour son entreprise commerciale ou industrielle, que de continuer à peiner pour la transmettre à ses fils ou à de jeunes compatriotes.

La pénurie de nos gens est cause de leur hésitation à placer leurs maigres capitaux dans des affaires financières ou industrielles. La grande fortune existe chez nous pour un bien petit nombre. Dans la majorité des cas, en raison des exigences d'une nombreuse famille et des obligations sociales, le capital doit être immédiatement productif d'intérêts. Conséquemment le placement à revenus lents ne retient pas toujours l'attention des détenteurs de capitaux.

Un homme qui n'est pas de chez nous affirmait tout dernièrement que, dans les dix ans qui vont suivre, le Canada et la province de Québec connaîtront, s'ils le veulent, des heures de prospérité sans précédent. "La crise atteint aujourd'hui les États-Unis beaucoup plus qu'elle n'affecte le Canada. Elle se continuera chez eux. Si le Canada ne laisse pas abattre la valeur de son dollar par l'affaissement du dollar américain, s'il réagit, il peut devenir le point de contact entre l'Europe et l'Asie pour les échanges qui choisiront le territoire canadien comme voie de transit."

De plus, si la génération montante veut se rendre compte de ce que donnera à la province de Québec son effort dans le domaine économique, si elle veut considérer la puissance de l'œuvre qu'elle peut accomplir par une préparation bien définie, elle se constituera dès maintenant l'animatrice d'une puissance nouvelle qui, s'ajoutant à celle que doit nous donner la culture intellectuelle, fera de Québec la province la plus puissante du Dominion.

Que l'on songe que dans le Québec, au point de vue matériel, il reste énormément à faire. Les richesses du sous-sol ont été à peine touchées. La force hydraulique est à peine aménagée. Nous avons une main-d'œuvre égale à celle de nos voisins au point de vue énergie, et supérieure si l'on

se place au point de vue de sa résistance à toutes doctrines subversives pour la société.

Ce sont là avantages immenses pour celui qui, procédant par comparaison, examine la situation des autres pays.

Le jour n'est-il pas venu où nos bacheliers de collèges classiques ne doivent plus regarder le commerce, l'industrie et la finance comme une occupation inférieure à leur culture et à leur formation; le jour n'est-il pas venu où ils doivent comprendre que les œuvres strictement utilitaires peuvent être le reflet d'un idéal, lorsque le sentiment qui les fait accepter est dicté par le désir de servir son pays ou, dans le cas présent, sa province ?

Si je sentais que de parler ainsi aux miens devait diminuer notre tendance à viser les sommets intellectuels, je m'abstiendrais; mais je sais qu'il reste dans notre peuple suffisamment d'attaches à l'idéalisme pour ne pas craindre qu'un pragmatisme décevant et délétère ne s'empare de lui.

Quoi que nous fassions dans notre province, tous nos problèmes, toutes nos questions nationales et autres reviennent toujours à un point central : l'école.

Serait-ce vraiment trop demander aux Canadiens français désireux de seconder les efforts de ceux qui ne cherchent qu'à assurer la vie de leur

peuple, de consentir à reconnaître qu'en effet les temps sont changés. Et même s'il faut faire le sacrifice de certains rêves longtemps nourris, n'hésitons pas si ce sacrifice nous épargne de n'être que des ilotes parmi les peuples entreprenants qui nous entourent.

Je crois à la nécessité de la fortune. Je crois à la nécessité de l'argent, parce qu'il nous permettra d'accomplir les grandes œuvres que notre destinée nous impose sur ce continent.

Cette mission, nous ne la remplirons qu'à la condition de mettre au service de l'œuvre matérielle les vertus qui nous ont permis, dans le domaine national, d'exister, de demeurer et de vivre : *initiative, persévérance et solidarité.*

Il faudra de plus entraîner nos jeunes à la ténacité, faire d'eux des hommes qu'un premier insuccès ne dérouté pas, qu'un échec ne décourage pas, qu'une réalisation lente ne désespère pas. Le succès en affaires, le succès dans la profession, le succès en toutes choses, s'obtient à force de volonté, d'énergie, de constance.

Ce n'est pas le talent qui manque chez nous. Parfois je me demande si notre trop grande facilité ne diminue pas la fièvre du travail qui dévore les hommes de certains autres pays. Ce talent ne nous porte-t-il pas à nous contenter de l'à peu près et du

superficiel ? *Le travail qui compte et qui donne à l'homme qui se l'impose le plus grand rendement de l'effort, c'est le travail ardu et pénible.*

Je demeure convaincu que, issus d'un peuple pour qui le travail est une joie, qui a toujours cherché le succès dans l'effort, qui s'est toujours imposé au monde par son esprit créateur et inventif, qui, à toutes les époques de sa vie politique et nationale, a su trouver dans les couches profondes de ses classes sociales des chefs pour les diriger et souvent les sauver, les Canadiens français du XX^{ème} siècle, comme ceux des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, accepteront le travail comme base de vie, l'effort comme source de permanence. Ils iront de l'avant sans se laisser rebuter ou décourager par les obstacles de la route, afin que ce vingtième siècle, siècle du Canada, a-t-on dit, soit aussi celui de la province de Québec.

L'avenir, mot fait d'espoir et de crainte, d'ambition et d'hésitation, d'aspiration et d'inquiétude ! Pourtant, c'est le devoir des peuples, du nôtre tout particulièrement, de dominer l'avenir et non pas de se laisser dominer par lui.

Si nous réalisons ce vœu sincère que nous avons tous au fond du cœur, nous pourrons voir, très prochainement, une population agrandie intellectuellement et économiquement qui gardera à travers la bousculade des années, un attachement solide, sin-

cère, à ce qui a été la raison de sa force dans le passé, de sa joie dans le présent et sera, dans l'avenir, source de son bonheur.

Nous aurons de plus offert au monde le très beau spectacle d'un petit peuple qui a su triompher, bien qu'à certains moments des adversaires puissants crussent le voir défaillir. Nous constituerons le vivant et permanent témoignage, avec un autre pays, la Pologne, d'avoir, à travers les siècles, gardé notre caractère ethnique et spécial, par notre refus d'abdiquer, par la concentration de notre vie nationale dans la vie familiale et paroissiale, afin de devenir une unité dans le monde.

Nous aurons même fait davantage, pourvu que chez nous, pendant longtemps encore, la Canadienne, obéissant gracieusement à son devoir, consente à donner à sa patrie des fils nombreux, pourvu que l'homme de la campagne et celui de la ville continuent à avoir confiance en eux-mêmes et dans leur destinée nationale.

Sans nous perdre dans un dédale de chiffres, sans chercher à déchirer le voile de l'avenir, nous pouvons nous demander: combien serons-nous dans cent ans à parler français? Certes, si nous progressions dans la proportion où nous l'avons fait depuis trois siècles, le chiffre serait énorme. Mais tenons compte des contingences et admettons que pendant cent ans notre vie se déroule normalement

vers le but que nous lui indiquons. Serait-il exagérer de prévoir l'existence de vingt-cinq, trente ou trente-cinq millions de Canadiens français ?

Quelle importance aurait alors ce groupement français en Amérique, qui atteindrait presque, semble-t-il, le chiffre total de la population de la France actuelle ! Quel rôle ne jouerait-il pas avec l'ancienne mère patrie, comme avec l'Angleterre !

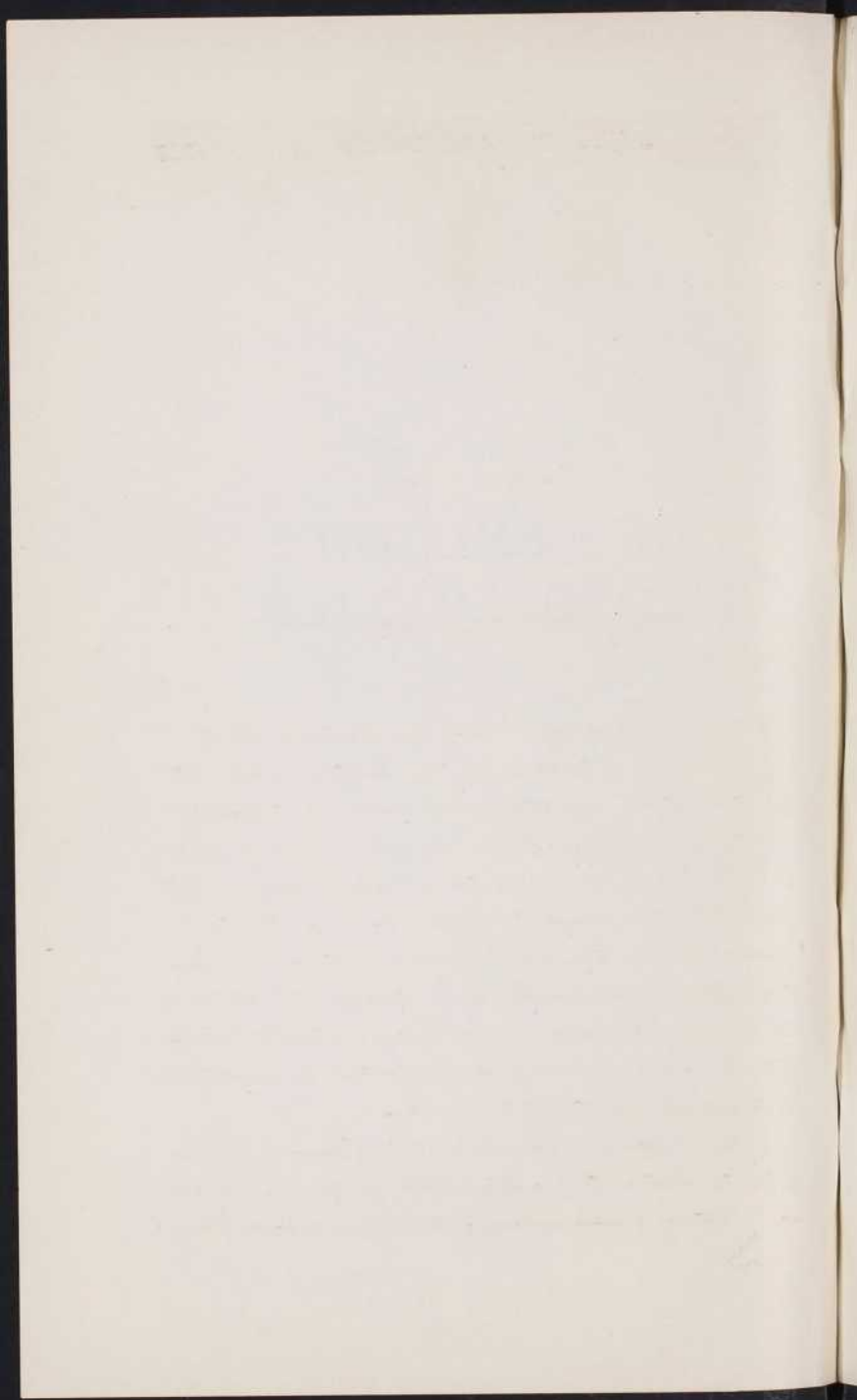
Oh ! certes, je sais que cet échafaudage d'ambitions, à un siècle de distance, paraîtra pour plusieurs un rêve, peut-être même une illusion. Que sera alors la France ? Que sera devenue l'Angleterre ? Pour l'individu, cent années paraissent un laps de temps énorme; mais qu'est-ce qu'un siècle dans la vie d'un peuple ?

Ceux-là qui vivront à cette époque et qui liront dans l'Histoire nos inquiétudes d'hier, nos anxiétés d'aujourd'hui, répétant notre geste devant les ancêtres, s'inclineront devant ce que nous serons pour eux : *des pionniers, des précurseurs.*



Troisième partie :

DES ÉNERGIES
CONQUÉRANTES





Chapitre premier

UNE JEUNESSE PRÉPARÉE

J'AIME cette terre cuite où Maurice Favre a exprimé la mélancolie des ruines. Une femme jeune, au corps évocateur de puissance créatrice, soutenant dans sa main sa tête inclinée, les yeux clos, le visage exprimant une pensée profonde, est assise sur une pierre au milieu de ruines que l'artiste a recouvertes de lierre. Je vois dans cette jeune femme, *ma Province* qui, en face de ruines accumulées sur le vieux continent par la guerre, réfléchit, soucieuse de mettre sa puissance créatrice au service de notre pays.

N'est-il pas vrai que tous nous désirons le progrès, la prospérité, la grandeur de notre Province ? Nous y travaillons, soutenus, non seulement

par la pensée que ce progrès bénéficiera à elle-même, mais aussi par la conviction que l'avancement d'une collectivité comme la nôtre est un gage de développement pour le Canada. En résumé, nous constituons ici un élément tel que le pays tout entier ne peut que profiter de ses succès.

La guerre a partout élargi les horizons; les hommes politiques, les économistes, les historiens, n'ont plus le droit de considérer que les bornes de leur pays, de leur province, sont les limites du monde. Et si cette constatation s'impose, et si vous en adoptez comme moi le principe, demandons aux hommes de chez nous qu'ils l'admettent et le reconnaissent; exigeons d'eux qu'ils l'appliquent.

Partout où vit un peuple, partout où s'agite et s'émeut une âme nationale, un besoin intense se fait sentir, que tous reconnaissent tant il est impérieux : celui de la réfection des forces nécessaires à la préparation de l'avenir.

Si, même dans les plus vieux pays de l'Europe, cette nécessité s'impose à l'esprit des penseurs, que doit-elle être dans un jeune pays comme le nôtre où l'expérience personnelle se dessine à peine ?

Des pays qui, pendant des siècles, ont été cités au monde comme des modèles de systématisation, tels la France et l'Angleterre, en sont aujourd'hui rendus à vouloir non seulement la réorganisation des forces sur lesquelles repose leur avenir écono-

mique, mais même la révision des principes qui sont à la base de leur régime politique et national. (Et j'omets, pour l'instant, de parler des méthodes d'enseignement.)

Étant donnés ces exemples, avons-nous le droit, nous, d'ignorer l'expérience de ceux qui ont vieilli et de refuser d'en faire notre profit ?

Soyons satisfaits, cependant. La guerre était à peine déchaînée que déjà notre jeunesse, éclairée par les enseignements de l'histoire qui s'écrivait là-bas sur les champs de bataille, *réfléchissait*. Sentant en elle sa puissance créatrice, elle envisageait l'avenir comme il faut l'envisager, c'est-à-dire non plus seulement avec son cœur, mais avec les lumières de la raison et la perspicacité de son jugement. Dès ce moment, avec un élan de patriotisme au moins égal à celui dont le passé nous a laissé les preuves, elle a *compris*. Elle a prévu avec une courageuse lucidité qu'une race dont on ne prépare pas l'avenir en lui donnant pour assises la fortune — cela surtout en un pays où vit un groupe homogène puissant par son génie commercial — est condamnée à une infériorité absolue. Et elle a senti, avec un saisissement douloureux, combien sa génération serait menacée !

Mais notre jeunesse ne veut pas, demain, être à plaindre ! On la voit, — et c'est un beau spectacle, — se diriger maintenant vers l'avenir avec une

résolution et une ardeur chargées de confiance dans la victoire.

Elle a reconnu, et elle veut qu'on reconnaisse avec elle que la fortune nationale est la base essentielle de notre influence de demain.

L'attrait qu'offre à la jeunesse le commerce, la haute finance, l'étude des problèmes économiques, les carrières industrielles ou administratives, tout cela est cause que des *énergies nouvelles* surgissent qui feront désormais graviter les compétences nécessaires autour de l'axe de nos aspirations nationales.

Grâce à ces énergies nouvelles, on s'étonnera maintenant de trouver chez nous le génie d'organisation qui semblait nous manquer; et de belles et vastes initiatives mettront en valeur les ressources immenses dont la nature a comblé notre province.

En effet, où que s'arrête notre regard, la fortune lui sourit . . . soit qu'elle lui apparaisse dans le bouillonnement de nos chutes ou dans la majesté de nos forêts, soit qu'elle se manifeste dans la fertilité de nos champs ou dans les richesses de leur sous-sol.

Ces ressources naturelles attendent des énergies nouvelles qui, les exploitant et les mettant en valeur, créeront de la fortune nationale.

Il faut, pour cela, des hommes d'organisation,

des hommes d'initiative qui, par leur compétence, sauront empêcher que ces richesses inexploitées restent, dans l'avenir, le témoignage d'une déplorable erreur.

N'est-il pas juste, au moment où ces énergies nouvelles sont requises et, heureusement, se dessinent, de constater que c'est à la jeunesse qu'incombe le devoir de les fournir, et que c'est à elle aussi qu'il appartient de s'élever à la hauteur de ce devoir ?

Et cette constatation n'est pas une injure, me semble-t-il, pour les hommes qui ont vieilli. Ils ont accompli la tâche que leur époque exigeait. Mais aujourd'hui que nous regardons l'aube et que nous préparons l'avenir, n'est-il pas logique de demander aux jeunes l'effort nouveau ?

Il ne s'agit nullement de détruire l'œuvre du passé. Il ne s'agit pas de démolir pour reconstruire. Il ne s'agit pas de réformer, de changer, de modifier l'esprit d'hier. Il s'agit plutôt de s'en inspirer pour orienter l'avenir en utilisant l'expérience acquise en vue d'améliorer nos méthodes d'action.

Dans tous les pays, où il faut reconstruire matériellement ou moralement la Patrie, c'est vers la jeunesse qu'on se tourne, spontanément, vers la jeunesse qui est plus que jamais l'avenir, la vie ! Sans elle, en effet, sans son effort, sa volonté que

les chocs de la vie n'ont pas encore abattue ou diminuée, certains peuples que l'on voit accablés physiquement ou pécuniairement, ne pourraient répondre à la résurrection que l'humanité exige d'eux.

Heureusement que la jeunesse a su, dès le lendemain de la guerre, alourdir son front de pensées d'avenir, et qu'elle a eu aussi la force d'accepter la part de responsabilité que l'avenir lui réserve.

L. Desclos-Auricoste, s'adressant à la jeunesse française, dans un article récent, lui lance le cri qui devra être celui de toutes les nations décidées à s'affirmer : "Ce sont les jeunes qui rebâtiront!"

Nous vivons à une époque où le moindre recul devant l'effort, la moindre inclination à l'oisiveté, le moindre manquement à profiter des circonstances peuvent être causes d'insuccès nationaux.

En revanche, le moindre effort individuel prendra une valeur que dans le passé on ne comprenait peut-être pas. Toute organisation à base de jeunesse a plus que jamais le sceau de la durée. Aujourd'hui, on comprend le mot du docteur Kiorschensteiner : *Vivere est militiae* auquel j'attribue un sens différent : "Que la lutte est l'état de choses naturel pour les individus comme pour les collectivités".

A l'époque où le docteur allemand posait cet axiome, c'était évidemment la guerre qu'il pré-

voyait. Cette parole date de 1911; et son auteur venait alors de publier un volume qui sert aujourd'hui de modèle aux réformateurs, en Angleterre.

Même si nous poussions notre désir de paix universelle jusqu'à croire à l'utopie que les guerres entre nations sont finies, qui de nous ne continuerait à croire que la lutte entre les individus comme entre les collectivités est l'état de choses naturel ?

Le terrain de la lutte a changé. Les tranchées où, au nom de la justice ou du devoir, à l'appel du droit ou de la patrie, on s'égorgeait hier, sont comblées. Mais la tranchée que creuse entre les peuples l'ambition de dominer sur un terrain quelconque, existe encore et n'est pas près, celle-là, d'être comblée.

Chez nous, nous le savons trop hélas ! des abîmes ont été creusés entre les deux peuples qu'une bonne volonté nouvelle, à laquelle nous demanderons bientôt des preuves, tente aujourd'hui de faire disparaître. *To bridge the chasm*. Nous faisons allusion, ici, à l'héritier du trône d'Angleterre et à la sagesse du politique averti qui lui faisait affirmer, dans une réunion mémorable, que le *fair play* britannique, source de la puissance anglaise, pouvait seul désormais assurer la puissance canadienne, en lui garantissant, selon son expression : "*Freedom of speech, freedom of language, and mutual respect*".

Faisons de nouveau confiance à l'autorité du trône impérial, comptons que la semence n'est pas tombée en terre inculte et souhaitons que nos compatriotes anglais se contentent pour l'avenir de la lutte loyale, sincère, que nous avons décidé de leur offrir sur le terrain économique.

Mais cette lutte que nous avons le devoir d'engager, il faut la *préparer*.

Le temps est venu, et nous l'avons compris, de concevoir que sans cette lutte, notre action si fière, si méritoire, si patriotique soit-elle, ne peut être la source d'aucune influence réelle. La richesse seule pourra nous mettre en concurrence immédiate, avec nos compatriotes anglais dans les domaines où s'exerce depuis des années le génie de leur race, et nous assurer l'influence sans laquelle notre rôle ne pourra être que secondaire.

"Peuple de boutiquiers !" disait Napoléon en parlant de la race anglo-saxonne. "Peuple de mercantis !" disait-on en France avant la guerre. Peuple, pourtant, dont l'industrie a sauvé le monde, dira l'histoire !

En effet, accordons à l'Angleterre au moins la même loyauté qu'on lui accorde aujourd'hui en France, et reconnaissons que sans la marine anglaise, sans le commerce, l'industrie de l'Empire, c'en était fait de la France dans la dernière guerre.

Oh ! certes, elle eût disparu dans un splendide

geste d'enthousiasme et dans l'étincellement d'une gloire sans égale, mais victime, toutefois, d'une Allemagne industrielle qui s'était si bien préparée que, même vaincue, et malgré l'écroulement de son trône, elle demeure encore vingt ans en avant de maints pays par son organisation économique.

La nécessité d'une action commerciale, industrielle, continue et persévérante, est aujourd'hui à ce point absolue que sans elle un peuple se condamne à disparaître.

Aussi faut-il, en dépit de nos préjugés idéalistes contre le commerce, la finance et l'industrie, faire comprendre à notre peuple qu'il fait fausse route.

* * *

C'est dans le monde entier, aujourd'hui, l'époque de l'examen de conscience nationale.

Nous avons fait le nôtre; nous nous sommes inclinés devant notre passé. Mais avons-nous eu le courage de nous poser cette question : Que nous a donné, au point de vue de l'influence canadienne non seulement dans cette province, mais dans ce qui plus que jamais doit constituer toute la patrie, le Canada, que nous a donné, dis-je, l'idéal qui nous a nourris dans le passé ?

La fortune ? — Non ! Le respect ? — Non ! La paix, l'harmonie, la conciliation ? Notre conscience, si nous voulons la laisser parler, répondra encore : Non !

Ce n'est pas la faillite des luttes du passé que je proclame; c'est simplement le manque d'affirmation de notre force nationale sur un terrain où nécessairement aujourd'hui nous devons la diriger avec l'appui de capitaux qui autrefois nous manquaient.

N'oublions pas que nous sommes, dans ce pays, les plus anciens, que nous avons fait toutes les démarches en vue de rétablir la paix et d'assurer l'harmonie. Sans abandonner la moindre parcelle de nos droits, et décidés à les affirmer par tous les moyens que la constitution met à notre disposition, nous essaierons par une concurrence loyale, constante et tenace dans le domaine pratique, d'accroître, pour obtenir une plus parfaite harmonie et une paix plus profitable, l'admiration d'un peuple qui aime la richesse.

Je suis convaincu que la jeunesse n'hésitera pas à entreprendre cette tâche, si elle conçoit que son accomplissement ne doit pas nécessairement faire disparaître, de son esprit et de son âme, notre idéal traditionnel.

Sa marque d'origine latine et française empêchera d'ailleurs qu'elle se laisse gagner par un matérialisme déprimant. Elle se satisfera à la pensée que répondre, au nom du devoir national, à l'appel

de l'effort économique est une nécessité, une obligation.

Elle nous demandera, et elle a le droit de nous demander, au moment où nous la chargeons d'assurer notre richesse nationale, l'arme nécessaire, arme sans laquelle son effort, si puissant soit-il, serait inutile : et cette arme, c'est une connaissance parfaite de la langue anglaise.

Je me rappelle avec peine la remarque d'un dignitaire de notre province qui affirmait ne pas aimer à entendre un Canadien français faire usage de l'anglais avec une telle facilité que l'on pouvait confondre son origine nationale. Je prétends, au contraire, que, fiers d'avoir possédé et de posséder encore de profonds patriotes qui ont fait l'émerveillement de nos concitoyens anglais en parlant leur langue mieux qu'eux, nous ne pouvons que désirer les voir devenir plus nombreux encore dans l'avenir.

A l'occasion, nous réclamons les droits de la langue française partout où elle est parlée, et, pour notre province, nous revendiquons l'honneur de fournir l'exemple de la supériorité du bilinguisme. Alors, n'hésitons pas ! Au nom même de nos revendications nationales, faisons en sorte que la jeunesse de demain possède également bien les deux langues. Là repose aujourd'hui notre force; demain, ce sera notre puissance !

Dans nos collèges commerciaux, on a le souci d'outiller pour l'avenir les jeunes gens par une connaissance assez approfondie de la langue de la majorité.

Mais peut-on vraiment en dire autant de nos institutions secondaires ?

Est-ce à cause du surcroît d'études ? Est-ce dû au défaut de professeurs suffisamment préparés ? Il reste que l'on accorde vraiment trop peu de temps à cette étude et qu'on ne la fait pas toujours de façon assez sérieuse.

On me dira : "Qu'ont à faire ici les collèges classiques ?" — Beaucoup ! du moins je le crois.

Si nous consultons la liste des élèves inscrits aux Hautes Études, c'est-à-dire à l'école destinée à fournir au commerce, à l'industrie, à la finance, des compétences, que trouvons-nous ? On note les noms de nombreux bacheliers sortis de nos collèges classiques.

A Oka, où nos futurs agriculteurs modernes étudient les méthodes les plus nouvelles et les plus rationnelles pour la culture du sol, on relève les noms d'une trentaine de bacheliers venant de tous les collèges classiques de notre province, et d'une vingtaine d'élèves dont les études classiques ne sont pas terminées.

Cela prouve que nombre de nos jeunes gens à la sortie des collèges classiques, ne craignent plus

comme leurs aînés le commerce, l'industrie, l'agriculture ou les sciences appliquées. Et demain, nous les retrouverons sur un terrain où ils seront tous les jours en concurrence immédiate avec nos compatriotes anglais.

Que les temps sont changés ! Mais ne nous en plaignons pas si nous considérons qu'autrefois l'élève, sortant diplômé d'un collège où il avait reçu une formation classique, ne songeait qu'à l'exercice d'une profession libérale.

Cette mentalité nouvelle qui se crée, cette énergie nouvelle qui s'éveille permettront avant longtemps aux nôtres de rivaliser, soutenus par une émulation que nous devons encore intensifier, avec l'élément anglo-saxon.

Devant ces faits, n'est-il pas juste d'exiger un meilleur enseignement de la langue anglaise, pour que le jeune homme, à la fin de ses études, puisse embrasser la carrière qui l'attire avec l'espoir d'être l'égal de ceux avec qui il entrera en concurrence.

La culture générale, je l'admets, est nécessaire pour former des compétences, mais subirait-elle une déchéance en répondant aux besoins nouveaux, c'est-à-dire en préparant la jeunesse à la lutte qui s'offre à l'humanité entière : la lutte industrielle et commerciale ?

Que l'on n'entende pas, par cela, que nous donnions raison aux réformateurs qui, il y a quelques années, allaient jusqu'à souhaiter la disparition de l'enseignement classique. Mais, ne devient-il pas urgent de compléter l'étude des sciences abstraites, par l'étude des sciences pratiques et appliquées, et la connaissance des langues mortes, nécessaires pour exercer le cerveau à la gymnastique de la pensée et de la réflexion, par l'étude des langues vivantes ? Qui hésiterait à reconnaître qu'un jeune Canadien français, possédant les éléments nécessaires de ces sciences d'application, et maître des deux langues officielles au pays, pourra, sur un terrain où il n'a pas encore tenté fortune, devenir rapidement l'égal de ses concurrents anglo-canadiens ?

* * *

De même que le génie de la France demeure encore le foyer vivifiant de la pensée, de la science et de l'art dans le monde, de même l'îlot français en Amérique doit rester l'étincelle de ce génie dont elle s'est détachée. Qu'il soit le centre de l'activité intellectuelle, très bien; mais il faut aussi, quoi qu'on puisse dire, qu'il devienne un centre d'activité matérielle.

Notre survivance dépend du degré de supériorité que nous pourrions affirmer et démontrer, et à une époque où la science pratique assure son em-

prise sur l'univers, cette supériorité, si on peut dire, requiert une armature parfaite si nous ne voulons pas être frappés au point faible de notre cuirasse.

La tâche pourra paraître immense. Mais pour ceux-là qui, pendant cinquante ans, ont pétri le cerveau de notre jeunesse et lui ont donné sa vie intellectuelle, qu'est-ce qu'un effort nouveau pour donner au peuple l'élément de force indispensable pour lui faire servir la patrie commune par les moyens les plus propres à assurer demain sa survivance ?

Au point de vue purement matériel, cette direction donnée aux hommes qui auront reçu une formation supérieure leur permettra de jouer dans l'industrie, le rôle de médiateur, et de mieux trouver les solutions qui pourront adoucir le heurt que nous constatons aujourd'hui entre le capital et le travail. Ceux-là qui dirigent aujourd'hui l'industrie, le commerce, la finance, ont-ils toujours la formation qui convient pour parler aux ouvriers le langage qu'ils comprennent ?

Ceux à qui la Providence a fait don d'une facilité de pensée et d'expression, devront se pencher sur le travailleur, étudier ses besoins, et trouver une solution aux problèmes qui le tourmentent s'ils veulent reconquérir son respect et sa confiance.

Ce résultat, nous l'atteindrons si nous savons di-

riger vers l'industrie et le commerce des hommes à formation solide, des hommes qui auront appris à réfléchir et à agir, des hommes qui connaîtront la psychologie de la foule et qui s'appliqueront à dissiper ses inquiétudes.

Il ne faut pas que notre province connaisse le malaise social qui assiège même certaines parties de notre pays. Il faut, au contraire, que, continuant les traditions de paix et d'harmonie qui ont existé dans le passé entre le capital et le travail, nous nous dirigions maintenant sans crainte vers l'avenir.

* * *

Quoique je l'aie déjà affirmé, je crois nécessaire de le répéter : l'élément français doit trop à la culture générale pour s'orienter aujourd'hui vers une spécialisation exagérée qui diminuerait la puissance qu'il en a tirée jusqu'ici.

Ma pensée se borne à distinguer, entre une culture générale qui, je l'admets, fait les hommes et les trempe au point de vue moral, et celle qui donne les moyens d'atteindre la fin immédiate de tout individu : *Vivre !* c'est-à-dire gagner sa vie.

Il se trouvera peut-être encore quelques théoriciens ou certains bons pédagogues enfermés dans leur tour d'ivoire pour discréditer la richesse matérielle; mais je doute qu'il y ait un homme, quelle

que soit sa haute culture, qui n'admette et ne reconnaisse sa nécessité et sa puissance.

Que l'on dise et que l'on répète qu'elle ne fait pas le bonheur, je l'admets; mais qui n'admettra qu'elle y ajoute en assurant, par exemple, la pérennité des œuvres que créent la charité, la science, la philanthropie et même la religion ? Refuges, laboratoires, hôpitaux, églises leur doivent souvent les ressources qui leur permettent d'agir et de servir.

Certes, loin de moi la pensée d'élever à l'argent un monument, ou de lui dresser un autel. Je n'en veux faire, tout au plus, que le tremplin qui permettra demain à nos hommes de formation générale de s'élever dans la réalité de la vie jusqu'à la réalisation des rêves que la théorie leur aura fait caresser.

De même qu'il faut à l'ouvrier, si maître de son métier soit-il, l'outil nécessaire à l'accomplissement de son travail, de même il faut à l'homme de culture générale des éléments de fortune pour asseoir sur des bases solides son industrie, son commerce.

Les États-Unis ne nous offrent-ils pas l'exemple d'un mode d'édification de mentalité nationale qui évoque celui des Grecs et des Romains ?

Assurer leur puissance matérielle fut, pour nos voisins, un souci constant.

Mais aujourd'hui, quoique rien ne semble chan-

gé, et que l'argent prévaut encore chez eux, on les voit s'orienter vers la culture générale par leurs universités et leurs écoles supérieures.

Qu'il suffise, en résumé, d'affirmer qu'un peuple qui tend à la spécialisation, sans sacrifier la culture générale, et qui outille ses enfants pour la lutte dans le domaine pratique, s'assure une puissance qu'il n'est pas permis de dédaigner : la *fortune nationale* !

* * *

Or, nous avons dès le début considéré sa nécessité comme élément nouveau d'influence chez les nations. Les États-Unis ont commencé par se l'assurer; à nous de comprendre qu'il est grand temps de l'acquérir.

L'aristocratie de l'argent, mise au service des grandes œuvres de l'humanité, est une des plus belles choses qui soient. Grâce à Carnegie, tout un monde lit et s'instruit. La générosité de Rockefeller offre à l'univers, comme bienfaiteur de l'humanité, Carrel. Et demain notre province, grâce à quelques Canadiens français, fera admirer dans notre pays des œuvres que leur générosité aura édifiées et qui feront pardonner des fortunes faites très vite et dont leurs possesseurs ne s'étaient pas encore servis pour se grandir.

Je ne crains pas les effets démoralisateurs qui ont

pu jusqu'ici résulter de la fortune chez d'autres peuples. Nos institutions d'enseignement sauront bien encore inculquer à leurs élèves les notions d'énergie morale et de discipline qui leur permettront de refléter leur mentalité dans le milieu où ils vivront.

Je ne me cache que les routes à parcourir seront difficiles. Car à peine voit-on, à travers la forêt, le sentier tracé par les hardis pionniers du commerce, de l'industrie et de la finance.

Jeunes gens : Regardez ! et si vous ne craignez pas les obstacles du sentier, et si vous vous sentez assez forts, suivez hardiment ces pionniers : votre passage élargira la route et vous ferez tout autant votre devoir que ceux qui, par tempérament ou vocation, s'engageront dans les routes encombrées. Le talent, appuyé sur le travail, finit le plus souvent par obtenir sa revanche.

Ce qui importe, c'est la distribution de nos forces intellectuelles, c'est l'orientation d'un plus grand nombre vers les carrières aujourd'hui inconnues, vers les sentiers à peine tracés.

Si, demain, le mot d'ordre est lancé et suivi, nous aurons alors raison d'affirmer que "L'avenir est à nous !"

L'avenir est ce qu'on le fait, on le prépare parce qu'on lui sacrifie. Sachons lui sacrifier une parcelle de notre orgueilleuse aristocratie intellectuelle,

c'est-à-dire ce sentiment qui nous fait affecter un profond mépris pour tout ce qui est agent de fortune matérielle.

Sachons offrir à l'avenir une génération qui, consciente de sa formation spécialisée, ne craindra pas d'accepter les exigences de la vie industrielle et commerciale.

En un mot, ce sera le travail bien ordonné des divers groupes de notre société qui deviendra notre levier d'Archimède pour soulever notre province et l'élever jusqu'à la hauteur que ses origines et les richesses dont la nature l'a comblée lui font un devoir d'atteindre.

Les manifestations de vie ne peuvent être, chez un individu, uniquement intellectuelles; il faut y ajouter les manifestations de puissance physique.

Il en va de même pour un peuple qui, pour marquer la transition entre son enfance et sa maturité, doit non seulement manifester la vitalité de son esprit prouvant le développement de son cerveau, mais aussi la vigueur de sa vie matérielle affirmant son entière compréhension des réalités économiques.

Les Perses, jadis, ayant juré la destruction d'Athènes, avaient contre elle dirigé leur flotte. Miltiade, de son côté, s'étant rendu jusqu'au rivage, l'avait aperçue longeant sa ville. Or, des marais, séparant son armée de celle des Perses, ren-

daient la rencontre pleine de dangers. Il attendit.

Une semaine se passa, et les Perses n'avaient pas encore attaqué, mais se préparaient avec soin, en comptant sur les marais comme moyens de défense.

Miltiade, irrité de sa longue attente, après avoir constaté que son armée avait l'énergie et la volonté de tout braver, fondit sur ses ennemis, et ce fut la victoire de Marathon ! . . .

Un jour, un homme de chez nous, un chef aussi, celui-là, animé d'une belle confiance et possédant la claire vision de l'avenir en même temps qu'un sincère amour de son pays, se décida, impatient, à *avancer*, sûr que la jeunesse au moins le suivrait.

La lutte, aux premières heures, fut rude; mais sa volonté et son énergie surent vaincre les obstacles, et l'espoir, messager de l'avenir, traversant la province, s'en alla répétant le mot du coureur de Marathon : "Peuple, réjouis-toi ! Nous sommes vainqueurs !"

Et aujourd'hui s'élèvent, dans nos villes réveillées, l'École des Hautes Études Commerciales et nos Écoles techniques, monuments qui attestent la grandeur de cette victoire.



Chapitre deuxième

UN QUÉBEC PUISSANT

LA GUERRE a eu une influence qui s'est fait sentir jusque dans le Québec. Oasis de la pensée française en Amérique, depuis 300 ans, Québec qui, tout le "long de son grand fleuve", s'est toujours battu pour de fortes idées; Québec, ancré dans ses vieilles et saines traditions, qui jusqu'ici avait laissé flotter sa pensée au caprice de sa culture intellectuelle et de son idéal politique, Québec reconnaît tout à coup avec un auteur français : "qu'on ne peut faire crédit aux idées indéfiniment, et, quelque "bienveillance qu'on ait" pour elles, un moment vient où l'on doit leur demander des comptes !"

Nous avons constitué, depuis un siècle et demi,

une entité "inaltérable", dans son fond comme dans sa forme, au point de vue politique. Et politique, ici, ne comprend pas ces questions passagères qui préoccupent un moment le politicien, mais désigne plutôt cette préoccupation plus noble du sort d'un petit peuple, s'accrochant de toute la force de sa résistance au roc de convictions où il appuie sa survivance.

On comprend, aujourd'hui, qu'il n'y a pas seulement le Québec politique, mais que le Québec économique est aussi une "puissance". Il n'est pas exagéré, en effet, de prétendre que nos ressources naturelles sont inégalées.

Le premier élément de la puissance économique d'un peuple, c'est l'inventaire complet et bien compris de ses ressources naturelles. Or, cet inventaire se fait. Il ne manque plus que le concours de compétences en matière industrielle pour atteindre à la fortune nationale.

C'est pourquoi nous saluons en nos industriels et en nos manufacturiers, une force qui assurera à Québec une prospérité unique, grâce à laquelle, demain, tout en conservant ses saines idées, il justifiera encore avec orgueil sa réputation d'être la première des provinces du Dominion.

A la fin d'août 1919, au moment où tous les pays faisaient un examen de conscience national qui consistait surtout en un relevé de la puissance éco-

nomique de chacun, M. Nitti, ancien président du conseil italien, bravant l'impopularité, affirmait que les peuples cherchaient à jouir trop librement et dans une paresse improductive. Et il ajoutait ces mots sévères : "Il y a, en ce moment, entre toutes les classes sociales, une solidarité d'intérêts, et toutes doivent avoir la même directive. Lorsque les terres à blé ne sont pas cultivées par suite de l'égoïsme du propriétaire ou par cause d'excès des prix de la main-d'œuvre, lorsque les mines ne sont pas exploitées, lorsqu'il y a des navires qui ne naviguent pas par la faute des armateurs ou à cause des prétentions des équipages, il s'accomplit une œuvre de destruction". C'est, en somme, poser en doctrine que : "ne pas créer, c'est détruire."

A la suite de M. Nitti, je dis que ne pas chercher à créer, donc à produire, dans le Québec où la nature semble s'être plu à mettre à notre disposition tous les matériaux, ne pas contribuer de toute la force de nos moyens à assurer la stabilité de notre vie économique, c'est être coupable d'une imprévoyance et d'une négligence qui affectent directement l'avenir, c'est détruire un peu de notre puissance économique future.

Certes, nombreux sont les devoirs qui s'imposent aujourd'hui à quiconque veut prévoir, et ne se contente pas de vivre une vie égoïste et superficielle ! Mais, parmi ceux-là, il en est un que nous ne

saurions écarter de notre vision d'avenir : c'est, pour notre province, la nécessité de l'industrialisation.

Je me garde d'ignorer que le Québec est avant tout un champ, qu'il est et restera une province agricole. Aussi m'en voudrais-je de paraître dédaigner l'agriculture, de la mettre au second plan puisqu'elle est encore notre grande source de richesse.

Mais, il nous faut nous mettre au niveau de la nécessité moderne. Et le Québec intellectuel et agricole n'a pas le droit de s'étonner des nécessités nouvelles de l'heure présente quand la France elle-même s'en accommode, et qu'elle admet, avec un économiste audacieux et franc, que pour n'avoir pas compris plus tôt l'erreur de son passé, elle a failli la payer de sa vie nationale.

Je l'ai déjà dit ailleurs, et l'on souffrira peut-être que je le répète ici : un jeune peuple n'a pas le droit de rester sourd aux enseignements qui lui viennent des vieilles nations et de ne pas voir les exemples opportuns qu'elles se chargent de mettre sous ses yeux. Et s'il est une vérité que ces vieilles nations, qu'on voit reprendre courageusement le chemin du progrès économique, manifestent, c'est le besoin moderne de l'industrialisation.

Mais, après avoir tantôt parlé des idées du Québec auxquelles on demande aujourd'hui des comp-

tes, je ne voudrais pas laisser croire qu'elles ont été une entrave à son développement. Bien au contraire !

Ceux qui, depuis longtemps, sont établis chez nous, et qui nous connaissent ou commencent à nous connaître; ceux qui ont gagné de l'argent au milieu de nous ou qui en gagnent avec nous, peuvent nous rendre ce témoignage : l'idéal qui anime notre vie nationale ne nous a pas empêchés de leur accorder le plus loyal appui, le service le plus honnête.

L'attachement à nos origines françaises a-t-il altéré la cordialité de nos relations avec nos compatriotes anglais ? Pendant longtemps, il est vrai, alors que nous nous battions soit pour une idée ou pour un principe, nos voisins, indifférents à ce qui leur semblait une querelle de mots, se battaient eux aussi, mais dans le domaine économique. Et pendant que nous tâchions à créer une mentalité, eux accumulaient l'argent qui leur permet aujourd'hui de contrôler la finance et le commerce canadiens.

Leur superbe, leur indomptable énergie leur a permis, dans un effort merveilleux, de faire rivaliser Toronto et Montréal pour la suprématie financière. Mais ce sont notre saine mentalité, nos irréductibles convictions qui nous ont permis de faire de Montréal la deuxième ville française du monde !

Nous voilà donc égaux ! Eux sont heureux de

leur succès; nous, de notre victoire. Le terrain d'entente est propice; et n'est-ce pas le moment de dire que nous sommes unis, que nous n'aurions jamais dû cesser de l'être ?

Et je dois ajouter que la main-d'œuvre canadienne-française, le modeste ouvrier de nos vieux faubourgs, furent pour beaucoup dans la fortune des vieilles familles anglaises.

Que voulez-vous ? Nous sommes ainsi. Nous sentons irrésistiblement que nous avons une mission que nous devons à nous-mêmes de perpétuer. Et, Dieu merci, l'éducation dont nos compatriotes jouissent et qu'ils accordent à la génération qui monte, en rend la compréhension facile. Notre mission, qui, parmi eux, n'admet pas maintenant qu'elle consiste, dans ce pays anglais, — grâce à la protection du drapeau britannique, grâce à la douceur mais aussi à la fermeté de nos institutions, — à maintenir les traditions et à sauvegarder la langue de cette belle nation : la France, devenue aujourd'hui l'alliée la plus fidèle de leur mère patrie.

Je sais bien que parfois, nos voisins ont cru que nous allions nous perdre dans les nuages de l'idéal. Nous fûmes, peut-être, trop longtemps uniquement idéalistes et nous prîmes, sans doute, plus de temps que nos frères d'adoption à reconnaître la valeur de l'argent. Leurs victoires dans le domaine indus-

triel, commercial et financier n'en furent que plus faciles.

Mais aujourd'hui, rassurés sur ce que nous sommes et bien convaincus que la langue, les traditions, les institutions pour lesquelles nous nous sommes battus ne mourront pas, nous voici debout devant eux, un peu fiers de "n'avoir pas bronché sous l'orage," et prêts à une lutte loyale et constante, que nous leur offrons sur le terrain économique.

Avant la rencontre, Québec leur tend cordialement la main. Qu'ils la touchent! Et que soient honnis et exclus, maintenant, le fanatisme et les préjugés! Assez de luttes de races, de querelles religieuses. Cela nous a fait tant de mal. Sans rien abandonner ni rien sacrifier de nos principes, et prêts à de nouveaux sacrifices pour les défendre, laissons la paix et l'harmonie régner entre nous.

Cette heureuse émulation assurera la grandeur de notre province et de notre pays. En effet, l'expansion industrielle qui en résultera diminuera l'exportation des matières brutes et contribuera à accélérer la production canadienne, source de revenus budgétaires.

Il est bon peut-être de songer, quelquefois, que le budget d'une province ressemble de façon étonnante à celui d'une maison de commerce, et que les déboursés consentis aux améliorations se limitent forcément aux profits des opérations ou aux re-

venus. Or, pourquoi ne pas l'avouer (alors que toutes les maisons de commerce sont aux prises avec le même problème) il faut augmenter les revenus de la province de Québec si son peuple veut qu'elle réponde aux nouvelles obligations de l'époque actuelle.

L'hygiène, les hôpitaux, les asiles, les orphelins, l'assistance et l'instruction publique n'ont pas encore épuisé, Dieu merci ! les trésors de la charité privée. Mais les besoins de toutes ces œuvres sont tellement élargis qu'ils exigent maintenant la plus sérieuse considération de l'État.

Or, ne croit-on pas comme moi que le développement industriel qui permettra d'utiliser davantage sur place la matière première, fournira à la province les revenus sur lesquels elle a non seulement le droit de compter, mais qu'elle a aussi le droit d'escompter ?

C'est donc, je crois, faire œuvre nationale et patriotique que d'exprimer le désir de voir progresser chez nous l'industrie puisqu'elle doit devenir une source de richesse pour le pays.

Mais on dit qu'il est dangereux à cette époque de prêcher le développement de l'industrie à cause de l'acuité du problème ouvrier. Fort de la constatation de M. Daniel Strato . . ., je dis que nous n'avons rien à craindre ici. Cet écrivain, en effet, dans un article récent, notait que le Canada

est actuellement tiraillé entre des entités qui se croient irrémédiablement opposées.

"We have, he declares, *East and West, native-born and foreigners, Labor and Capital, United Farmer and old-time party, free trade and protection, manufacturers and consumers.*" Mais il se hâte d'ajouter que le Québec, par extraordinaire, semble ne pas avoir ces éléments disparates. Du moins, s'il les a, ces éléments se groupent chez lui autour d'une idée, d'un principe pour la protection nécessaire à chacun, et cela au moyen d'une législation sage et éclairée qui, loin de les opposer, les rapprochent.

En effet, comment expliquer que le Québec, province exclusivement agricole jusqu'à ces derniers temps, ait la législation ouvrière la plus complète et la plus moderne ? C'est que ceux-là à qui la direction des affaires fut confiée, surent comprendre qu'il fallait empêcher ici le choc des deux puissants agents de toute activité économique : le capital et le travail.

Un compromis en est résulté, basé sur le respect mutuel, et l'intelligence nette des droits et des devoirs réciproques. Mais d'où vient que, dans le Québec, ce compromis entre le capital et le travail ait paru si naturel, si facile ? Cela, nous le devons à l'école, à la modeste petite école du Québec, autrefois tant décriée. Aujourd'hui comme hier, elle

enseigne et elle enseignera encore demain le respect des croyances, le respect des droits et des obligations, le respect, enfin, de l'autorité.

Mais si l'industrialisation, chez nous, ne peut craindre les troubles sociaux du monde ouvrier, il est un danger qu'elle doit prévenir : la désertion des campagnes. Il faut bien admettre que le drainage de la population rurale vivant dans le voisinage immédiat des villes, est à peu près inévitable.

Il reste que des efforts nouveaux s'imposent pour éviter la généralisation de ce mal.

Le jour où l'on aura trouvé le moyen d'égayer nos villages, on aura plus fait pour retenir la jeunesse sur le sol que tous les discours et les nombreux appels au nom du devoir social. Le jour aussi où le programme de l'école de village comportera un enseignement agricole destiné à faire aimer la terre, la désertion des campagnes sera, en partie, enrayée.

Québec doit garder son caractère de province agricole. Il ne faut jamais ignorer cette nécessité dans la distribution de nos énergies.

Il semble, d'ailleurs, que nous ayons compris cette vérité. C'est pourquoi le heurt qui s'est produit entre ces deux puissances, dans maints pays, a été moins sensible chez nous.

C'est pourquoi, pour conclure, j'ai le droit de prétendre que le Québec est appelé à jouer un nouveau rôle dans le Dominion canadien. Fort de son

homogénéité nationale; fier, à juste titre, de la richesse de ses ressources naturelles; heureux de compter des hommes soucieux d'exploitation industrielle et des ouvriers respectueux de l'harmonie sociale; décidé de livrer à ses voisins une lutte loyale dans le domaine économique, tout en maintenant un équilibre nécessaire entre ses forces agricoles et industrielles, Québec est justifiable de nourrir un nouveau rêve d'avenir, non plus seulement, cette fois, celui de demeurer la plus ancienne province et la plus attachée à ses traditions, mais aussi et surtout, celui de devenir *une puissance* dans la Puissance du Canada.





Chapitre troisième

LA CONFÉDÉRATION

"La grandeur des actions humaines se mesure à l'inspiration qui les fait naître."

IL y a maintenant soixante-sept ans, des hommes dont l'histoire a enregistré les noms réunissaient en des conférences interprovinciales les représentants de toutes les provinces du Canada.

Leur but était de donner au pays une constitution fédérative qui concentrerait les efforts individuels dans un effort commun tendant à son développement, à sa prospérité et à sa grandeur.

Ce projet de confédération avait suscité plus particulièrement dans la Nouvelle-Écosse et dans le Québec, une opposition assez vive et les représentants de ces deux provinces exigeaient qu'avant d'accepter et de sanctionner cette constitution, elle

fût soumise au peuple par voie de référendum.

Je ne crois pas utile d'entrer dans la discussion des raisons qui portèrent Howe, le représentant accrédité de la Nouvelle-Écosse, à s'opposer au pacte de 1867. Il importe cependant de considérer l'une des raisons qui plus particulièrement engagea une grande partie de la jeunesse canadienne-française de 1865, 1866 et 1867 à s'y opposer.

On prévoyait que, tôt ou tard, la représentation canadienne-française serait impuissante, vu le nombre fixe de 65 députés, à lutter avec avantage contre les représentants des autres provinces dont le nombre augmenterait proportionnellement à l'intensité de l'immigration d'origine anglaise.

C'était là, je ne dirai pas la raison la plus puissante de l'opposition, mais celle que les événements semblent le plus justifier.

Aussi ce ne fut qu'après les efforts puissants des politiciens de l'époque, et surtout, dans notre province, de Sir Georges-Étienne Cartier, aidé presque unanimement du clergé catholique, que le Québec se résigna à accepter, non sans murmure, le nouveau mode de gouvernement du Canada par un pouvoir central.

Le pacte fédéral fut donc un contrat signé avec enthousiasme par l'une des parties et avec méfiance par l'autre. Mais les parties contractantes avaient

manifesté dans leurs relations, tant de bienveillance, qu'il eût semblé alors déraisonnable de persister à nier ou à mettre en doute leur bonne foi.

Les déclarations des parlementaires de l'époque avaient convaincu quelques-uns de nos hommes politiques, que la Confédération était un moyen d'obtenir une indépendance plus grande pour le présent et entière pour l'avenir.

C'est guidées par cette espérance et confiantes dans cet avenir, que, le jour où le pacte fut signé, les parties se donnèrent la main, oubliant les luttes de la veille, pour tracer au Canada la route qu'il devait parcourir en vue d'atteindre la grandeur que les pères de la Confédération rêvaient pour lui.

Pourquoi a-t-il fallu qu'en l'année du cinquantenaire de cette Confédération, en 1917, la Constitution canadienne fût ébranlée à sa base même ? les provinces, soulevées les unes contre les autres ? les individus, animés d'un fanatisme qu'elle devait éteindre ? en un mot, notre pays, agité d'un océan à l'autre ? Pourquoi faut-il aujourd'hui encore qu'à la suite d'un individualisme de classes outrancier, les mêmes problèmes apparaissent et que des divisions renaissent mettant en péril notre union nationale ?

J'ai posé la question, mais j'avoue que je ne me réjouis pas d'avoir à discuter la réponse. Pourtant, je ne crois pas devoir me soustraire à l'obligation

qu'à tout citoyen canadien d'exprimer franchement et ouvertement ce qu'il pense. N'oublions pas que c'est l'heure de déterminer ce que seront les destinées de notre pays. Nous sommes à la croisée des chemins et l'avenir dépend de la route que nous accepterons de suivre avec l'espoir d'atteindre notre but. Ce qui rend le choix difficile, c'est la dualité des éléments parfaitement distincts d'origine, de tempérament, de caractère et de mentalité qui peuplent notre pays.

C'est dans cette dualité souvent incomprise et mal respectée qu'il faut chercher les raisons des succès de la Confédération.

Reconnaissons, pour être juste, que le rêve des pères de la Confédération visait à créer la **paix**, la concorde entre les provinces atlantiques, celles de Québec, d'Ontario et de l'Ouest, en les invitant, dans une même ambition et un même idéal, à joindre leurs efforts pour atteindre un maximum de développement spirituel et matériel.

Reconnaissons aussi que les espérances d'autonomie politique que le texte de la nouvelle constitution mettaient au cœur des vrais Canadiens, suffisaient à satisfaire leurs aspirations.

Ce qui fait la grandeur d'un peuple, ou plus exactement, les éléments nécessaires à la grandeur d'un peuple, sont un grand territoire, une forte population, une vaste navigation intérieure, et un im-

mense littoral où peuvent se développer des ports capables d'accommoder des flottes puissantes pour faciliter et assurer, sans interruption, les échanges commerciaux.

Si nous reconnaissons la justesse de cette définition, il va sans dire que l'addition aux provinces de Québec et d'Ontario des provinces atlantiques, avec leur magnifique littoral sur l'océan, était un appoint non seulement désirable, mais nécessaire dans l'intérêt commun. De même, l'Ouest avec ses prairies immenses propres à la culture des grains, et faciles à sillonner, en tous sens, de voies ferrées, constituait un actif qu'un pays en formation n'a pas le droit de se refuser.

La province de Québec offrait le trait d'union entre ces provinces de l'Ouest et les Provinces atlantiques, grâce au Saint-Laurent qui, durant la plus grande partie de l'année, est la vaste voie de communication avec l'Europe tant pour l'exportation que pour l'importation canadienne.

L'Ontario, avec son développement industriel et ses grands lacs internationaux, offrait une vaste navigation intérieure, complétant la chaîne des éléments jugés indispensables à la grandeur du Canada.

En effet, au point de vue strictement commercial, que ferait l'Ouest durant les cinq mois de l'année où le Saint-Laurent se couvre de glace,

si les ports de Saint-Jean et de Halifax n'offraient leur sécurité au commerce océanique ? De même durant les mois d'été, que feraient l'Ontario et l'Ouest sans le Saint-Laurent, qui, diminuant le coût du transport, devient un actif puissant dans la distribution de la richesse canadienne tant pour les échanges intérieurs que pour le commerce international.

* * *

C'était là, il faut l'admettre, des raisons suffisantes pour engager les hommes de l'époque à désirer l'union fédérale après l'avoir d'abord repoussée, à l'accepter lorsqu'elle fut contractée. C'était un effort vers l'harmonie, mais aussi vers la formation d'un esprit canadien, que tentaient, en 1867, les hommes politiques qui proposèrent et firent accepter la Confédération. Ils avaient pour eux cet argument que l'union des seules provinces de Québec et d'Ontario était devenue un état de choses politique intolérable, vu l'instabilité des gouvernements et l'agitation continuelle dans laquelle vivaient les deux provinces. Ils avaient de plus, au point de vue commercial et matériel, cet argument que la Confédération contenait, en germe, les prémisses d'une organisation politique d'un développement certain, d'une prospérité assurée et d'une grandeur facile à prévoir.

Aussi, après avoir combattu le projet d'union fédérale, avec une vigueur et une persévérance que nous devons admirer, Dorion et ses amis essayèrent, par une modération et une tolérance remarquables, de conserver la sympathie, la bonne volonté de ceux qui, au sein de la majorité, ne méconnaissaient pas les droits de la minorité canadienne-française et avaient, pour elle, un profond respect et une sincère estime.

Je suis loin de prétendre que la période qui suivit l'adoption de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord fut exempte de tout choc entre la province de Québec et les autres provinces de la Confédération. Mais, je me complais à retenir que, de 1867 à 1890, les problèmes qui surgirent et qui agiterent notre pays revêtirent un caractère purement canadien. Si quelquefois, trop souvent hélas ! pour nous, le fanatisme religieux ou politique se manifesta, il ne réussit pas à détruire nos liens de sympathie, aux heures de calme. C'était l'époque où la pléiade d'hommes politiques qui représentait notre peuple, lui donnait du prestige. C'était l'époque aussi où les provinces anglaises étaient représentées par les hommes les plus aptes à comprendre notre état d'âme et à le juger. Aussi, entre ces hommes l'entente devenait-elle facile, car dans les hautes sphères de l'intellectualité, de la science ou de

la philosophie, les amitiés se créent et les sympathies naissent facilement.

Malheureusement, plus tard, les problèmes politico-religieux ont surgi trop souvent dans notre pays. Que l'on n'interprète pas cette affirmation comme une condamnation pour ceux qui en furent la cause. C'est une simple constatation. Toutefois, la répétition périodique de ces ennuis manifeste la ténacité des préjugés qui liguent les majorités anglaises des différentes provinces contre nous.

Ce qui nous a sauvés jusqu'ici, c'est qu'à toutes ces époques de crise, des hommes qui ne partageaient pas notre foi religieuse, qui n'étaient pas de notre origine, acceptèrent de lutter avec nous pour les principes que nous voulions faire prévaloir, pour les libertés que nous voulions faire respecter. Malheureusement, le nombre de ces amitiés diminua en proportion de la fréquence des crises. Et lentement, insensiblement, pour des fins politiques, s'est répandue cette doctrine perverse, néfaste et ridicule que nous cherchions à implanter dans ce pays la domination du français.

Quelle erreur et quelle absurdité ! Pourquoi faut-il avoir pendant plus d'un demi-siècle, — afin d'éviter les crises nationales — accepté des compromis, conclu des ententes, abandonné des

parcelles de droit, pour en arriver à un tel résultat, à une telle incompréhension ?

Nous n'avons, il me semble, jamais affirmé autre chose que nos droits à certains privilèges et ces privilèges nous nous sommes plu longtemps à les attribuer à la générosité de nos compatriotes anglais. D'ailleurs, avouons-le publiquement pour être bien compris cette fois, l'Angleterre, les institutions britanniques et nos compatriotes anglais n'ont jamais eu d'admirateurs plus sincères et plus francs que les Canadiens du Québec.

Pourquoi faut-il alors que certains de nos compatriotes aient, de toute pièce, créé et montré aux leurs le spectre d'une domination française ? Ai-je besoin de dire que cette conception de notre idéal est d'invention assez récente et que dans les premières périodes du Gouvernement confédéré, jamais un homme politique d'une province anglaise n'eût osé énoncer en public une telle affirmation ? Immédiatement d'autres hommes de la même province auraient eu le courage de démontrer le ridicule de la proposition. Nous avons touché, là, du doigt la cause à laquelle j'attribue l'état précaire de l'union nationale au Canada. La mentalité canadienne, dans les provinces anglaises, a été réduite au silence et à l'inaction pour ne pas venir en conflit avec la mentalité *impérialiste* et exposer ses adeptes à l'ostracisme des impérialisants.

Je crois encore, malgré la vague immense de division entre les groupes qui naguère a menacé notre pays, qu'une réaction se produira et qu'elle provoquera dans les provinces le désir intense de refaire à notre pays un esprit conforme à ses aspirations et à ses destinées.

Qu'aux heures troublantes, Québec soit devenu le point de mire de toutes les suspicions, devons-nous réellement en être surpris ? Notre mentalité, notre compréhension du devoir canadien, nous empêchaient d'être au diapason de l'enthousiasme des groupes qui plaçaient les intérêts de l'Empire avant ceux du Canada.

Que cet ostracisme soit blâmable, est-il nécessaire que je l'affirme ? Qu'il soit condamnable, est-il besoin que je le prouve ? Mais tant que la politique se servira de notre race pour atteindre ses fins, nous sommes exposés à subir ce genre de réaction, selon que nous aiderons les partis à obtenir le pouvoir ou que nous causerons leur défaite.

L'on a prétendu que le drapeau de l'Angleterre nous est indifférent. N'est-on pas allé jusqu'à affirmer en certains milieux que nous n'avions pour lui aucun respect, aucune loyauté pour que, petit à petit, se crée cette impression que nous ne sommes ici, sur les bords du Saint-Laurent, qu'un groupe de révoltés et de mécontents ?

Je me dois de répondre à ces accusations.

Au drapeau de l'Angleterre, tous tant que nous sommes, nous accordons la plus entière, la plus absolue loyauté et le respect le plus sincère. Je ne sache pas qu'un peuple, fût-il cédé, ait jamais maudit le drapeau du vainqueur si dans ses plis il a trouvé la liberté qu'il désire, les garanties assurées et les privilèges consentis par le traité de cession. Mais que l'on fasse un devoir à ce peuple d'aimer le drapeau du vainqueur, il me semble que c'est là mal connaître l'âme humaine.

La loyauté peut être un devoir, l'amour demeure un sentiment. Si le premier se commande, le second se conquiert. On ne peut l'imposer. Mais, à force de bonne volonté, de sympathie et de confiance, on finit par se l'attirer. Ce ne sera jamais toutefois par l'injure, l'insulte ni la calomnie.

Loin de moi la pensée que nous n'avons pas aujourd'hui, autant qu'autrefois, un attachement raisonné aux institutions britanniques, qui, en dépit des hommes qui les administrent ou les reflètent, demeurent le modèle des institutions parlementaires humaines.

Nous avons eu, dans notre pays, le gouvernement le plus démocratique que l'on puisse désirer. A la lumière de notre histoire, lorsque nous jugeons les institutions qui nous valurent ce mode de gouvernement, nous devons encore reconnaître que

pour devenir injuste, notre constitution doit être violée.

Et c'est de la violation de l'esprit de notre constitution encore plus que de sa *lettre* que nous nous sommes plaints jusqu'ici.

Le respect de la Constitution canadienne lui a valu notre loyauté, et nous nous étions habitués à penser que jamais aucun gouvernement canadien ne l'ignorerait. Mais l'orientation que le parlement canadien a parfois donnée à nos relations économiques nous a enlevé cette illusion et nous a prouvé une fois de plus que les institutions humaines, quelle qu'en soit la nature, servent au développement de ceux qui les acceptent pourvu qu'elles soient confiées à des hommes capables de les comprendre et de les administrer selon le dessein qui a présidé à leur création. Ces violations de notre constitution, cette direction donnée à notre politique en marge du but que ses institutions lui indiquaient, proviennent de raisons extérieures qui lentement ont influencé nos politiques anglo-canadiens. Ceux-ci ont accepté, comme une possibilité, le pan-britannisme qui met, au-dessus des intérêts canadiens, les intérêts de l'empire et qui, pour parvenir à son but, est prêt à compromettre l'avenir économique du Canada.

C'est la thèse de ceux qui sont convertis à la doctrine de Charles Dilke, reprise sous une forme plus

facile à accepter par Joseph Chamberlain et plus tard propagée par Lord Milner. Selon ces théoriciens, le temps est venu de concentrer les efforts individuels des colonies dans un magnifique effort commun tendant à affirmer la suprématie mondiale de l'Empire anglais.

Cet impérialisme a jeté dans notre pays des ferments de discorde d'où sont nés les problèmes qui se dressent aujourd'hui devant nous, problèmes les plus propres à diviser les peuples qui l'habitent, les provinces qui le composent.

Me gardant de prétendre refléter l'opinion de nos compatriotes anglais, je ne crains tout de même pas d'affirmer qu'ils sont encore nombreux parmi eux, ceux qui croient que l'impérialisme est un danger, qui ne l'acceptent pas pour aujourd'hui et encore moins pour demain.

Quant à nous, nous croyons à la *nécessité d'un esprit canadien*. Comment pouvons-nous alors concevoir qu'il puisse être avantageux pour notre pays d'adopter une doctrine dont l'élément essentiel est d'empêcher la formation de cet esprit ?

N'est-il pas permis même d'affirmer que l'impérialisme en soi est un danger pour le monde, qu'il soit romain, grec, allemand, anglais ou américain ?

Il crée dans l'humanité un élément de puissance qui, asservissant les faibles, prive quelque part quel-

qu'un de ses libertés, en le subjuguant à ses volontés, en l'entraînant dans sa politique de conquête, de domination ou d'accaparement dans un simple dessein de lucre et d'intérêt matériel.

Chamberlain ne se gênait pas d'ailleurs de le reconnaître lui-même lorsqu'il affirmait à Londres, le 9 juin 1896, que "l'Empire ne serait qu'une immense société coopérative de production et de consommation dont l'Angleterre, ayant les parts de fondateurs, aurait aussi les plus clairs bénéfices."

Nous ne pouvons comprendre l'intérêt que peut avoir notre pays à accepter cette thèse d'égoïsme qui met à contribution les petits peuples pour faire la fortune et la puissance d'un grand. Certes, s'il ne s'agissait que d'assurer à l'Angleterre des bénéfices matériels, malgré notre répugnance à les assurer aux dépens de notre progrès économique, notre opposition ne revêtirait peut-être pas le caractère opiniâtre qu'elle revêt actuellement. Mais nous savons, pour l'avoir maintes fois lu, que le but ultime que veut atteindre l'impérialisme est la création d'un Conseil ou d'organismes économiques que les relations commerciales rendront tôt ou tard nécessaire. Alors, comme le commerce d'une grande nation doit nécessairement être protégé, tous les membres qui la constituent doivent contribuer à la défense de ce commerce.

La conclusion est facile à tirer. Si l'on accepte

le principe de l'impérialisme commercial, tôt ou tard, et plus tôt que tard, dans un but de protection mutuelle, il faudra accepter le principe de la solidarité militaire et acquitter les contributions qu'elle exige.

Ne serait-ce pas là reculer cent ans en arrière et devenir un état tributaire de la Grande-Bretagne ? Nous ne serions plus les citoyens d'un pays que nous avons eu l'orgueil de considérer un moment comme autonome. Nous serions les citoyens d'une colonie payant redevance annuelle à la mère patrie.

Que l'ambition de ceux qui désirent affirmer cette doctrine dans le monde anglais reflète un ardent patriotisme, je le crois. Que cette pensée d'un grand empire sur lequel le soleil ne se couche jamais soit une expression d'orgueil admirable, c'est bien. Mais que nous importe à nous cette grandeur et cette puissance si elles sont faites de notre faiblesse et de notre asservissement ?

Serait-ce par hasard manquer de loyauté à l'Angleterre que de croire que l'état de colonie ne peut pas être un état permanent ? Que tout au plus, il est un stage dans la vie d'un peuple ? "Qu'il est à peine une transition, un passage de l'enfance à la virilité des peuples" ? S'en convaincre est facile à quiconque ouvre l'histoire. Il y verra qu'ils sont rares les pays qui ont résisté à cette loi universelle.

Dans le lointain de l'histoire, les colonies de la Phénicie et de la Grèce affirment cette vérité historique ainsi que, plus près de nous, les États-Unis, le Mexique et le Brésil.

Il est légitime de croire que nous suivrons cette loi universelle et que du rang de colonie nous passerons un jour au rang des nations libres de l'univers. Devons-nous accepter de nous forger des chaînes qui nous empêcheront de préparer notre avenir tel que nous le devons ?

Je ne suis pas actuellement un séparatiste, mais je crois que notre pays a le droit d'aspirer pour le moment à la somme d'autonomie la plus complète possible et que dans un avenir que détermineront les circonstances et le temps, l'Angleterre s'enorgueillira d'avoir donné au Canada le rang d'une nation libre et indépendante.

Nous ne devons jamais oublier que nous vivons l'histoire et que ceux-là qui viendront après nous, l'écriront. Ils pourront, eux, avec impartialité, relater nos actes, commenter nos paroles, nous louer ou nous condamner, selon que nous aurons écouté la voix intérieure qui dicte à tout homme son devoir ou selon que, sourds à l'appel de la conscience nationale, nous aurons orienté notre politique et notre pays vers des destinées que la Providence n'avait pas prévues pour lui. S'il est vrai que "l'homme s'agite et que Dieu le mène", nous n'a-

vons tout de même pas le droit d'espérer que la Providence nous conduira dans la voie qu'elle avait prévue et préparée pour nous si, obstinés à ne pas vouloir dessiller nos yeux, nous ne nous laissons pas diriger par la lumière qu'Elle verse sur nous. Et la lumière qui le plus facilement indique à un peuple la voie qu'il doit suivre, c'est celle que l'Histoire projette lorsqu'on la consulte et qu'on l'étudie.

Tout, dans l'histoire, nous indique notre rôle. Nous sommes actuellement à faire un stage; nous sommes dans l'enfance d'un peuple, préparant sa virilité.

Ce qui rend nos problèmes difficiles, c'est que le Canada est habité par des éléments d'origine, de foi, d'esprit différent. Cette diversité empêche les enseignements de l'histoire d'être compris de la même manière et acceptés surtout avec autant de facilité. Aussi faudrait-il que, lorsque surgissent des problèmes qui affectent notre avenir, ceux-là seuls qui croient aux destinées du Canada fussent appelés à rechercher la solution de ces problèmes.

Comment veut-on que ceux-là qui ne sont ici qu'en passant puissent considérer un problème affectant notre vie économique au même point de vue que nous, les enracinés, qui sommes ici pour y vivre et qui y mourrons ?

Pour les premiers, la patrie, ce n'est pas le Canada. Le *Home* est au delà de l'océan, dans quelque montagne d'Écosse ou quelque ville d'Angleterre qu'ils aspirent à revoir et où ils ont conservé des affinités puissantes. Nous, où que nous vivions, sur les côtes de la Gaspésie ou dans les Laurentides, que nous demeurions sur les bords du Saint-Laurent, dans les Provinces de l'Ouest ou en Acadie, notre patrie à nous, c'est le pays où depuis trois cents ans ont vécu nos ancêtres, c'est le pays où sont nés nos petits enfants. Notre seule ambition, notre seul espoir, notre idéal suprême, c'est d'assurer la grandeur de ce pays.

Oh ! que l'on ne croie pas pour cela que, superbement isolés, nous méconnaissions les devoirs des relations extra-territoriales; que l'on ne s'imagine pas non plus que pour nous il n'existe pas de France et pas d'Angleterre. Mais notre désir de les aider ne peut aller jusqu'à sacrifier l'avenir du Canada. C'est pourquoi nous ne comprenons pas que des hommes qui n'ont jamais vu notre pays soient appelés, grâce à une violation flagrante de notre constitution, à se prononcer sur des problèmes qui nous affectent et qui mettent en danger, à notre point de vue, la vie politique, économique et nationale de notre pays, eux qui ne viendront jamais sur nos rives et qui, de nos besoins et de notre situation, ne connaîtront jamais rien.

Au point de vue national, nous tenons entre nos mains nos destinées. L'on ne peut pas nous isoler plus que ne l'a fait l'acte confédératif; mais qu'on l'essaie ou non, on ne changera rien à notre condition ethnique. Nous constituons une entité par nous-mêmes, entité qui doit se développer dans un but d'altruisme et qui doit tenter de se faire comprendre. Or, se faire comprendre, c'est petit à petit donner à notre politique comme à notre vie, la mentalité essentiellement canadienne qui leur est due.

Quelle admirable situation que celle d'une minorité comme la nôtre, qui, animée de cette grande idée, de cet ardent désir de continuer les traditions du passé et satisfaite de son rôle, se prépare à le jouer pour doter le pays qu'elle habite d'une mentalité qu'elle s'est créée. Cette mentalité, elle la partage avec certaines provinces touchant à l'océan, qui, ayant un vaste horizon, conçoivent qu'une province n'est pas tout un pays, qu'il y a au delà des individus, des peuples qui ont droit à la vie et à leur liberté.

Le jour n'est pas éloigné où l'on saura gré dans notre pays à la minorité que nous sommes d'avoir su développer, conserver et propager cette mentalité seule capable de permettre au Canada d'atteindre ses destinées propres.

Cette incompréhension nous condamne à un

isolement temporaire que nous regrettons pour ceux qui l'ont créé, mais dont notre fierté canadienne s'exalte et se console.

C'est à cause de ce rôle que nous jouons et de cette fierté que nous en ressentons, qu'il est de notre devoir de demeurer sur le champ de bataille où la Providence nous a placés, champ de bataille que nous avons accepté depuis 1763, malgré les occasions fréquentes que nous aurions eues de l'abandonner, si nous l'avions voulu.

Les grandes victoires de l'Histoire ne sont pas toujours celles des grands conquérants, ni toujours le résultat d'actions éclatantes. Elles sont souvent le résultat de résistances opiniâtres qui finissent par vaincre la ténacité et la persévérance d'une majorité. La Pologne, se libérant du joug moscovite, ne remporta-t-elle pas une des plus grandes victoires de l'histoire, une victoire digne d'un peuple comme le peuple polonais ? Et la Hongrie dont la langue et les institutions avaient été bannies, n'est-ce pas aussi une grande victoire qu'elle remporta grâce à sa ténacité, à sa constance et à son refus persévérant d'abdiquer sa fierté nationale devant l'Autriche qui l'avait subjuguée ?

Le peuple canadien, pour être digne de lui-même et de ceux qui ont voulu sa grandeur, se doit de remporter lui aussi une victoire que l'histoire

puisse enregistrer. Il la remportera le jour où règnera dans ce pays la paix, l'harmonie que développera l'esprit canadien qu'il aura su, par sa modération et sa tolérance, faire accepter par tous les groupes et toutes les nationalités.

Je suis de ceux qui croient que la vie sans un grand idéal est dépourvue de satisfaction et qu'en un siècle comme le nôtre, il n'en est guère de plus digne que de lutter pour un idéal politique ou national.

Et c'est pourquoi je suis convaincu que j'accomplis un devoir envers les miens, ma province et mon pays, en affirmant que je conserve, pour la Constitution canadienne, malgré les dangers qu'elle offre et que la crise récente a accentués, je ne dirai pas un attachement profond, mais un profond respect. Les clauses qu'elle renferme contiennent assez de sens de justice pour y chercher le redressement des torts que l'on cause en la violant.

Quels que soient les modes de gouvernement ou les constitutions, tous sont capables, temporairement du moins, de répondre aux besoins, aux aspirations du peuple qui les accepte. Il suffit donc de les placer entre les mains d'hommes désintéressés, aux idées assez larges pour les interpréter suivant l'esprit qui a présidé à leur acceptation. Pour ma part, je crois qu'il est préférable, pour une minorité, d'être gouvernée en vertu d'une Constitution

dont elle connaît les dangers, que d'accepter un système politique nouveau qui, sous les apparences d'une satisfaction nationale plus grande, comporterait peut-être des éléments de conflits plus grands encore.

Nous continuerons à croire que nos hommes politiques, qui ont su inculquer à notre peuple, dans la discussion des problèmes du passé, une modération et une tolérance qui pourtant ne doivent jamais aller jusqu'à l'abandon d'un principe, connaissent notre province. Ils croyaient alors, comme nous continuerons, je l'espère, à le croire, que pour une minorité cette modération et cette tolérance sont deux vertus nationales, plus puissantes qu'une épée, lorsqu'on sait s'en servir.

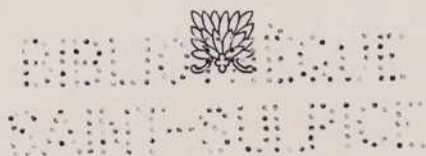
Il n'y a qu'une chose qui, ajoutée à un idéal profondément ancré dans l'âme d'une nation, puisse ajouter à sa puissance, c'est un optimisme réfléchi et raisonné, car rien ne déprime plus un peuple que le pessimisme.

C'est donc à ceux qui ont le devoir de diriger le peuple, qu'il appartient de dissiper un pessimisme qui l'aigrit et qui finit par créer chez lui un état d'apathie et d'indifférence. Que les hommes politiques se souviennent du rôle qu'ils doivent jouer. C'est à eux de donner les directives. C'est à eux de dire au peuple toute la vérité, d'attirer sans cesse

ses yeux, son intelligence et sa volonté sur le but à atteindre. Or notre but, le seul que nous puissions envisager sans trahir nos traditions, c'est de perpétuer au Canada l'idée qui a présidé à la fondation du pays. Je me refuse à croire que la Providence puisse permettre que les sacrifices multiples faits par l'ancienne France, sous le signe de la croix, ne portent pas ici des fruits et que le pays qu'elle est venue fonder sur les rives du Saint-Laurent puisse sombrer un jour dans une catastrophe nationale.

J'ai confiance que notre peuple sortira de cette crise comme tous les peuples du monde, instruit par la souffrance, éclairé d'une expérience nouvelle et que, retrouvant sa voie, il fera l'appel nécessaire pour rallier l'effort de chacun des groupes.

Se dégageant alors de l'étreinte du préjugé et du fanatisme et comprenant les dangers de l'avenir, s'il ne consolide pas en un faisceau toutes les forces, toutes les énergies et toutes les volontés, il unira dans une grande idée de puissance canadienne tous ceux qui, sous l'égide de la Confédération, veulent continuer à vivre pour assurer sa grandeur.



RECEIVED
JUN 12 1948

TABLE DES MATIÈRES

Avertissement de l'auteur	7
--	---

Première partie :

DES CORPS SAINS	13
Chap. I — La santé des mères	15
Chap. II — La santé des petits	42
Chap. III — La santé publique	57

Deuxième partie :

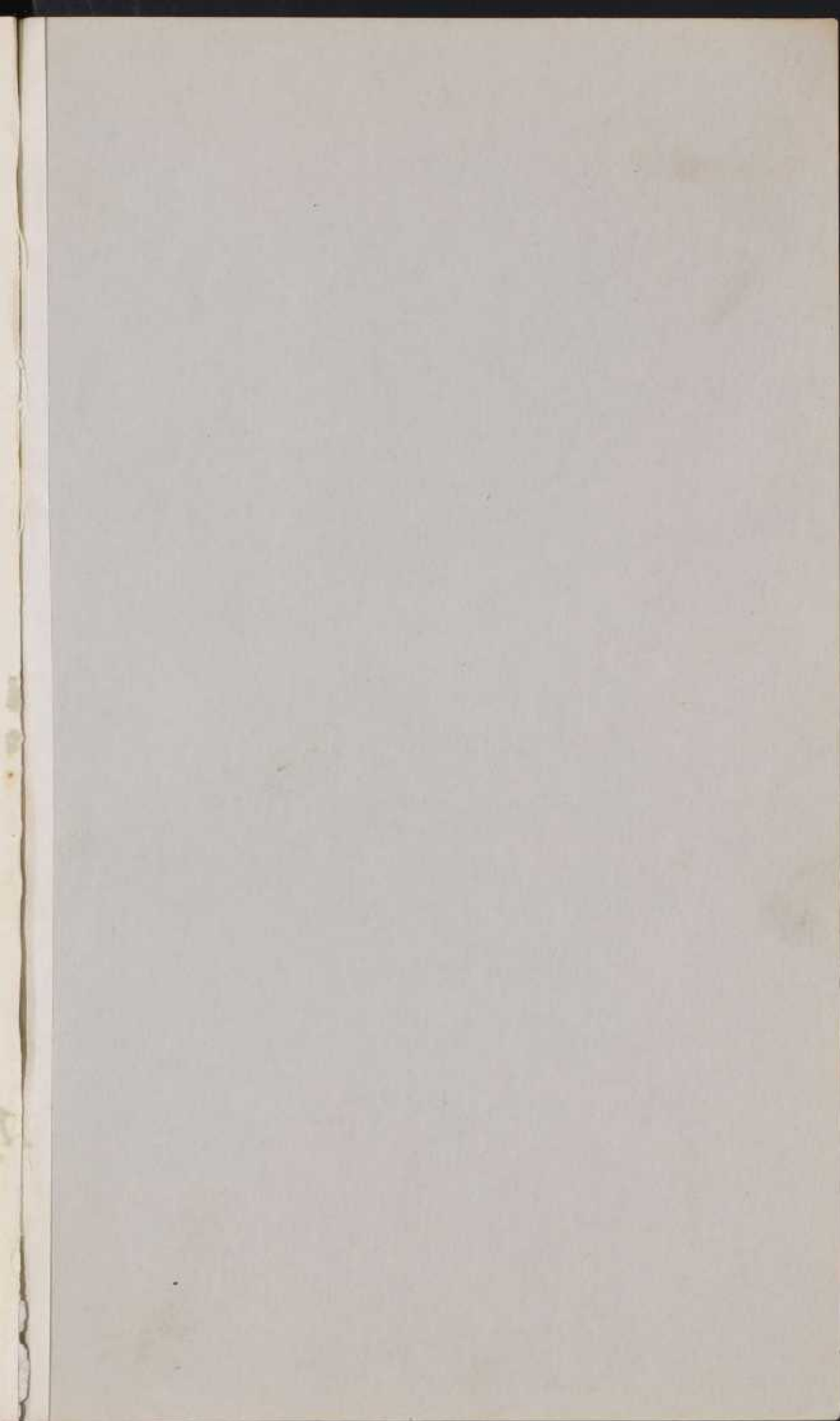
DES ESPRITS CULTIVÉS	65
Chap. I — Instruire et éduquer le peuple	67
Chap. II — Développer une élite in- tellectuelle et artistique ..	79
Chap. III — Former une élite économi- que	105

Troisième partie :

DES ÉNERGIES CONQUÉRANTES ..	125
Chap. I — Une jeunesse préparée	127
Chap. II — Un Québec puissant	148
Chap. III — La Confédération	159

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE
VINGT-DEUXIÈME JOUR DE JANVIER
MIL NEUF CENT TRENTE-CINQ
POUR LES
ÉDITIONS ALBERT LÉVESQUE
1735 RUE S. DENIS
À MONTRÉAL
PAR LES SOINS DE
L'IMPRIMERIE MODÈLE LIMITÉE
285 RUE DORCHESTER EST
À MONTRÉAL

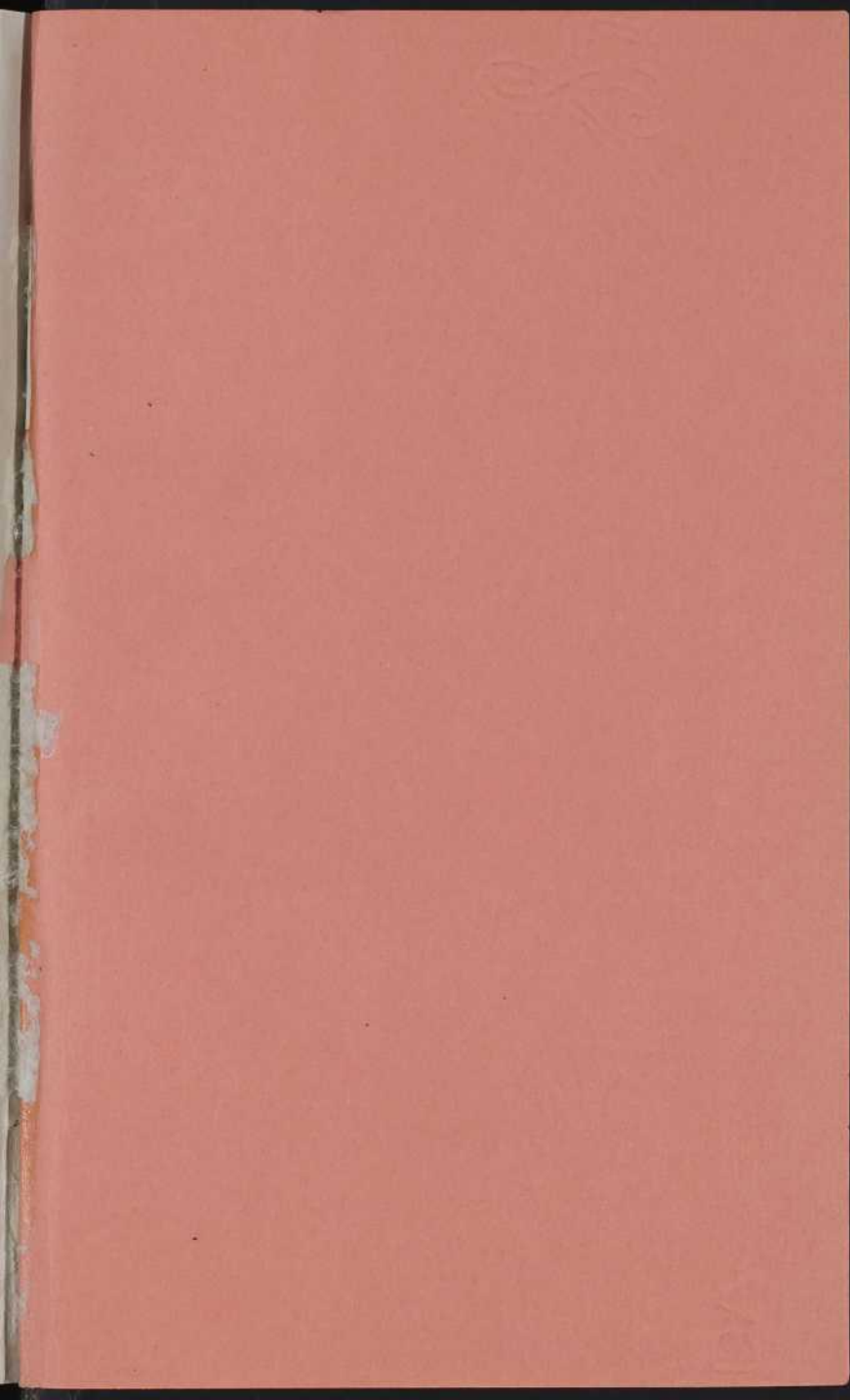
Imprimé au Canada sur
papier fabriqué au Canada.

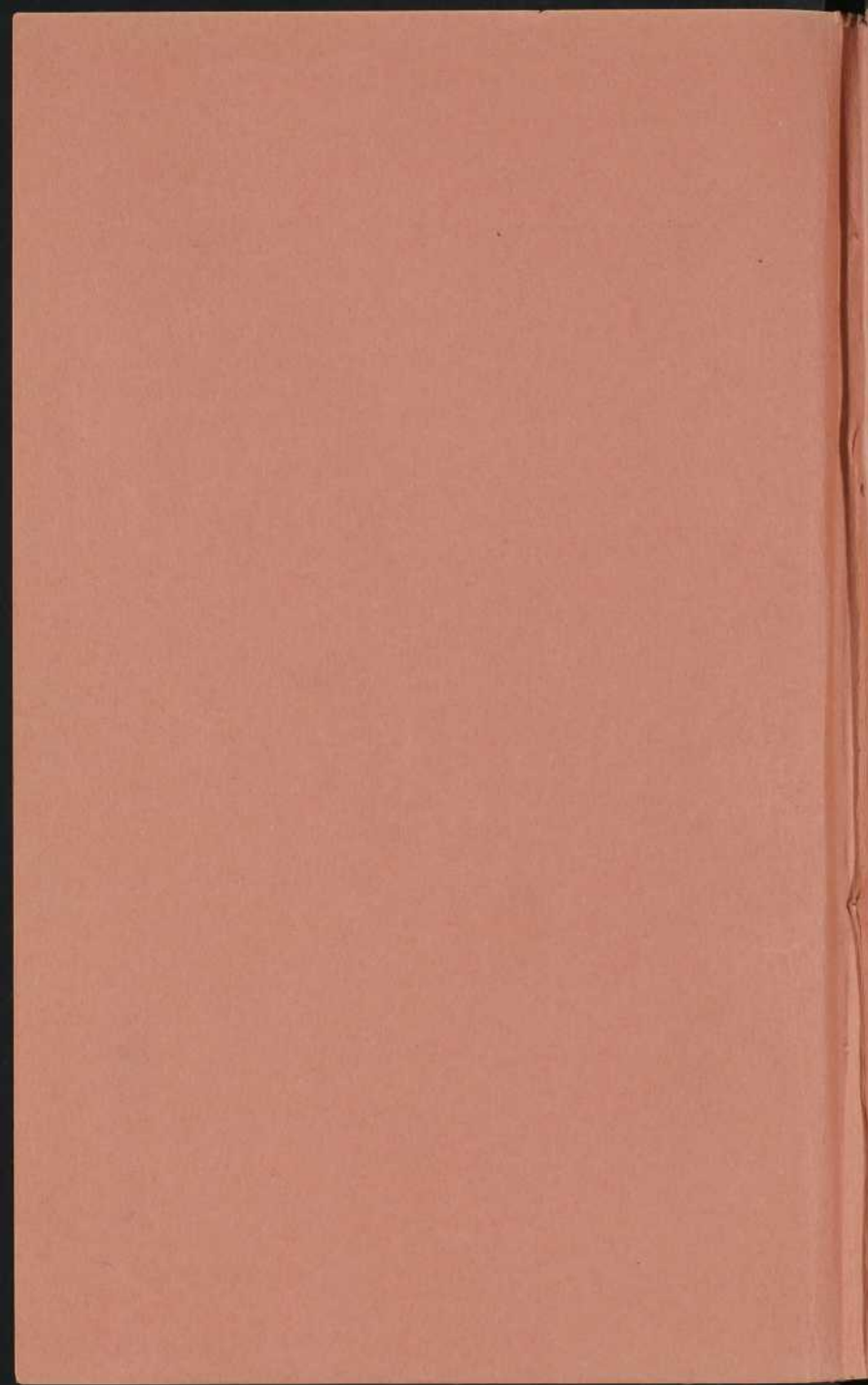


Imprimé au Canada sur
papier fabriqué au Canada.

Prix: \$1.00

Imprimerie Modèle, Ltée
Montréal.





Date d'échéance du prêt

Date of return

BNQ



000 337 292